

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ETUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

SOMMAIRE

Les assises du mouvement communiste mondial	1	LUCIEN LAURAT. — « Rattraper et dépasser »	26
Bibliographie : <i>L'empire de la peur</i> ...	9	La campagne électorale clandestine du Parti communiste allemand.....	30
La destruction des monuments historiques en U.R.S.S.....	10	ROLAND VARAIGNE. — Nouvelles discordes à l'intérieur du Parti communiste français.....	31
BORIS SOUVARINE. — Après la disgrâce de Joukov	11	A. DORMONT. — En Italie : La fin de la réunification socialiste et les élections d'octobre.....	33
BORIS NICOLAIEVSKI. — Le coup d'Etat de Nikita Khrouchtchev (<i>suite</i>). III. - La liquidation des technocrates du Parti « en tant que classe ».....	14	Octobre 1956, vu par un ouvrier de Varsovie	35
A. TROUBNIKOFF. — La foi en U.R.S.S.	19	Chronologie du monde communiste. Novembre 1957	37
IDA LAZAREVITCH. — Les étudiants soviétiques et la liberté de pensée....	22		

Les assises du mouvement communiste mondial

Les fêtes du quarantième anniversaire du coup de force du 7 novembre 1917 ont été le prétexte de conciliabules importants entre les délégations des différents partis communistes du monde, réunies à cette occasion à Moscou. Ce n'est certes pas la première fois qu'un tel rassemblement avait lieu depuis la mort de Staline, puisque les leaders communistes du monde entier étaient venus assister aux obsèques de leur ancien maître, et que le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. avait été pour eux l'occasion d'une nouvelle venue en foule dans la capitale soviétique. Mais ni en 1953, ni en 1956, il n'avait été parlé de rencontre, ni de conférence, tandis que cette fois-ci il est fait état de travaux en commun qui, sans ressembler aux Congrès de l'ancien Komintern, et surtout pas aux derniers, permettent toutefois d'écrire que le mouvement communiste mondial vient de tenir ses assises. Comme l'a dit F. Ebert, en rendant compte des travaux de Moscou au XXXIV^e Plenum du Comité central du S.E.D., il n'y avait pas eu de réunion

aussi importante du mouvement communiste international depuis plus de vingt ans — c'est-à-dire, depuis le dernier Congrès de l'Internationale Communiste, en 1935.

Au moment où est écrite cette étude (2 décembre) on ne dispose encore que d'informations authentiques assez peu nombreuses. Au cours des deux conférences, le secret, sans être total, était assez bien observé pour qu'on en fût réduit à interpréter des indices et à supputer les probabilités pour savoir si oui ou non il y avait concurrence. On ne fut fixé officiellement que lors de la publication des deux textes adoptés à l'issue des deux séries de ces travaux. Puis, après le retour des délégations dans leur pays, ont commencé les comptes rendus des travaux de Moscou devant les comités centraux des partis. Gomulka a parlé, puis Ebert, et c'est au rapport de ce dernier, publié le 30 novembre dans *Neues Deutschland* que nous empruntons les renseignements qu'on trouvera ci-dessous sur le déroulement des débats.

LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux se sont déroulés, si l'on peut dire, en trois temps.

Il y eut d'abord des *rencontres bilatérales* :

les délégués des partis les plus importants furent reçus par l'état-major du P.C. soviétique (Mao Tsé-toung étant le premier reçu); et les déléga-

tions se rencontrèrent entre elles, toujours deux à deux. La délégation yougoslave agit de même, et conféra successivement avec les Hongrois, les Polonais, etc.

Le 14 novembre, les représentants des douze partis au pouvoir se réunirent en conférence pour « examiner les problèmes que posent actuellement la situation internationale et la lutte pour la paix et le socialisme, ainsi que les questions de leurs relations mutuelles », comme il est dit dans le préambule de la déclaration adoptée.

La conférence eut lieu au Kremlin, dans la salle Saint-Georges (la salle Georges, comme dit F. Ebert). Elle dura jusqu'au 16, et le même jour, à quelques heures seulement d'intervalle, les délégations de tous les partis représentés à Moscou se réunirent dans la même salle, pour « une rencontre amicale » afin d'« examiner les questions intéressant tous les partis », lit-on dans le communiqué publié deux jours plus tard. A cette réunion fut adopté un manifeste pour la paix adressé aux travailleurs du monde entier. Il porte la signature des soixante-quatre partis représentés à cette seconde conférence. Mais, F. Ebert a parlé de soixante-huit partis. Est-ce une erreur de sa part ? Ou bien des partis étaient-ils représentés dont il n'était pas opportun de révéler la présence ?

Trois faits sont ici à noter.

C'est d'abord la netteté avec laquelle ont été marquées les différences entre deux catégories de partis communistes : ceux qui sont au pouvoir dans les « pays socialistes » ; ceux qui en sont encore à mener la lutte pour le pouvoir dans les « pays capitalistes ». Cette distinction avait déjà été énoncée dans le discours de Khrouchtchev devant le Soviet suprême : il avait nommé en premier lieu les douze partis communistes au pouvoir (treize avec celui de l'Union soviétique). De même, les représentants des partis au pouvoir parlèrent le 6 devant le Soviet suprême, et les autres s'adressèrent le 8 à un « meeting populaire » (d'ailleurs réuni dans la même salle) (1).

Second fait : une partie des thèses contenues dans la déclaration adoptée à l'issue de la conférence des douze partis concernent l'action des partis communistes des pays capitalistes. Or, ils n'étaient pas représentés à la conférence. Si l'on en croit le préambule de la résolution, on consulta épisodiquement certains d'entre eux.

« Les problèmes généraux du mouvement communiste international ont été également abordés. Lors de l'élaboration du projet de déclaration, les participants à la conférence se sont consultés avec les représentants des partis frères des pays capitalistes. Les partis frères qui n'ont pas par-

ticipé à la conférence décideront eux-mêmes de leur attitude envers les considérations exprimées dans la présente déclaration. » (Préambule de la déclaration finale.)

Si l'on interprète bien cette dernière phrase, il semble que les dirigeants soviétiques aient voulu répondre, et permettre aux « partis frères des pays capitalistes » de répondre, aux accusations de vassalité portées contre ceux-ci. A eux de décider de leur attitude. Les partis communistes au pouvoir se bornent à énoncer, non des directives, mais des considérations théoriques pour ce qui est de l'action à mener par les partis des pays capitalistes : ceux-ci n'ayant pas pris part à la conférence et n'ayant pas voté le texte, et ayant seulement été consultés à titre d'information, ne sont donc pas juridiquement tenus, si l'on peut dire, par la déclaration des douze partis. Ils sont des partis libres, décidant eux-mêmes de la ligne politique qu'ils ont à suivre.

En fait, les partis en question ne sont pas plus libres que par le passé : on le verra bien à l'approbation sans réserve qu'ils ne manqueront pas de donner aux thèses énoncées dans la déclaration. Et cette fois, ils ne pourront même plus dire, comme il y a vingt ans et plus, qu'ils ont participé à l'élaboration de la ligne politique de l'Internationale. L'argument était tout aussi fallacieux que celui d'aujourd'hui. Peut-être a-t-il paru moins efficace. En tout cas, il ne correspondrait plus à la nouvelle structure (apparente) du mouvement communiste international.

Troisième fait : l'absence de la délégation yougoslave à la conférence des partis au pouvoir. Cette absence, semble-t-il, n'a été signalée nulle part dans la presse communiste. Mais la déclaration « adoptée à l'unanimité » est signée de douze partis seulement. On pourrait supposer que les Yougoslaves refusèrent de signer un texte qui ne leur plaisait pas après avoir participé à sa discussion. Mais, selon la coutume, le texte était prêt avant que la conférence ne s'ouvrit, et il est permis de penser que les délégués yougoslaves se rendirent compte — au cours des rencontres bilatérales préalables — qu'il y aurait dans les thèses adoptées des propositions pour eux inacceptables.

La presse yougoslave s'est, jusqu'à présent, bornée à reproduire la déclaration des douze partis, sauf les passages où l'accent est mis sur le rôle dirigeant de l'U.R.S.S., ainsi que les attaques les plus violentes contre les impérialistes. Elle n'a publié de ce texte ni approbation ni critique.

On sait, par contre, qu'elle assista à la rencontre générale et mit officiellement sa signature au bas de l'appel.

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE DES DOUZE

La conférence des douze fut ouverte par Khrouchtchev qui présenta un projet de résolution au nom du Parti communiste de l'Union soviétique et du Parti communiste chinois. Selon

F. Ebert, la discussion portait sur quatre sujets principaux : le rôle du P.C. soviétique dans le mouvement communiste mondial, les « sois-disant » particularités nationales qui devraient

(1) Il n'est pas inutile de noter la hiérarchie établie entre les partis à l'intérieur de ces deux catégories.

En énumérant les partis des pays socialistes, Khrouchtchev cita d'abord celui de Chine, puis nomma les autres dans l'ordre alphabétique russe, ce qui mit l'Albanie tout de suite après la Chine, et la Yougoslavie au dernier rang. Au Soviet suprême, ce fut Mao Tsé-toung qui parla le premier, suivi aussitôt par Gomulka.

Des partis communistes du monde libre, Khrouchtchev fit trois groupes : le premier comprenait le P.C.F., le P.C.I., puis, dans l'ordre alphabétique russe les partis d'Autriche, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Espagne, de l'Inde, d'Indonésie et du Japon. Sans doute sont-ce là les partis dont il juge l'importance politique particulièrement grande. Bien que le P.C.F. ne soit que le troisième

par les effectifs, il a été cité en premier lieu, et, au meeting du 8, Thorez parla le premier, suivi à la tribune par Togliatti.

Les partis de la seconde catégorie furent cités pélemêle et, semble-t-il, sans intention particulière, de la façon suivante : Syrie-Liban, Canada, Finlande, Argentine, Mexique, Suède, Norvège, Australie, Suisse, Luxembourg, Islande, Israël, Uruguay, Maroc, Tunisie, Equateur.

Restaient vingt-quatre partis présents, dont ceux de Hollande, du Danemark, de Grèce, de Birmanie, de Malaisie, et aussi ceux du Brésil et du Guatemala (qui semblaient récemment fort bien en cour à Moscou) : Khrouchtchev les confondit, sans en nommer aucun, dans un *et cætera* assez méprisant.

infléchir la construction du socialisme, les problèmes du dogmatisme et du révisionnisme, les relations entre les partis frères.

Ce fut Mao Tsé-toung qui parla après Khrouchtchev. Son intervention, si l'on en croit le résumé d'Ebert, porta uniquement sur le rôle dirigeant du P.C. de l'U.R.S.S. Il affirma que, comme tout groupement, le mouvement communiste international devait avoir une tête. Or, assura-t-il, le P.C. chinois n'est pas digne de remplir cette tâche dirigeante. Il a une grande expérience de l'action révolutionnaire, mais peu d'expérience encore dans la construction du socialisme. La Chine est un grand pays, mais son industrie demeure très faible : elle n'a même pas un quart de spoutnik, alors que l'Union soviétique en a lancé deux. L'Union soviétique a derrière elle une expérience de quarante années. Sans son appui, tous les autres pays socialistes auraient été l'objet d'agression de la part des impérialistes occidentaux. Enfin, le P.C. de l'U.R.S.S. a montré qu'il savait tirer les conclusions de ses propres expériences pour corriger ses erreurs et rectifier ses méthodes de travail.

**

Alors, le défilé des orateurs commença. Vintrent apporter à la thèse de Mao un accord sans réserve les camarades Ho Chi Minh (Viet-Nam Nord), Enver Hodja (Albanie), J. Hendrych (Tchécoslovaquie), Jivkov (Bulgarie), Dachin Damba (Mongolie), Stoïca (Roumanie), Kim Irsen (Corée) et Walter Ulbricht, d'Allemagne orientale.

Celui-ci affirma qu'il était indispensable de publier un document commun portant sur les principales questions en discussion, même si certains conservaient des doutes sur tel ou tel point. La délégation allemande, quant à elle, avait toujours considéré que le P.C. de l'U.R.S.S. devait assumer la direction du mouvement communiste international.

Il termina son intervention en déplorant que l'année précédente la situation de ce mouvement ait été telle qu'il fut impossible de tenir de réunion commune, et qu'il fallut se contenter de rencontres bilatérales. Il sera indispensable de tenir dans l'avenir de nouvelles réunions communes.

Ebert ne nomme pas d'autre orateur : les noms de Gomulka et de Kadar ne sont pas cités. Ce silence d'Ebert donne à penser, ou que ces deux chefs communistes n'ont pas pris la parole, ou qu'ils ont exprimé des points de vue quelque peu différents.

Ce fut également Khrouchtchev qui ouvrit la conférence générale. Il déclara que le problème du maintien et du raffermissement de la paix était le premier de l'heure.

Souslov parla après lui. Il salua l'assistance au nom du Comité central du P.C. soviétique,

puis procéda à l'énumération succincte des forces communistes dans le monde (on trouvera l'essentiel des indications fournies dans les documents qui font suite à cet article). Enfin, il soumit à l'assistance le texte de l'appel aux travailleurs du monde en faveur de la paix.

La discussion qui suivit porta sur les points suivants :

a) *Lutte contre le militarisme allemand*, force d'agression principale de l'impérialisme occidental. (Ebert cite parmi les orateurs Hendrych, Duclos — qui souligna l'importance des récentes rencontres entre le P.C.F. et le S.E.D. — Max Reimann et Mao Tsé-toung.)

b) *Problèmes actuels du mouvement communiste international*. (Ulbricht aurait déploré le relâchement des liens entre les partis qui s'était manifesté l'an dernier. Il se serait élevé avec force contre l'opinion qu'une certaine coopération sous l'égide de l'U.R.S.S. portait préjudice aux intérêts nationaux. Lui, souhaitait le renforcement de l'unité internationale. Il assura que la grande majorité des présents était favorable à la publication d'une revue théorique internationale, et que la décision avait été prise de la faire paraître. Les partis décideront de la forme que prendra leur contribution à l'édition de cette revue.)

c) *Coopération entre communistes et socialistes*. (On se plaignit fort de l'attitude des socialistes de droite. Ulbricht souligna cependant que la proposition d'Ollenhauer, en vue de la création d'une zone de neutralité atomique en Europe centrale reprenait celle que les gouvernements de Pankov et de Prague avaient faite naguère. Souslov cita l'exemple du P.C. de l'U.R.S.S., qui a repris les contacts avec les partis socialistes, et reçu des délégations du Parti socialiste italien et du Parti socialiste japonais.)

d) *Lutte idéologique contre le dogmatisme et le révisionnisme*. (Souslov a notamment souligné que le principal danger était le révisionnisme, lequel fait bloc avec le nationalisme bourgeois, et il a évoqué l'inévitabilité d'une lutte de classes aiguë dans la période de transition.)

e) *Lutte pour la paix*. (La question fut introduite par Gomulka, qui demanda que fussent proposés l'arrêt immédiat des expériences, et l'interdiction sans condition des fabrications atomiques. Toutefois, la campagne ne devrait pas prendre le caractère de masse qui fut celui de la campagne de l'Appel de Stockholm. On fera connaître l'opinion des savants, des intellectuels, des journalistes, des chefs syndicaux, des hommes politiques, etc.).

f) Des rapports ont été présentés sur l'état des forces communistes en Amérique Latine, ainsi que dans le Proche et le Moyen-Orient. Les partis de ces pays ont surmonté leurs faiblesses de l'an dernier.

LA DÉCLARATION DES DOUZE

Le manifeste pour la paix adopté par la conférence générale ne mérite pas de retenir l'intérêt. Il n'en va pas de même de la déclaration commune des douze partis, car les grandes lignes de la politique communiste s'y trouvent précisées.

Les chefs du communisme mondial avaient à résoudre quatre grands problèmes, ou, pour parler avec plus d'exactitude, ils avaient à affirmer leur pensée sur quatre sortes de questions posées

à l'ensemble des partis depuis le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., puis les événements de Pologne et de Hongrie.

Quel doit être le rôle particulier du P.C. de l'Union soviétique dans le mouvement communiste international ?

Quelle forme doivent revêtir les relations mutuelles entre les différents partis frères ?

Que faut-il penser des tentatives faites ici ou là pour réviser la doctrine, à partir notamment

de la notion de voie nationale vers le socialisme ?

Quelle ligne doivent suivre les partis communistes des pays capitalistes pour conquérir le pouvoir ?

C'est à ces questions que répond la déclaration commune.

a) Le rôle dirigeant du P.C. de l'U.R.S.S.

Le problème du rôle dirigeant avait été posé, en termes à peine voilés, par P. Togliatti, au lendemain de la dissolution du Kominform et de la publication du rapport de Khrouchtchev sur les crimes de Staline. Dans une interview, tout de suite célèbre, donnée à la revue *Nuovi Argumenti*, et reprise par *l'Unità* le 17 juin 1956, le secrétaire général du P.C. italien avait déclaré que « l'ensemble du système socialiste devenait polycentrique » et que « dans le mouvement communiste lui-même, on ne pouvait parler d'un guide unique, mais bien d'un progrès qui s'accomplit en suivant des routes souvent différentes » (2).

C'était mettre en cause le rôle prééminent du P.C. soviétique.

Quatre mois plus tard, dans son rapport au Comité central du 20 octobre 1956, Gomulka à son tour critiquait les ravages que le culte de la personnalité avait fait dans les relations entre les partis communistes, et déclarait que « dans le passé, tout n'avait pas été comme il aurait fallu que cela fût entre notre Parti et le Parti soviétique, entre la Pologne et l'Union soviétique » (3).

La réaction n'avait pas tardé, et, depuis, les déclarations communes publiées à la suite des différentes rencontres bilatérales avaient mis l'accent, de façon très appuyée, sur la place que tient le P.C. de l'U.R.S.S. à la tête du mouvement communiste mondial.

**

Il faut reconnaître que la déclaration des douze partis n'insiste pas particulièrement sur le rôle dirigeant de l'U.R.S.S. : l'absence de la délégation yougoslave, le silence de Gomulka et de Kadar expliquent assez cette relative discrétion. Toutefois, la prééminence du P.C. soviétique est mentionnée avec assez de clarté pour que nul ne puisse douter qu'elle demeure la loi suprême :

« *Le camp invincible des Etats socialistes, avec à sa tête l'Union soviétique* », lit-on dans la première partie. Il est dit plus loin que « *c'est l'intérêt vital des travailleurs de tous les pays de soutenir la grande Union soviétique et tous les pays socialistes* » (ce qui est mettre l'U.R.S.S. en avant) et de défendre « *les conquêtes historiques — politiques et sociales — de l'Union soviétique qui est la première et la plus forte puissance socialiste, de la République populaire de Chine et des autres pays socialistes* ».

Plus caractéristique encore est la façon dont son présentées les thèses du XX^e Congrès du P.C. soviétique :

« *Le principe léniniste de la coexistence pacifique a, étant donné les circonstances actuelles, fait l'objet de développements nouveaux dans les résolutions du XX^e Congrès... Les décisions historiques du XX^e Congrès... n'ont pas seulement une grande importance pour ce Parti et l'édification communiste en U.R.S.S. Elles ont aussi marqué le début d'une étape nouvelle dans le mouvement communiste international, contribué*

à son développement sur la base du marxisme-léninisme. »

N'est-ce pas dire que le P.C. de l'U.R.S.S. est le seul interprète autorisé et légitime de la loi et des prophètes ? (4).

b) Les relations mutuelles

La dissolution du Kominform, rendue publique en avril 1956, fit disparaître le dernier lien public entre Moscou et les partis communistes étrangers. Désormais, ceux-ci se consulteraient entre eux, et avec le P.C. de l'U.R.S.S. (au moins en apparence) quand ils en éprouveraient le besoin, et sans que cela les obligeât à appartenir à une organisation commune. C'est le système des *rappports bilatéraux* dont l'application a entraîné depuis un an d'innombrables va-et-vient dans le monde communiste. Le P.C.F. s'est tout particulièrement appliqué à rendre visite aux partis frères ou à en recevoir des délégations : il a même procédé à l'échange de délégués permanents avec le P.C. italien.

Toutefois, cette méthode était apparue à beaucoup comme insuffisante, et, à deux reprises au moins, des voix se sont élevées pour réclamer un autre mode de rapports internationaux.

En février 1957, Raymond Guyot déclarait devant le Comité central du P.C.F. : « *Nous sommes décidés à développer sur une plus grande échelle encore les rapports et accords bilatéraux. Nous pouvons envisager également des réunions de plusieurs partis sur un sujet qui leur est commun. Cependant, nous nous rendons compte que cela, à la longue, ne pourra pas suffire.* »

Plus récemment, en juin 1957, à la réunion du Comité central du P.C. tchécoslovaque, un des secrétaires du Parti, Jiri Hendrych déclarait : « *Des consultations régulières entre partis frères au sujet de l'action commune à entreprendre dans les domaines politiques et économiques d'importance majeure seraient quelque chose de très naturel. La publication d'un journal communiste international politique et doctrinal serait d'une grande importance... Nous considérons comme absolument non fondées certaines opinions selon lesquelles les négociations bilatérales sont les seules possibles et constituent la seule forme normale de coopération entre les partis communistes.* »

On pouvait donc penser qu'un pas serait fait au rassemblement de Moscou, vers la constitution d'un Komintern ou d'un Kominform d'un nouveau genre.

On le pouvait d'autant mieux qu'à la veille du rassemblement de Moscou, Ponomarev publiait dans *Kommunist* (n° 12) un article où l'on peut lire : « *Après la dissolution du Bureau d'information, les partis frères établirent leurs relations sur de nouvelles bases de coopération. Le système des rencontres bilatérales a connu une large application. Mais de nombreux partis frères se prononcent maintenant pour la convocation périodique de larges réunions internationales des partis communistes et ouvriers.* »

(2) Voir *Est & Ouest*, n° 168, 16-28 février 1957, p. 151.

(3) Voir *Est & Ouest*, n° 172, 16-30 avril 1957, supplément, p. 6.

(4) Il est dit aussitôt après que « *les Congrès des P.C. de Chine, de France, d'Italie et des autres pays ont montré avec évidence l'unité et la cohésion des partis, leur fidélité au principe de l'internationalisme prolétarien* ». Ces partis n'ont donc pas à montrer d'autres mérites que celui de leur fidélité à l'U.R.S.S., — car c'est cela que signifie « l'internationalisme prolétarien ».

Quelles ont été les décisions prises ?

1° Il n'a pas été reconstitué officiellement d'organisation internationale analogue au Komintern ou au Kominform. Mais, si l'on en croit Ebert, une revue théorique internationale va être créée, dont on peut penser qu'elle jouera un rôle analogue à celui de la *Correspondance Internationale* ou de *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*.

2° La méthode des rapports bilatéraux reste en vigueur, mais n'exclut pas des rassemblements plus larges : « *Après avoir échangé leurs opinions, les participants à la conférence [des douze] ont conclu que, dans les conditions actuelles, parallèlement aux rencontres des dirigeants et à l'échange d'informations entre deux partis, il est opportun d'organiser en cas de besoin, des conférences plus larges des partis communistes et ouvriers.* » Il semble bien que l'accent soit mis plus nettement que naguère sur les rencontres multilatérales. Et le discours de Ebert le confirme.

[Les réunions qui viennent de se tenir à Moscou sont des rencontres multilatérales de ce genre. Mais une autre s'était tenue déjà en janvier 1957 à Budapest, lorsque tous les P.C. des pays limitrophes de la Hongrie (sauf celui de Pologne) étaient venus apporter leur appui à Kadar (5).]

3° Il existe au secrétariat du Presidium du P.C. de l'U.R.S.S., une équipe chargée de diriger et contrôler les partis communistes étrangers. Elle a été renforcée au moment de l'élimination du groupe antiparti Molotov-Kaganovitch-Malenkov. Elle est composée de Souslov, Kuusinen (tous deux membres du Presidium), de Ponomarev, membre du Comité central auxquels sont adjoints Vinogradov et Mirochnitchenko, d'Andropov, ancien ambassadeur à Budapest, chargé des partis communistes d'Europe orientale et de trois fonctionnaires du Comité central : V. Mochetov, D. Cheviaguine et S. Paslova, tous les trois chargés des partis de l'Europe occidentale. (D'après des informations de source hongroise, Souslov aurait été le principal rapporteur lors de la réunion des soixante-quatre partis.)

c) La lutte contre le révisionnisme

La crise doctrinale qui affecte le mouvement communiste offre deux aspects. Certains, qui se trouvent en marge des partis, et sont reconnus comme hérétiques et « renégats », font porter leurs critiques et leurs efforts de révision sur certaines des affirmations théoriques fondamentales du communisme. Tel est le cas de Djilas. Mais d'autres militants, parmi les plus en vue, ont paru hésiter après le XX^e Congrès et surtout à l'automne 1956, lors des affaires de Pologne et de Hongrie, sur l'interprétation à donner à la formule, qui date de Lénine, de « *la voie nationale vers le socialisme* ».

Dans son fameux rapport fait le 20 octobre 1956 devant le Comité central du P.O.P.U., Gomulka avait avancé cette interprétation : « *Ce qui est invariable dans le socialisme se réduit à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les voies qui mènent à ce but peuvent être et sont multiples... Le modèle du socialisme peut également différer. Il peut être du genre créé en U.R.S.S.; il peut être formé de la manière que nous observons en Yougoslavie; il peut être encore différent.* »

Thorez répondait, le 22 novembre :

« *Le contenu de la dictature du prolétariat est obligatoirement commun. Il n'est pas d'une*

nation ou de l'autre. Son modèle a été et reste fourni par le pays de la révolution d'octobre, qui a bâti la vie socialiste nouvelle. Notre Parti gardera les yeux fixés sur l'expérience glorieuse du Parti de Lénine, dont s'inspirent tous les partis ouvriers du monde. »

Ainsi, pour les uns, le milieu national influence seulement sur les moyens par lesquels on parviendra à l'édification d'une société partout identique : pour les autres, cette société variera plus ou moins profondément d'une nation à l'autre.

A en juger d'après les nombreuses déclarations bilatérales qui ont abordé cette question, le débat était déjà tranché, en faveur de la première thèse. Mais il était utile que les « pères de la doctrine », réunis à Moscou, fixassent sur ce point la doctrine, ce qu'ils ont fait.

« *L'expérience de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes a montré pleinement la justesse de la thèse marxiste-léniniste selon laquelle le déroulement de la révolution socialiste et de l'édification du socialisme obéit à un certain nombre de lois essentielles, propres à tous les pays qui s'engagent dans la voie du socialisme. Ces lois se manifestent partout, ce qui n'exclut pas une grande diversité dans les particularités et les traditions nationales qui sont le produit de l'Histoire et dont il importe absolument de tenir compte.* »

Ne nous arrêtons pas à l'emploi du mot *loi*, sur lequel il y aurait beaucoup à dire. L'essentiel, pour l'instant, c'est l'affirmation de l'universalité de certaines méthodes, recettes et pratiques. La déclaration en donne cette longue énumération :

« *Ces lois sont les suivantes :*

« *Nécessité que, dans l'accomplissement de la révolution prolétarienne sous telle ou telle forme, et lors de l'instauration de la dictature du prolétariat sous telle ou telle forme, la direction des masses soit assurée par la classe ouvrière dont le noyau est constitué par le Parti marxiste-léniniste; alliance de la classe ouvrière avec le gros de la paysannerie et les autres couches des travailleurs; abolition de la propriété capitaliste et instauration de la propriété sociale des principaux moyens de production; transformation socialiste graduelle de l'agriculture; développement harmonieux de l'économie nationale en vue d'édifier le socialisme, le communisme, d'élever le niveau de vie des travailleurs; révolution socialiste dans l'idéologie et la culture, et la formation de nombreux intellectuels dévoués à la classe ouvrière et au peuple travailleur, à la cause socialiste; abolition de toute oppression nationale et réalisation de l'égalité en droit et de l'amitié fraternelle entre les peuples; défense des conquêtes du socialisme contre les ennemis*

(5) Pendant que se tenaient ces assises du communisme international, les obsèques de Zapotocky ont appelé à Prague une partie des dirigeants communistes qui se trouvaient à Moscou. On peut considérer que ceux qui restèrent dans la capitale soviétique ont plus spécialement dans leurs attributions les relations internationales. De la délégation tchécoslovaque, il resta K. Bacilek et Y. Hendrych; de la polonaise : Gomulka, Cyrankiewicz, Ochab et Zambrowski; de l'allemande : W. Ulbricht, H. Rau, F. Ebert; de l'Albanie : E. Hodza et M. Chehu. Du côté soviétique, on envoya Vorochilov, Ignatov, Brejnev et Korotchenko (les deux derniers à Bucarest, aux obsèques de Preoteasa, qui trouva la mort dans l'accident de l'avion qui l'amena à Moscou).

On notera que deux pays socialistes seulement sont nommés dans la déclaration : l'Allemagne orientale, que tous les pays socialistes ont assurée de leur solidarité et à qui elles ont promis leur appui total; le régime de démocratie populaire en Hongrie. Ces deux pays sont les « maillons faibles » du monde communiste : les dirigeants communistes du monde entier leur doivent une attention particulière.

de l'extérieur et de l'intérieur; solidarité de la classe ouvrière d'un pays donné avec la classe ouvrière des autres pays; internationalisme prolétarien. »

Aussitôt après cette énumération, qui ne laisse aucune possibilité d'édifier un « socialisme » différent de celui de l'U.R.S.S., pas même en matière agricole, la déclaration concédait que « ces principes généraux de la révolution et de l'édification socialistes » devaient être appliqués « en tenant compte des conditions historiques concrètes de chaque pays ».

« Le marxisme-léninisme repousse l'imitation aveugle de la politique et de la tactique des partis communistes des autres pays... La méconnaissance des particularités nationales par le parti prolétarien aboutit infailliblement à sa rupture avec la vie, avec les masses; elle porte inévitablement préjudice à la cause du socialisme. »

Ainsi, c'est dans la tactique que les adaptations aux conditions particulières à chaque nation sont reconnues nécessaires et autorisées. Mais il ne faut pas aller trop loin dans cette voie, et le texte précise tout aussitôt, pour que nul n'ignore ce qui est la notion principale de l'heure :

« Inversement, l'exagération du rôle de ces particularités, le renoncement à la vérité générale du marxisme-léninisme en ce qui concerne la révolution et l'édification socialistes, sous le prétexte de particularités nationales, portent infailliblement préjudice à la cause du socialisme. »

Il est clair que les chefs du communisme mondial n'ont aucune envie de voir remis en question les principes fondamentaux de la doctrine et de la méthode, et qu'ils ont voulu empêcher que la formule de la « voie nationale » ne soit interprétée à la lumière des événements de Pologne et de Hongrie ou de l'expérience yougoslave.

C'est dans le même esprit qu'ils ont fait condamner le révisionnisme.

Selon la méthode habituelle, la déclaration est dirigée à la fois contre « le dogmatisme, le sectarisme... qui finissent par couper le parti des masses » et contre l'opportunisme, le révisionnisme. Mais, entre les deux, la balance n'est pas égale.

« Tout en condamnant le dogmatisme, les partis communistes considèrent comme le principal danger, dans les conditions actuelles, le révisionnisme, instrument de l'opportunisme de droite en tant que manifestation de l'idéologie bourgeoise qui paralyse l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière et demande le maintien ou la restauration des capitalismes (6). »

« Il faut noter que, pour la classe ouvrière, la prise du pouvoir n'est que le début de la révolution et non son couronnement. Après la prise du pouvoir la classe ouvrière a à résoudre des tâches sérieuses qui concernent la transformation socialiste de l'économie nationale et la création de la base économique et technique du socialisme. En même temps, la bourgeoisie renversée aspire toujours à une restauration : l'influence de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie et de leurs partisans parmi les intellectuels est toujours grande dans la société. Aussi pour répondre à la question « Qui l'emportera ? Le capitalisme ou le socialisme ? », faut-il un laps de temps assez prolongé. L'influence bourgeoise constitue la cause intérieure du révision-

nisme et la capitulation devant la pression de l'impérialisme en est la cause extérieure.

« Le révisionnisme contemporain s'efforce de discréditer la grande doctrine du marxisme-léninisme; il prétend qu'elle a « vieilli » et perdu toute importance pour le développement social actuel.

« Les révisionnistes s'évertuent à dépouiller le marxisme de son esprit révolutionnaire, à saper la foi de la classe ouvrière et du peuple laborieux dans le socialisme. Ils se dressent contre la nécessité historique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat lors du passage du capitalisme au socialisme, nient le rôle dirigeant du Parti marxiste-léniniste, répudient le principe de l'internationalisme prolétarien, exigent l'abandon des principes léninistes dans l'organisation du Parti avant tout, du centralisme démocratique; ils veulent faire du Parti communiste, qui est une organisation révolutionnaire de combat, une espèce de club de discussion. »

Ce ne sont pas là des formules neuves : les communistes soviétiques n'innovaient pas plus que du temps de Staline. Et la directive donnée par eux à l'ensemble du mouvement communiste mondial, c'est précisément d'empêcher tout effort de renouvellement intellectuel du marxisme-léninisme... stalinien.

d) La conquête du pouvoir

Il est très caractéristique qu'en ce domaine, la déclaration n'apporte presque rien de nouveau. Les douze partis se sont contentés de reprendre les affirmations de Khrouchtchev au XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Le seul trait que l'on puisse trouver de nouveau, c'est peut-être dans la hiérarchie des forces qui mènent le monde vers la paix et le socialisme qu'on le trouverait. En effet, le premier chapitre de la déclaration les énumère ainsi : d'abord « l'accroissement énorme des forces du socialisme » qui règne sur plus d'un tiers de la population du globe, ensuite « essor impétueux du mouvement national anti-impérialiste »; enfin, « les profondes contradictions de classe » et l'opposition de plus en plus résolue de la classe ouvrière dans « les Etats impérialistes ». Cet ordre d'importance est sans doute conforme à la vérité; elle l'est moins à la doctrine, selon laquelle la lutte des classes et l'action ouvrière devraient passer avant la lutte pour « l'indépendance nationale ». Mais il est évident que les communistes comptent aujourd'hui davantage sur celle-ci que sur celles-là pour pousser plus avant leur conquête du monde.

Au XX^e Congrès, Khrouchtchev avait assuré que les partis communistes des pays capitalistes disposaient de deux méthodes pour s'emparer du pouvoir, la conquête pacifique par la voie parlementaire, ou la révolution violente, le choix entre l'une ou l'autre de ces deux méthodes dépendant en dernière analyse de l'attitude de la « bourgeoisie », de son consentement (ou de sa résignation) ou de sa résistance au communisme.

(6) Ces formules n'ont pas été élaborées au cours de la conférence. Elles étaient arrêtées d'avance. Khrouchtchev s'en était déjà servi le 6 novembre, ainsi que Mao Tsé-toung qui avait dit : « Nous devons mener la lutte simultanément contre ces deux déviations, le dogmatisme et le révisionnisme, mais, dans les conditions actuelles, il apparaît que la tâche la plus urgente est la lutte contre la déviation révisionniste ».

La déclaration reprend ces affirmations presque mot pour mot, en mettant toutefois l'accent avec plus d'énergie sur les méthodes de la violence.

Sur l'utilisation des méthodes parlementaires, Khrouchtchev s'était exprimé de la sorte :

« Bien des maux dont souffre le monde actuel ont leur origine dans le fait qu'en maints pays la classe ouvrière reste divisée depuis de longues années, et que ses divers détachements n'agissent pas unis en un front, ce qui fait le jeu des seules forces de la réaction. Nous croyons pourtant que s'ouvre maintenant la perspective de voir cet état de choses changer. La vie a mis à l'ordre du jour de nombreux problèmes qui, non seulement, exigent le rapprochement, la coopération de tous les partis ouvriers, mais créent encore la possibilité réelle d'une telle coopération. Le problème principal est d'empêcher une nouvelle guerre. Si la classe ouvrière se dresse en tant que force unie et organisée, si elle fait preuve d'une ferme volonté, la guerre n'aura pas lieu.

« C'est pourquoi une responsabilité historique incombe à tous les dirigeants du mouvement ouvrier. Les intérêts de la lutte pour la paix exigent que, laissant de côté les accusations réciproques, on trouve des points de contact et partant de là, qu'on élabore les bases d'une coopération. Il est possible et nécessaire de coopérer également avec les milieux du mouvement socialiste qui professent des opinions différentes des nôtres quant aux formes du passage au socialisme. Bon nombre d'entre eux se trompent de bonne foi dans cette question, mais ceci n'est pas un obstacle à la coopération. Bien des social-démocrates sont aujourd'hui disposés à lutter activement contre le danger de guerre et le militarisme, pour le rapprochement avec les pays socialistes, pour l'unité du mouvement ouvrier. Nous félicitons, sincèrement, ces social-démocrates et nous sommes prêts à tout faire afin de conjuguer nos efforts dans la lutte pour la noble cause de la défense de la paix et des intérêts des travailleurs. »

La déclaration reprend les mêmes formules :

« Dans les conditions actuelles d'une série de pays capitalistes, la classe ouvrière, conduite par son avant-garde, a la possibilité, sur la base d'un front ouvrier et populaire, et d'autres formes éventuelles d'accord et de collaboration politique entre différents partis et organisations sociales, de rassembler la majorité du peuple, de conquérir le pouvoir sans guerre civile et d'assurer le passage aux mains du peuple des principaux moyens de production. En s'appuyant sur la majorité du peuple et en repoussant résolument les éléments opportunistes incapables de renoncer à la politique de conciliation avec les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, la classe ouvrière est à même d'infliger une défaite aux forces réactionnaires et antipopulaires, de conquérir une solide majorité parlementaire et de faire du Parlement, instrument au service des intérêts de la classe bourgeoise, l'instrument du peuple travailleur, de développer largement la lutte de masse extra-parlementaire, de briser la résistance des forces de la réaction et de créer les conditions nécessaires pour réaliser pacifiquement la révolution socialiste. Tout cela ne sera possible que par le développement, large et ininterrompu, de la lutte de classe des ouvriers des masses paysannes et des couches moyennes des villes contre le capital monopoliste, contre la réaction, pour des réformes sociales radicales, pour la paix et le socialisme. »

Ce rapprochement est significatif. En apparence, ce sont les douze partis au pouvoir qui exercent le magistère doctrinal et la direction

politique dans le mouvement communiste mondial. En réalité, ce rôle revient au Presidium du P.C. de l'U.R.S.S., les autres se bornant à approuver ce qu'il a décidé en la matière.

Sur la seconde méthode — celle de la violence — Khrouchtchev avait fait preuve d'une certaine discrétion.

« Certes », avait-il dit, « dans les pays où le capitalisme est encore fort, où il détient un énorme appareil militaire et policier, une sérieuse résistance des forces réactionnaires est inévitable. Le passage se fera au milieu d'une lutte de classe, d'une lutte révolutionnaire aiguë. »

La déclaration est, semble-t-il, plus explicite :

« Si les classes exploiteuses recourent à la violence contre le peuple, il faut envisager une autre perspective : le passage au socialisme par des moyens non pacifiques. Le léninisme enseigne et l'expérience historique confirme que les classes dominantes n'abandonnent pas de bon gré le pouvoir. L'acharnement et les formes de la lutte de classe, dans ces conditions, dépendront aussi du prolétariat comme du degré de résistance des milieux réactionnaires à la volonté de la très grande majorité du peuple, du recours à la violence de ces milieux à telle ou telle étape de la lutte pour le socialisme. »

La pensée est assurément la même. Mais elle est exprimée cette fois plus longuement et de façon plus vigoureuse. On peut penser qu'on a voulu justifier les violences auxquelles ont recours les nationalistes des pays colonisés ou sous tutelle occidentale. On peut penser également qu'on n'a plus senti le même besoin qu'en 1956 de rassurer et d'appâter les partis socialistes occidentaux. Pour parler de façon assez sommaire, il semble qu'il y a dix-huit mois, on espérait à Moscou amener les leaders des partis socialistes, les socialistes de droite, à la coopération avec les communistes, tandis que l'on paraît miser aujourd'hui sur les socialistes de gauche.

Khrouchtchev avait dit :

« Par ailleurs, dans les conditions actuelles, la classe ouvrière de différents pays capitalistes a la possibilité réelle d'unir sous sa direction l'immense majorité du peuple et d'assurer le passage des principaux moyens de production aux mains du peuple. Les partis bourgeois de droite et les gouvernements qu'ils forment font de plus en plus souvent faillite. Dès lors, la classe ouvrière, ralliant autour d'elle la paysannerie travailleuse, les intellectuels, toutes les forces patriotiques et, infligeant une riposte décisive aux éléments opportunistes incapables de renoncer à la politique d'entente avec les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, est en mesure d'infliger une défaite aux forces réactionnaires et antipopulaires, de conquérir une solide majorité au Parlement et de transformer cet organe de la démocratie bourgeoise en instrument de la véritable volonté populaire. En ce cas, cette institution traditionnelle pour de nombreux pays capitalistes hautement développés, peut devenir l'organisme d'une véritable démocratie, d'une démocratie pour les travailleurs. »

« La conquête d'une solide majorité parlementaire s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat et des travailleurs créerait, pour la classe ouvrière de différents pays capitalistes et d'anciens pays coloniaux, des conditions assurant des transformations sociales radicales. »

La déclaration n'innove (si c'est innover que de revenir à des formules anciennes) que par la dénonciation des socialistes de droite :

« Qu'il s'agisse de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, pour le maintien et l'extension de leurs droits démocratiques, pour la conquête et la défense de l'indépendance nationale, pour la paix entre les peuples, ou de la lutte pour la conquête du pouvoir et pour l'édification du socialisme, les partis communistes sont pour la coopération avec les partis socialistes. Bien que les dirigeants de droite s'opposent de toutes leurs forces à cette collaboration, les possibilités de coopération entre communistes et socialistes augmentent dans bien des domaines. Les désaccords idéologiques qui existent entre les partis communistes et socialistes ne doivent pas faire obstacle à l'unité d'action sur de nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui devant le monde ouvrier. »

Ainsi, le mot d'ordre est toujours à l'unité d'action avec les socialistes, mais avec les « minoritaires ».

*

Telles sont les idées principales d'un texte qui va demeurer pour toute une période la charte

fondamentale du communisme international, le texte auquel chaque parti se référera sans cesse. Il ne traduit aucun effort ni aucun souci d'originalité. Mais il n'en revêt pas moins une importance considérable, et peut-être même à cause de ce qui nous paraît en lui répétition fastidieuse. Il est l'affirmation solennelle que Moscou voudrait que rien ne changeât. Le mouvement communiste international n'aura pas plusieurs centres, mais un seul, et le P.C. soviétique, appuyé par les douze partis du camp socialiste, va affermir son emprise sur les partis communistes des pays capitalistes. Ceux-ci vont procéder au renforcement de leur cohésion intérieure en pourchassant les « révisionnistes ». En même temps, ce qui ne laisse pas d'être quelque peu contradictoire, ils chercheront l'alliance des socialistes et des progressistes de toutes sortes — qu'il aurait été plus facile de séduire si l'on avait fait semblant de tolérer au sein du mouvement communiste l'existence d'un courant révisionniste.

Mais celui-ci constitue un péril trop réel pour qu'on ne renonce pas à l'avantage tactique qu'il pourrait offrir.

Documents

I. — LES FORCES COMMUNISTES DANS LE MONDE

DANS les premières années de l'Internationale communiste — qui était loin pourtant d'être une organisation démocratique — il était relativement facile de connaître l'état des forces communistes dans le monde. Les congrès internationaux donnaient lieu à la publication de rapports d'organisation ou de rapports financiers où l'on trouvait de nombreux renseignements chiffrés. Ceux-ci se raréfièrent, à mesure que l'Internationale se sclérosait.

Né dans l'esprit qui fut celui du Komintern finissant, le Kominform ne renoua pas avec la tradition des premières années de l'Internationale communiste, et c'était de façon rarissime que figuraient dans son organe « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire », des informations un peu précises sur ce sujet. On y vantait quelquefois la montée numérique des partis communistes des pays socialistes en mentionnant les effectifs de deux des partis communistes des « pays capitalistes », l'italien et le français, et c'était tout.

Dans une certaine mesure, le Congrès d'un genre particulier qui s'est tenu à Moscou du 16 au 19 novembre a renoué avec les pratiques de l'Internationale. On sait, par F. Ebert, que Souslov a consacré une partie de son rapport introductif (dont le texte avait été distribué aux congressistes) au dénombrement des forces communistes mondiales. Ce rapport n'a pas été publié, et l'on ne sait s'il le sera. Mais ce qu'en cite Ebert laisse à penser qu'il ne contenait rien de plus que l'étude publiée sur ce sujet quelques mois plus tôt, en juillet 1957, dans le premier numéro d'une nouvelle revue : « Questions de l'histoire du P.C. de l'U.R.S.S. » et reproduit aussitôt dans la « Vie du Parti ».

Les données ainsi publiées permettent de mettre en relief la montée spectaculaire des forces communistes depuis dix-huit ans.

À la veille du déclenchement de la seconde guerre mondiale, il existait 43 partis communistes dans le monde (y compris celui de l'U.R.S.S.), et ces 43 partis groupaient 4.200.000 adhérents, dont 2.477.666, soit 58 % du total, pour celui de l'U.R.S.S.

À la fin de la guerre, les effectifs communistes mondiaux dépassaient déjà 20 millions.

Aujourd'hui, les partis communistes sont 76, leurs membres plus de 33 millions.

Ces 76 partis se partagent en deux catégories : les 13 premiers sont ceux des « pays socialistes », et la Ligue des Communistes yougoslaves figure parmi eux. Ils comptent

plus de 28 millions de membres, dont 7.215.505 pour le P.C. soviétique et 12 millions pour le P.C. chinois. Les 63 partis des « pays capitalistes » groupent environ 5 millions de membres, soit 15 % du total. La disproportion est considérable.

Répartition des effectifs communistes

Pays socialistes (13 partis).....	85 %	
dont : U.R.S.S.		21,8 %
Chine		36,6 %
Autres partis (11).....		26,6 %
Pays capitalistes (63 partis).....	15 %	
dont : P.C. italien		6 %
P.C. français		1,3 %
P.C. indonésien		3,6 %
Autres partis (60).....		4,1 %

Des 63 partis du monde libre, trois seulement sont des partis de masse. Deux se trouvent en Europe occidentale, le **Parti communiste italien**, qui, en décembre 1956, comptait officiellement plus de 2 millions de membres et le **Parti communiste français** qui groupe « environ 430.000 des meilleurs fils et filles du peuple travailleur de France », selon l'expression consacrée reprise par la **Vie du Parti** (1).

Le plus important des partis d'Asie (non compris ceux des pays socialistes) est le P.C. indonésien qui, fort de 3.000 membres seulement au moment de sa reconstitution en 1945, en compte aujourd'hui 1.600.000. Ces trois partis totalisent ainsi à eux seuls plus de 80 % des effectifs communistes du monde libre.

Deux autres partis communistes d'Asie méritent d'être mentionnés : celui de l'Inde (125.000 membres) et celui du Japon (le troisième par ordre d'importance).

En Amérique latine, seuls le parti de l'Equateur et celui

(1) C'est le nombre fourni (429.653) au Congrès du Havre, juillet 1956, comme étant celui des cartes délivrées à cette date. Il est manifestement exagéré. Voir *Est & Ouest*, 1^{er} 15 août 1956, n° 157, p. 9.

de l'Uruguay jouissent d'une totale liberté d'action. Les plus importants sont toutefois, dans l'ordre, ceux du **Brésil**, de **République Argentine** (passé de 16.000 membres en 1955 à 70.000 en 1957), du **Chili** (lequel a droit à des compli-

ments tout particuliers de la part de la revue soviétique, parce qu'il a réussi à « établir une coopération avec les socialistes », en dépit des conditions difficiles du travail politique).

II. — LES PARTIS REPRÉSENTÉS A MOSCOU

A) Les douze partis des pays socialistes

Parti du Travail d'Albanie.
Parti socialiste unifié d'Allemagne.
Parti communiste de Bulgarie.
Parti communiste de Chine.
Parti du Travail de Corée.
Parti socialiste ouvrier de Hongrie.
Parti ouvrier unifié de Pologne.
Parti des Travailleurs de Roumanie.
Parti communiste de Tchécoslovaquie.
Parti communiste de l'Union soviétique.
Parti du Travail du Viet-Nam.
Parti démocratique révolutionnaire de Mongolie.

B) Les soixante-quatre partis signataires du Manifeste

Dans son discours, Khroutchchev parla des 61 partis frères présents à Moscou. Mais on en dénombre deux de plus quand il s'agit de signer l'appel commun. En voici la liste :

Parti du Travail albanais.
Parti communiste d'Algérie.
Parti communiste d'Argentine.
Parti communiste d'Australie.
Parti communiste d'Autriche.
Parti communiste de Belgique.
Parti communiste de Bolivie.
Parti communiste du Brésil.
Parti communiste bulgare.
Parti communiste du Chili.
Parti progressiste du Travail du Canada.
Parti communiste de Ceylan.
Parti communiste de Chine.
Parti communiste de Colombie.
Parti du Travail de Corée.
Parti « L'Avant-Garde du Peuple » de Costa-Rica.
Parti socialiste populaire de Cuba.
Parti communiste du Danemark.
Parti socialiste populaire de la République dominicaine.
Parti communiste espagnol.
Parti communiste de l'Equateur.
Parti communiste de Finlande.
Parti communiste français.
Parti communiste de Grande-Bretagne.
Parti communiste de Grèce.
Parti communiste du Guatemala.
Parti communiste du Honduras.
Parti ouvrier socialiste de Hongrie.
Parti communiste de l'Inde.
Parti communiste d'Indonésie.
Parti communiste d'Irak.
Parti communiste d'Israël.
Parti communiste d'Italie.
Parti communiste du Japon.
Parti communiste de Jordanie.
Parti communiste du Luxembourg.
Parti communiste de Malaisie.
Parti communiste marocain.
Parti communiste du Mexique.
Parti révolutionnaire populaire de Mongolie.
Parti communiste de Norvège.
Parti communiste de Nouvelle-Zélande.
Parti populaire de Panama.
Parti communiste du Paraguay.
Parti communiste des Pays-Bas.
Parti communiste du Pérou.
Parti ouvrier unifié de Pologne.
Parti communiste du Portugal.
Parti communiste d'Allemagne.
Parti socialiste unifié d'Allemagne.
Parti du Travail de Roumanie.
Parti communiste de Saint-Marin.
Parti suisse du Travail.
Parti communiste de Suède.
Parti communiste de Syrie et du Liban.
Parti communiste de Thaïlande.
Parti communiste de Tchécoslovaquie.

Parti communiste tunisien.
Parti communiste de Turquie.
Parti communiste de l'Union soviétique.
Parti communiste d'Uruguay.
Parti communiste du Venezuela.
Parti des Travailleurs du Viet-Nam.
Ligue des communistes de Yougoslavie.

BIBLIOGRAPHIE

WLADIMIR et EUDOKIA PETROV : *L'empire de la peur*, traduit de l'anglais par Alexis Duléchef. Paris, 1957. Morgan, éditeur.

Nos lecteurs se souviennent sans doute des extraits publiés dans notre numéro du 16 janvier 1956, du rapport de la Commission royale instituée par le gouvernement australien pour enquêter sur l'activité qu'avait menée pour le compte du gouvernement soviétique deux fonctionnaires de l'ambassade de l'U.R.S.S., tous deux officiers du M.V.D., qui demandèrent asile à l'Australie le 3 avril 1954.

Ce sont leurs souvenirs qui viennent de paraître en français. On y trouvera le récit de leur évasion, et un tableau fort édifiant de la vie d'une ambassade soviétique, que ce soit celle d'Australie ou celle de Suède où les Petrov furent en poste de 1943 à 1949, de même que des indications utiles sur les services d'espionnage soviétique, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union soviétique. Mais peut-être attachera-t-on encore plus d'importance aux scènes de la vie russe sous la domination communiste, nombreuses dans les premiers chapitres de l'ouvrage.

Il est vrai que les deux mémorialistes vécurent assez vite séparés de la société au sein de la société elle-même par suite de leurs fonctions policières. L'isolement est encore pire à l'étranger où, ne pouvant prendre librement le moindre contact avec les citoyens des pays où ils travaillent, ils en viennent à déployer des trésors d'habileté pour se procurer des renseignements qui sont du domaine public. « Pour mener à bien mon plan », écrit Petrov (p. 318), « j'encourageai progressivement Bialoguski à m'aider. Sur ma demande, il se procura un assortiment d'imprimés qu'il obtint du Service de l'Emigration de Sydney. Moscou s'intéressait à ces pièces afin de faciliter l'entrée en Australie des espions que l'on camouflait en émigrés. J'ai su par la suite que Bialoguski les avait demandés au préposé d'un guichet et qu'ils étaient largement distribués au public. »

Certes, les services soviétiques se procurent autre chose que des imprimés administratifs par l'entremise de ceux dont ils font leurs agents, conscients ou non. Mais on aurait presque envie de penser, en lisant ces mémoires de deux fonctionnaires du M.V.D., que la meilleure protection qu'ait l'Occident contre l'espionnage soviétique, c'est la peur qu'a Moscou de voir ses espions passer à l'ennemi.

C. H.

La destruction des monuments historiques en U.R.S.S.

On savait que le pouvoir soviétique, dans les vingt premières années de son existence, avait fait peu de cas de nombreux monuments historiques et, en général, de véritables trésors culturels constitués dans l'ancienne Russie. D'importants édifices religieux avaient été détruits, soit dans le feu des persécutions anti-religieuses, soit froidement, pour édifier à leur place des immeubles destinés à abriter les organismes du Parti.

Le bilan de ce vandalisme, sans précédent dans l'histoire contemporaine, serait encore à faire. Citons, pour situer les choses, la destruction à Kiev du monastère Saint-Michel (XI^e siècle), de l'église des Trois-Saints-Docteurs (XII^e siècle), de la cathédrale de l'Assomption (XIII^e siècle), de plusieurs temples du baroque ukrainien, les cathédrales Saint-Nicolas et du Saint-Baptême, le monastère Sloupskii, l'église de Saint-Pierre et Saint-Paul — tous du XVII^e siècle — et d'un nombre considérable d'églises récentes (1); à Moscou, la destruction des chapelles de la Vierge d'Ibérie et de la Vierge de la Joie Inattendue (XVII^e siècle), des monastères Tchoudov, Saint-Siméon et de l'Ascension, tous trois du XIV^e siècle, des cathédrales de Kazan (XVII^e siècle) et du Sauveur (XIX^e siècle) et de dizaines d'églises de différentes époques (2).

Mais qui aurait cru que quarante ans après la révolution, on continue de détruire ou on laisse se détruire de nombreux monuments civils et religieux, que des demeures habitées jadis par des hommes illustres de la Russie sont laissées sans soin et vouées à la destruction à plus ou moins brève échéance ? Dans un article publié par la *Gazette Littéraire* du 19 juillet 1956, l'écrivain soviétique Efim Doroche laisse entrevoir l'état désolant des édifices et des sites en U.R.S.S. :

« J'ai vu, écrit-il, comment se détruisent peu à peu les tours de Kolomna, dans quel état de délabrement se trouvent les vieux monuments de Peréïslav-Zaleski et le magnifique monastère des Saints Boris et Gleb situé à mi-chemin entre Rostov et Ouglitch. A Ouglitch même des fresques rarissimes périssent et les vieux monuments tombent en ruine. Un collaborateur du musée local de Kolomna précise que dans cette ville, la tour du Kremlin (1525), privée de toit, menace ruine, de même que la cathédrale à cinq coupoles qui date de 1672.

« Plus désastreuse encore est la situation à Narva, en Estonie. Les entreprises de construction (*sic*) ont rasé une maison particulière du XVII^e siècle, l'ancienne pharmacie (1666) et la Bourse (1695). La cathédrale de la Transfiguration, le plus vieil édifice en pierre de la ville, est en voie de démolition. Le palais de Pierre le Grand, l'ancien Hôtel de Ville, les remparts royaux vont subir le même sort, du moins le président du comité local du Parti de la ville a donné l'ordre de détruire ces monuments. »

L'article de E. Doroche a suscité un appel pour la défense du patrimoine artistique, signé par plusieurs personnalités du monde des lettres et des arts soviétiques et publié dans la *Gazette Littéraire* du 26 août 1956. On trouve dans cet appel des précisions qui montrent que la destruction concertée ou par manque de soins est

un fait quotidien dans la Russie soviétique d'aujourd'hui :

« Le 2 juin 1956, la ville d'Oufa a été ébranlée par une forte explosion et les habitants étonnés virent s'effondrer un des édifices les plus précieux de la ville, la cathédrale de Smolensk. En 1954, à Borovsk, les voûtes du monastère Pafnoutiev se sont écroulées, ensevelissant sous les décombres les machines agricoles qui y étaient déposées. Le monastère de Joseph de Volokolamsk (XVI^e siècle) tombe en ruines au su et au vu de tous. Les fresques de l'église Saint-Jean le Précurseur à Iaroslav périssent. »

Aucune autorité ne peut rien contre ce vandalisme à l'échelle nationale; l'Académie des Sciences elle-même n'a pu arrêter la démolition à Piatigorsk d'un monument du VII^e siècle. L'énumération des monuments détruits ou qui se détruisent, exigerait, dit l'appel, des pages et des pages...

Et c'est avec une égale indifférence que les autorités locales procèdent à la destruction des maisons et des sites où se perpétuait le souvenir de grands hommes de la Russie. Toujours d'après le même article de E. Doroche, nous apprenons que la maison natale du poète M. Lermontov (1814-1841) sur la Sadovaïa, à Moscou, a été détruite. Il en fut de même de son domaine familial à Lipetsk, en Volynie : le parc est supprimé et l'arbre sur lequel le poète avait gravé ses initiales a été abattu en 1953. Le château des Gontcharovy, lié au souvenir de Pouchkine, est sur le point d'être démoli. Des tentatives sont faites pour détruire la maison du dramaturge Griboïédov (1791-1829) à Moscou. La résidence d'été du romancier S. Aksakov (1781-1859) en Mordovie tombe en ruines. Les tombes du poète F. Tioutchev (1803-1873) à Léninegrad, du romancier Gontcharov (1812-1891) à Moscou, du compositeur Kalinnikov (mort en 1921) à Yalta, de l'explorateur Potanine (1853-1912) à Tomsk, parmi tant d'autres, sont méconnaissables. Même les demeures du nihiliste Pisarev et du marxiste Plékhanov sont délaissées. Dans quel abandon doivent donc se trouver les maisons et les tombes de tous ceux — philosophes, poètes, hommes d'Eglise ou d'Etat — que le pouvoir communiste essaye de faire disparaître de la mémoire des citoyens soviétiques ?

« Seuls, les hommes libres gardent dans leur mémoire le souvenir des œuvres de leurs aïeux. » C'est la *Gazette Littéraire* de Moscou qui le dit... Dont acte.

N. S.

(1) E. Minkorski, *La destruction des monuments historiques à Kiev entre 1932 et 1934*, Munich 1954.

(2) V. Nazarevski, *Moscou*, Paris 1932.

APRÈS AVOIR LU
EST & OUEST
NE LE DÉTRUISEZ PAS
ENVOYEZ-LE A UN AMI

Après la disgrâce de Joukov

Le 27 octobre dernier, le remplacement du maréchal Joukov par le maréchal Malinovski a été annoncé en huit lignes (quatre pour chacun des maréchaux) dans la presse soviétique. C'est tout ce que l'affaire méritait, selon les dirigeants du Parti et de l'Etat communistes. Mais ce n'était pas l'avis des commentateurs et journalistes étrangers qui, eux, se mirent à orchestrer un vacarme de tous les diables à travers le monde comme pour bien montrer que le moindre incident à Moscou engage l'avenir de l'humanité tout entière.

On ne connaît que trop les procédés en usage : des gens qui ne savent rien de plus que les huit lignes mentionnées entreprennent d'inventer de toutes pièces des histoires à dormir debout et se réfèrent à des autorités inexistantes pour faire admettre les produits de leur imagination. Transposant leurs suppositions typiquement occidentales sur le plan soviétique où elles n'ont que faire, ils les attribuent tantôt aux « milieux bien informés », qui manquent totalement d'informations, tantôt aux « cercles diplomatiques », qui n'en savent pas davantage, tantôt même aux « services secrets », dont les secrets sont vraiment bien gardés.

C'est ainsi que ces gens qui, depuis des mois, magnifiaient l'importance soi-disant grandissante de Joukov, proclamaient l'influence prétendument croissante de l'armée en U.R.S.S., commentaient avec force détails fictifs soit l'antagonisme inexpiable entre l'armée et le Parti, soit l'alliance indéfectible entre Joukov et Khrouchtchev, qui voyaient poindre une sorte de bonapartisme russe et entrevoyaient l'imminence ou la proximité d'un coup d'Etat militaire à Moscou, — ces mêmes gens, avec la même assurance, ont expliqué un pseudo-conflit à mort entre Khrouchtchev et Joukov, ont attribué toutes sortes de mobiles à l'un et à l'autre, en politique intérieure ou extérieure, sans plus de vraisemblance qu'en racontant auparavant le contraire.

Le 3 novembre, la *Pravda* publiait un communiqué et une résolution du Comité central du Parti faisant savoir que Joukov était exclu du Comité central et de son Presidium. Le même jour, un papier du maréchal Koniev formulait toutes sortes de griefs contre Joukov et les informations affluaient pour signaler l'approbation unanime par les militants, des décisions prises en haut lieu. Entre temps, des articles « déjà lus » avaient paru pour exalter la discipline et l'infailibilité du Parti, à grand renfort de citations de Lénine. Et, pendant quelques jours, d'autres articles ont dicté aux millions de communistes les clichés officiels auxquels ils auront à se conformer pour manifester « l'unité monolithique » dont le régime ne saurait se dispenser sans périr.

Après quoi le silence est retombé sur Joukov, silence de rigueur en U.R.S.S. sur les affaires intérieures, entre deux crises. Tout s'est donc passé comme dans les cas précédents et analogues selon un schéma bien établi depuis la mort de Lénine, mais avec cette différence que la démence homicide de Staline a disparu avec le dément : les dirigeants actuels s'abstiennent de tuer quand cela ne leur paraît pas absolument nécessaire, quitte à recourir aux grands moyens si besoin est comme ils l'ont fait pour se débarrasser de Béria et de ses séides les plus proches.

En éliminant Joukov des organes centraux du Parti et de l'Etat, la « direction collective » a du

même coup démenti une fois pour toutes les hypothèses et spéculations insensées répandues par l'ensemble de la presse occidentale (la presse orientale ne valant pas mieux). Il ne reste vraiment rien des dissertations sentencieuses dont abondaient, sur le chapitre Joukov et le prétendu rôle de l'armée, tant d'experts improvisés en soviétologie, et surtout les virtuoses en « kramlinologie » qui reconstituent dans les moindres détails fantaisistes la vie secrète du Presidium.

Aucun des articles de MM. Salisbury et Schwartz dans le *New York Times*, de Crankshaw dans l'*Observer*, des frères Alsop dans la *New York Herald Tribune*, n'a résisté à l'épreuve. A fortiori ceux de la presse française qui n'en sont que le démarquage. Il est permis de se tromper, surtout en cette matière enveloppée de mystère systématique. Mais il y a erreur et erreur. Il y a une façon de se tromper qui méconnaît l'essentiel du communisme stalinien et du régime soviétique. Par exemple, voir une droite libérale et une gauche intransigeante dans les sphères supérieures à Moscou, ou déceler une action particulière de l'armée dans la politique, ou faire entrer en ligne de compte la « popularité » de tel ou tel personnage (parfois Malenkov, parfois Joukov).

Il n'était pas vrai que la nomination de Joukov au Presidium indiquait une ascension révélant la pression de l'armée sur le Parti. Hors d'une crise de régime, une telle pression est impossible et inconcevable. L'armée ne se différencie pas du Parti, ses cadres principaux appartiennent au Parti, son idéologie, son éducation et son dressage sont les mêmes que dans le Parti. Joukov ne représentait pas l'armée au sommet du Parti, il est un homme du Parti à l'état-major de l'armée. Tout ce qui a été dit sur le « seul militaire professionnel » au Presidium n'a aucun sens en Russie soviétique où cette distinction entre amateurs et professionnels n'existe pas.

Il n'est pas vrai non plus que Khrouchtchev ait établi son pouvoir personnel, qu'il soit un nouveau Staline ou en passe de le devenir. La « direction collective » qui fut une réalité avant l'omnipotence de Staline, nonobstant le prestige authentique de Lénine et de Trotski, est nécessairement redevenue réalité après la mort de Staline, pour toutes sortes de raisons déjà dites. Personne ne sait ce qu'il en adviendra, rien n'étant prédéterminé. Khrouchtchev est le porte-parole du groupe dirigeant depuis mars 1953, sans doute parce qu'il rassure ses pairs et s'aligne sur leur médiocrité moyenne. Il parle tout le temps parce qu'il sait parler mieux que les autres, mais il parle en leur nom à tous. Dans les divergences de vues, la minorité accepte les décisions de la majorité, à moins d'aller jusqu'à une crise, et le Comité central tranche. Khrouchtchev subit exactement le sort de Joukov s'il n'interprétait pas la politique de la « direction collective ».

Les notions courantes de popularité ne sont pas applicables à l'Union soviétique où le peuple ne connaît pas plus ses gouvernants que ses « héros » nationaux et n'a pas la moindre liberté de former ni d'exprimer son opinion. L'anthropomorphisme naturel aux foules y peut bien leur inspirer un vague sentiment de préférence irraisonnée envers tel personnage considéré, sans doute à tort, comme injustement traité, ou moins cruel que les autres dirigeants, ou plus compréhensif des besoins de la collectivité, mais cela ne va ni loin, ni profond. Dès que ledit personnage est saqué, personne ne bouge ni ne murmure, et

par conséquent sa popularité relative n'a guère de portée réelle.

Quant à savoir si Joukov méritait la réputation qu'on lui a faite surtout en Occident, l'article de Koniev répond partiellement à la question. En règle générale, tout le mal que les dirigeants communistes se décident, après coup, à dire les uns des autres doit être tenu pour véridique pourvu qu'il s'agisse de faits vraisemblables ou en harmonie avec les sérieuses connaissances acquises. De même que Khrouchtchev a dit des vérités sur Staline, mais en partie seulement pour ne pas discréditer tout le régime, Koniev a écrit des vérités sur Joukov, mais en partie seulement pour ne pas compromettre d'autres chefs militaires associés aux mêmes actions et responsabilités. Le peu que l'on sache avec certitude sur la conduite de la guerre du côté soviétique et sur Joukov n'autorise pas à croire Koniev sur parole, mais rend tout à fait plausibles ses accusations tardives.

**

En effet, si Joukov et ses congénères ont survécu aux massacres perpétrés par Staline dans les cadres de l'armée, c'est que Staline voyait en eux des hommes de son espèce. Les très rares renseignements sûrs dont on dispose sur Joukov le dépeignent comme une brute accomplie, un sous-off parvenu qui ne doit son avancement qu'à la mort prématurée de tous ses supérieurs « liquidés » avant la guerre. Il partage nécessairement, par définition, la culpabilité de Staline dans l'impréparation militaire dénoncée par le fameux discours secret de Khrouchtchev. Sur ce point, Koniev n'exagère pas plus qu'à propos de Stalingrad et de Berlin, victoires qui ne doivent rien au talent des chefs, pour ne pas parler de leur génie, victoires obtenues sur d'innombrables monceaux de cadavres. L'horrible boucherie de Stalingrad, à la honte éternelle d'Hitler et de Staline, n'est à la gloire de personne (et pas plus de Koniev que de Joukov). Quant à la prise de Berlin, n'importe quel général russe l'aurait inscrite à son actif après le sacrifice de millions de vies humaines et alors que l'Allemagne déjà épuisée, envahie de toutes parts, succombait sous les milliers de tonnes d'explosifs que déversaient sans relâche les bombardiers américains et britanniques.

Mais tous les torts possibles de Joukov mentionnés par Koniev, et par ordre supérieur, certes, mais Koniev avait évidemment à régler de vieux comptes, — tous ces torts préexistaient à la nomination de Joukov au Presidium. Il a donc fallu le motif particulier de sa disgrâce pour les proclamer soudain en public. D'autre part, les raisons invoquées par le Comité central pour disgrâcier Joukov ne sont certainement pas les vraies, autant qu'elles soient acceptables.

Joukov avait été nommé au Presidium au début de juillet 1957. Il s'est absenté pendant un mois environ. S'il a commis les fautes impardonnables qui lui sont reprochées, elles sont en tout cas antérieures au trimestre pendant lequel il a directement participé au pouvoir. D'après la résolution qui le condamne, il violait les principes de Lénine en restreignant l'immixtion politique du Parti dans l'armée; il incitait au culte de sa personnalité; il s'entourait d'adulateurs et de flagorneurs; il exagérait son rôle dans la guerre, déformait l'histoire, devenait immodeste; enfin il s'avérait incompetent, enclin aux aventures en politique extérieure. Abstraction faite du jargon local et doctrinal, tout cela ne datait pas du précédent trimestre. Pas plus que les péchés mortels mentionnés dans le réquisitoire de Koniev. Sur deux points, cependant, il importe de s'arrêter pour

réfuter une fois de plus les versions qui ont cours en Occident (et peut-être aussi en Orient).

Entre communistes qui exercent une certaine profession ou une certaine spécialité et communistes qui exercent une surveillance politique ou policière, il y a toujours eu des frottements, du tirage, des antagonismes, aussi bien dans l'industrie que dans l'armée. Depuis quarante ans, ce problème insoluble est traité par des palliatifs, des mesures provisoires, et il se pose à nouveau sans cesse. Quand on parle des rapports entre le Parti et l'armée, on doit donc les entendre comme entre communistes assumant des fonctions différentes, et non comme entre corps constitués ayant des intérêts et des états d'esprit distincts.

En ce qui concerne les tendances de Joukov en politique extérieure, dont nul n'a la moindre idée hors du Comité central, elles ne tirent pas à conséquence tant que le Presidium ne les fait pas siennes. Il faut exclure qu'un membre de cet organe suprême puisse imposer sa volonté aux quatorze autres, sauf à employer les procédés atroces de Staline, lesquels appartiennent à l'histoire. Pour la même raison, toute interprétation qui impute à un seul homme tel aspect ou tournant de la politique soviétique (à Béria, à Malenkov, à Molotov ou à Khrouchtchev) est nécessairement fautive : les décisions sont prises à la majorité, elles changent si la majorité change. Pour la même raison aussi, il est absurde d'imputer à Joukov seul la responsabilité des horreurs de Budapest : il a simplement exécuté les ordres du Presidium.

En fin de compte, que signifie cette disgrâce ? Pas grand-chose, sinon que Joukov s'est rendu insupportable à ses collègues de la « direction collective » qui l'ont mis à la porte en usant des procédés *sui generis* du milieu. Cette affaire de famille ne regarde pas le monde extérieur qui se couvre de ridicule en en prenant prétexte pour répandre à ce sujet tant de vaine littérature. Personne ne sait ce qui, en définitive, a provoqué les sanctions contre Joukov, détail sans importance en l'espèce. Mais il a paru dans le *New York Times* du 12 novembre une dépêche de Moscou retardée en transmission (datée du 9), la seule de toute la presse qui donne de l'incident une *version plausible* en le ramenant à ses justes proportions, la seule qui soit passée inaperçue parce que sérieuse et qui dément *tout* ce que le même journal a publié sur l'affaire (des pages entières), qui contredit tous les articles de MM. Salisbury et Schwartz, auxquels s'ajoutent ceux de M. Hanson Baldwin, expert militaire complètement ignare en politique soviétique.

M. William Jordan, le correspondant du *New York Times*, rapporte que l'éviction de Joukov n'a rien à voir avec un conflit entre l'armée et le Parti, qu'au contraire ce sont les principaux chefs militaires qui ont demandé cette éviction à laquelle les dirigeants du Parti ont consenti. Selon cette source d'information, Joukov ne se laissait plus guère approcher par ses anciens compagnons d'armes, il les traitait sans courtoisie, n'admettait que les approbations et les flatteries, etc. Depuis longtemps, les maréchaux s'en plaignaient au Comité central, mais Joukov interceptait leurs réclamations par la vie hiérarchique. Cela ne pouvait durer indéfiniment et les officiers de haut rang ayant fini par se faire écouter au sommet du Parti, les mesures disciplinaires n'ont pas tardé à suivre. Voilà qui apparaît vraiment plausible et ne ressemble en rien aux histoires trompeuses qui tiennent lieu de soviétologie à l'étranger. Si ce n'est pas exactement cela, il s'agit à n'en pas douter de quelque chose de ce genre, pour qui connaît ce Parti et ses sphères supérieures.

Rien n'autorisait à imaginer un combat singulier entre Khrouchtchev et Joukov, une compétition entre le Parti et l'armée pour le pouvoir, une crise du régime, un avènement de Khrouchtchev à la dictature personnelle et autres fictions qui égarent le public et les politiciens frivoles. Rien ne justifie non plus les pseudo-révélation sur des luttes entre staliniens et déstalinisateurs, entre libéraux pacifiques et extrémistes fauteurs de guerre : la politique intérieure et extérieure de l'U.R.S.S. résulte de conceptions communes aux milieux dirigeants du Parti et n'est pas affectée par les conflits personnels. Staline mort, ses successeurs élevés à son école n'ont pas hérité de sa folie, mais d'une certaine façon de penser et de dominer qu'il serait temps de considérer en connaissance de cause.

**

L'aberration générale à propos de Joukov s'explique en grande partie par l'idée d'une « amitié » entre le président Eisenhower et le maréchal soviétique, amitié alimentée par une correspondance dont il a été question maintes fois en termes pleins d'allusions prometteuses. Il faut que les mots aient complètement perdu leur sens pour parler d'amitié en l'occurrence. Joukov était à Berlin en service commandé, il a eu avec Eisenhower les relations prescrites par le Politburo d'alors, donc par Staline. Il n'a fait qu'obéir aux ordres, comme il aurait obéi et comme il obéira à des ordres contraires. Lors de la conférence de Genève, il n'a pu que remplir auprès du président américain la mission dont il était l'exécutant. Quant à ses lettres, il ne les a évidemment pas écrites, elles ont été rédigées au secrétariat du Parti et il les a peut-être signées sans les lire (il connaît la musique).

Toute la presse, même celle qui tourne en dérision l'Amérique, emprunte à la presse américaine, surtout le pire. Outre le conte burlesque de l'amitié et de la correspondance Joukov-Eisenhower, d'autres autorités sont mises à contribution. Ainsi dans la *Saturday Evening Post* du 28 septembre, M. Demaree Bess, autrefois mieux inspiré écrivait une dizaine de colonnes en texte serré qui commencent par une citation de M. Hanson Baldwin lequel avait publié dans le *New York Times* un article sensationnel intitulé : « L'Eisenhower de la Russie se prépare, lui aussi », article que M. Demaree Bess tenait pour « prophétique ». M. Bess raconte qu'Eisenhower se demande à haute voix si son accointance avec Joukov ne pourrait pas « empêcher une autre guerre mondiale (!), maintenant que Joukov a gagné presque autant d'influence en Russie que le Président en a aux Etats-Unis » (textuel). Il révèle ensuite toutes sortes d'inepties dont il va ingénument donner la source, « un livre remarquable paru récemment en France » ayant pour auteur « le journaliste français Victor Alexandrov », c'est-à-dire en réalité le Bessedovski n° 2 qui trouve le moyen de sévir à la fois dans la *Revue des Deux Mondes* et dans *France-Observateur* (ce fumiste relève d'une autre rubrique). Ce qui dispense d'insister.

M. Baldwin, déjà nommé, ne s'est pas borné à prophétiser l'Eisenhower soviétique. Voir son article intitulé : « Joukov et la politique. Une étude du rôle des forces armées soviétiques dans le gouvernement et le Parti » (*New York Times* du 2 août 1956). Après la disgrâce de Joukov, qui aurait dû lui conseiller de se taire, M. Baldwin n'a pas éprouvé la moindre gêne pour commettre un autre article dont voici les premières lignes : « Rome, 16 novembre. — L'élévation et la chute du maréchal Georges K. Joukov, vues de Rome, ont nombre d'importantes implications militaires

autant que politiques. » Inutile de poursuivre. Que serait-ce si la grandeur et la décadence de Joukov (Georges, précise M. Baldwin) étaient vues, non pas de Rome, mais de Lisbonne, de Stockholm ou de Rio de Janeiro?

Voilà pourtant ce que publie le *New York Times*, journal sérieux par excellence. Dans le même, l'article de M. Salisbury : « Joukov prend rang de leader national » (21 septembre), vaut aussi la peine d'être relu, mais pas à l'éloge de l'auteur. Les deux articles de M^{me} Marguerite Higgins : « Joukov comme Président ? » (*New York Herald Tribune* des 1^{er} et 3 octobre) sont dignes de figurer à côté des précités. On pourrait indéfiniment allonger la liste, mais les échantillons ci-dessus donnent une idée suffisante du délire journalistique occidental dont se gaussent à bon droit les communistes.

Une autre observation s'impose, à la faveur de l'incident Joukov : chacun a pu constater la surprise et le désarroi dont Varsovie et Belgrade ont fait preuve en la circonstance, les communistes polonais et yougoslaves étant dans l'ignorance complète des affaires intérieures soviétiques autant que les milieux communistes ou « bourgeois » étrangers, et autant que le Parti communiste de l'U.R.S.S. lui-même que ses dirigeants mettent toujours devant le fait accompli. De dépit, Tito s'est découvert un lumbago qui ne doit pas durer moins de trois mois et a annulé son voyage à Moscou prévu pour l'anniversaire d'Octobre. On ne saurait rien concevoir de plus extravagant que les ragots selon lesquels le Présidium à Moscou mêle un Tito, un Gomulka, voire un Mao Tsé-toung à ses affaires intérieures, ou les mette dans ses confidences. Que Khrouchtchev ait, une fois, cherché à circonvenir Tito en le pressant de lui faciliter la tâche pour surmonter les objections de Molotov et autres, à propos du rapprochement soviéto-yougoslave, il ne s'ensuit pas que les vrais secrets du Présidium soient partagés avec les « partis frères ». Le comble de l'absurdité est atteint par les « spécialistes » qui affirment gravement : « Mao accorde son appui à Khrouchtchev » comme d'autres avaient prédit la fortune bonapartiste de Joukov.

La note comique est venue de Belgrade pour innocenter Khrouchtchev et désigner le « stalilien » Souslov en tant que traître du mélodrame : plus on élimine de staliniens et plus ils ont d'influence, jusqu'à faire voter à l'unanimité l'exclusion du « héros » national. Aussitôt le *New York Times* s'est hâté de publier un article remarquablement vide sur Souslov, homme sans biographie. Il n'y a pas de raison pour que cela finisse. Le roman-feuilleton permanent qui entretient prospère la « kremlinologie » semble toujours comporter une suite au prochain numéro. Cependant les kremlinologues auront du mal, avec Malinovski et Souslov comme *dramatis personæ*, à rendre passionnant leur nouvel épisode.

B. SOUVARINE.

ERRATUM

Dans l'article d'Alexandre Kérenski : **Quarante ans après**, paru dans notre n° 182, une erreur de copie a fait écrire : « C'est sur le front russe que fut accumulé le plus grand nombre de troupes allemandes depuis la guerre ». Il faut comprendre qu'il en a été ainsi seulement pendant l'été et l'automne de 1917, après la révolution de février-mars. Auparavant, il y avait sur le front de l'Est, face à l'armée russe, nombre de divisions austro-hongroises, bulgares et turques, outre les forces allemandes.

Le coup d'État de Nikita Khrouchtchev*

III. — La liquidation des technocrates du Parti "en tant que classe"

Les derniers mois de 1956 furent pour Khrouchtchev des mois de dures épreuves. Tout indique que c'est à partir de cette époque qu'il n'eut plus la majorité au Presidium du C.C., et s'il n'a pas été destitué dès ce moment-là, la principale raison en était le désarroi général des membres de la « direction collective » devant la crise aiguë qui menaçait alors la dictature du Kremlin.

La crise était en effet extrêmement aiguë et complexe.

Comme nous l'avons vu précédemment, Khrouchtchev misait à fond sur une aggravation des relations internationales au Moyen-Orient. Nasser devait jouer le rôle de « brise-glace de la révolution » qui enfonce les champs de glace des relations socialo-économiques solidement établies et mène l'humanité vers les vastes espaces du « troisième cycle de guerres et de révolutions ». C'est pour cela que Chepilov, qui venait d'être introduit au secrétariat du C.C. où il était devenu le conseiller de Khrouchtchev pour les affaires étrangères, prit en juillet 1955 l'avion pour Le Caire et y conclut un accord avec Nasser. C'est pour cela que, l'une après l'autre, des caravanes de bateaux soviétiques s'acheminèrent ensuite par la mer Noire vers l'Égypte, chargés, comme on l'annonça alors, d'armes « tchécoslovaques », pièces d'artillerie, chars, avions, pour des centaines de millions de dollars, et accompagnés d'instructeurs soviétiques. L'amitié la plus étroite s'établit entre Moscou et Le Caire, amitié dans laquelle fut bientôt admise la Syrie... L'aboutissement de cette amitié — ou, plus exactement, le paiement pour ces armes — fut l'agressivité rapidement croissante de la politique extérieure de l'Égypte à l'égard de l'Occident et surtout de l'Israël voisin, de la destruction duquel on parlait ouvertement en Égypte.

Les résultats ne tardèrent pas à se faire sentir. Il est hors de doute que c'est précisément cette amitié qui donna à Nasser la possibilité de mener à bien, le 26 juin 1956, la confiscation du canal de Suez, de même qu'il est certain que c'est par cet appui de Khrouchtchev que s'explique l'intransigeance qui rendit inévitable la guerre au Moyen-Orient.

La situation ainsi créée en Égypte était celle-là même que Khrouchtchev travaillait à préparer, mais la dictature du Kremlin ne put l'exploiter à fond. Certes, la faute en fut pour beaucoup au candidat « brise-glace de la révolution », qui, au lieu de défricher les « terres vierges » glacées de la société bourgeoise, livra en quelques jours, presque sans combat, aux formations de l'armée israélienne qui avançaient toutes ses positions à l'est du canal de Suez en même temps que d'énormes stocks d'armes soviétiques. Mais plus grave encore était le fait que la dictature du Kremlin elle-même ne put intervenir avec la résolution qu'attendaient de sa part ses amis et alliés.

Les raisons de cette attitude de la dictature étaient à n'en pas douter nombreuses. La crise aiguë dans les relations de Moscou avec les pays satellites (une lutte armée se déroulait à ce moment précis dans les rues de Budapest) s'alliait

à l'agitation universitaire dont la vague avait déferlé sur l'U.R.S.S. Avec un arrière si peu sûr, il était difficile de se lancer dans une aventure extérieure. Mais il ne s'agissait pas seulement de cela; on peut dire avec certitude qu'autour de l'aventure une lutte se déroulait dans les rangs du Presidium du C.C. lui-même. Toute l'histoire de cette lutte mène à une telle conclusion.

Le jeu de Khrouchtchev-Chepilov avec Nasser était la suite directe de la politique spéculant sur un conflit entre le monde arabe et Israël, politique que Staline mena à partir de la fin de 1951, quand furent arrêtés Slansky et d'autres en Tchécoslovaquie, Anna Pauker et d'autres en Roumanie, etc., c'est-à-dire tous les communistes des pays satellites qui, en 1947-48, avec la bénédiction de Béria et d'Abakoumov, avaient organisé l'aide à Israël dans sa guerre d'indépendance. C'est alors aussi que se précisèrent les tendances anti-israéliennes et proégyptiennes dans l'attitude de la délégation soviétique à l'O.N.U. Cette politique fut abandonnée après la mort de Staline, quand Malenkov reprit les relations avec Israël, mais le début d'un revirement se dessine dès 1954.

Il est indispensable de se rappeler toutes ces circonstances si l'on veut comprendre quels groupes existaient au sommet de la dictature du Kremlin sur les questions de politique étrangère. Comme nous l'avons montré dans les articles précédents, Molotov était un adversaire du cours anti-israélien et proégyptien — plus exactement proarabe en général — de la politique étrangère, caractéristique de la dernière période de la vie de Staline, et c'est précisément à cause de cette position qu'il courait alors un grand danger et que sa femme avait même été arrêtée.

Bien entendu, Molotov fut écarté de tout rapport avec Nasser et, en 1955, toute l'affaire fut conduite par Khrouchtchev avec l'aide de Chepilov. Mais c'est précisément cette question qui était le pivot de toute la politique de la dictature sous Khrouchtchev.

La dernière résolution du Plenum du C.C. sur l'exclusion du « groupe antiparti » ne fait, il est vrai, même pas allusion à un différend concernant l'Égypte, mais ce silence n'est nullement un argument contre la conclusion que nous venons de tirer. Le fait même de la lutte sur cette question au Presidium est incontestable; l'élimination de Molotov des négociations avec l'Égypte avait un caractère trop systématique pour qu'on en puisse nier la signification. Dans ces conditions, le silence de la résolution à ce sujet prouve seulement une fois de plus que Khrouchtchev était soucieux de ne pas mettre le public soviétique sur la voie d'une juste compréhension quant à la nature véritable de la discussion. Il accuse Molotov et les autres d'avoir cherché à saboter la politique de « coexistence pacifique » avec les pays occidentaux, mais ce faisant il agit en fidèle discipline de Staline : celui-ci, il y a vingt ans, en liquidant tous ses adversaires qui luttaient contre sa politique de rapprochement avec Hitler, ne révéla en effet pas son désir de conclure une alliance avec ce dernier; au contraire, c'est eux

(*) Voir les deux précédents numéros d'Est & Ouest.

qu'il accusa de collaboration avec Hitler. Exactement de même, Khrouchtchev en menant la politique de torpillage de la « coexistence pacifique » avec l'Occident accuse ses adversaires qui s'y opposent de cela même dont il est coupable.

**

Cette lutte au Presidium du C.C. sur la question de l'aventure avec Nasser fut la raison dernière, décisive, pour laquelle la politique soviétique fut relativement modérée lors du conflit de Suez. Elle n'était pas terminée, elle se trouvait enchevêtrée avec une lutte sur d'autres questions. Avant tout sur la politique économique, bien que le plan sur lequel se traitait cette question fût loin d'être uniquement économique. Dans une certaine mesure, on voyait se répéter la situation qui s'était créée au moment de la révocation de Malenkov, quand le désaccord fondamental sur l'agression en politique étrangère était masqué par la question économique du « développement prioritaire de l'industrie lourde », laquelle n'était au fond rien d'autre que celle du montant des dépenses pour l'armement et autres investissements liés à la préparation d'une agression politique extérieure.

Comme nous l'avons déjà indiqué, Malenkov réussit à faire adopter certaines réductions des dépenses d'armement, et c'est cela qui avait donné la possibilité d'élever dans une certaine mesure le niveau de vie de la population. Bien entendu, le gouvernement Khrouchtchev-Boulganine, arrivé au pouvoir sous le mot d'ordre « développement prioritaire de l'industrie lourde », c'est-à-dire élévation du potentiel militaire du pays, non seulement annula toutes ces réductions mais augmenta dans de fortes proportions les dépenses afférentes directement ou indirectement à la préparation d'une agression politique extérieure. C'est dans le même esprit que le nouveau plan quinquennal fut élaboré au XX^e Congrès du P.C. sur le rapport de Boulganine. Mais dès la première année de ce plan on vit que son exécution menait le pays à une catastrophe économique.

Toutes ces questions furent soumises au Plenum du C.C. qui se réunit avec un grand retard, en décembre 1956 seulement. On ne peut guère douter que Khrouchtchev ne l'ait retardé intentionnellement, dans l'espoir que les événements redresseraient sa situation ébranlée. Cette attente ne se vérifia pas : le Plenum de décembre apporta à Khrouchtchev une lourde défaite.

Au centre des résolutions publiées de ce Plenum se trouve celle qui reconnaît la nécessité de réviser le plan quinquennal de Boulganine, adopté à peine dix mois plus tôt, « afin de mettre les tâches de production et le volume des investissements en accord avec les ressources matérielles ». Dans cette résolution, il n'y avait naturellement pas d'aveu *direct* de démagogie irresponsable de la tapageuse campagne menée pour le « développement prioritaire de l'industrie lourde », mais au fond c'était bien un document attestant cet aveu. On choisit pour bouc émissaire Sabourov, président de la commission économique de l'Etat, qu'on accusa de planification incompétente, mais les raisons de l'incompatibilité des « tâches de production et du volume des investissements » avec les ressources matérielles du pays étaient à la base même du nouveau plan quinquennal, incluses dans les tâches que ses auteurs, c'est-à-dire Khrouchtchev et Boulganine, avaient imposées à l'économie nationale. Au fond, toute la résolution n'était rien d'autre qu'une expression de blâme à l'adresse des auteurs du plan Khrouchtchev-Boulganine pour n'avoir pas tenu compte des « lois objectives de l'économie » dont parlaient avec insistance les technocrates du

Parti de l'école Malenkov et auxquelles s'efforçaient d'échapper les fonctionnaires du Parti, poulains de l'écurie Khrouchtchev...

Ce que signifiaient en principe les résolutions du Plenum de décembre fut souligné par la résolution sur la réorganisation de la commission économique d'Etat. A proprement parler, par cette résolution le C.C. reconnaissait la nécessité de créer à l'intérieur de l'appareil général de la dictature un organe spécial — un véritable second gouvernement pour toutes les questions économiques — dont la compétence s'étendrait sur tous les secteurs de la vie économique, y compris l'agriculture, et qui serait composé des seuls communistes-économistes, des seuls technocrates du Parti (au niveau actuel de la technique, les dirigeants des ministères de l'Agriculture et des Sovkhozes étaient aussi des technocrates du Parti).

Dans les précédents articles, nous avons indiqué que la lutte des technocrates du Parti de l'école Malenkov, afin de faire reconnaître la nécessité de tenir compte des « lois économiques objectives », comportait toujours automatiquement l'exigence que précisément ces technocrates fussent reconnus comme instance ayant le droit de décider quelles mesures économiques répondent à ces « lois économiques objectives » et lesquelles les contredisent. Eux seuls, les « capitaines d'industrie soviétiques », initiés à tous les secrets de la navigation sur les eaux de l'économie soviétique, sont compétents pour donner des réponses à toutes les questions de cette nature. Mais jamais encore cette discussion théorique n'avait mené à des plans concrets d'organisation visant à résoudre la question. Or les décisions du Plenum de décembre sur la commission économique d'Etat furent précisément une telle solution : les communistes-économistes, rassemblés à l'échelle de l'Union en un puissant organisme, obtenaient des droits exceptionnellement larges dans le domaine de la direction de l'activité économique de tout l'appareil de la dictature.

**

Avec ces résolutions du Plenum de décembre se termine par une défaite de Khrouchtchev la première étape de sa lutte contre les technocrates du Parti.

Un trait caractéristique de cette étape fut l'effort vers une sorte de « coexistence pacifique » de l'appareil du Parti de Khrouchtchev avec les technocrates du Parti comme couche distincte de la société soviétique, telle que cette couche s'était formée au cours du développement de cette société pendant les précédentes périodes de son histoire. Khrouchtchev établissait bien entendu une certaine « hégémonie » des fonctionnaires du Parti, mais il renonçait pratiquement à recourir aux méthodes de contrainte. Parvenu au pouvoir dans la lutte contre les technocrates du Parti, le gouvernement Khrouchtchev-Boulganine ne s'occupa presque pas de « relever de leurs postes » ses adversaires, surtout dans le domaine de l'appareil économique. Abstraction faite de Malenkov lui-même qui fut « discriminé » sur les questions de politique étrangère, presque aucun technocrate du Parti de l'école Malenkov n'eut à souffrir. Il est vrai que Malychév, vice-président du Conseil des ministres et ministre des Constructions mécaniques moyennes (c'est-à-dire de l'industrie atomique), fut révoqué de ce dernier poste; mais il conserva celui de vice-président. Il était évident que Khrouchtchev redoutait le trop grand pouvoir d'un homme étroitement lié avec Malenkov, d'autant plus que Malychév, qui avait le grade de général-colonel et qui, pendant la guerre, avait joué un rôle très important

dans l'organisation de l'industrie de guerre, avait de vastes relations parmi les ingénieurs militaires et dans les armes spéciales. Néanmoins Malychev ne fit l'objet d'aucune répression; on le chargea bientôt d'un autre travail responsable (à la tête du comité pour les inventions), formellement très important, bien que sans comparaison possible avec celui qu'il avait perdu.

Renonçant à de larges mesures répressives contre les technocrates de l'école Malenkov, le gouvernement Khrouchtchev-Boulganine chercha à combattre l'influence du groupe malenkoviens des communistes-économistes par d'autres moyens, avant tout en nommant aux postes de commande les dirigeants des organisations économiques dont il avait des raisons de croire qu'ils suivraient l'orbite de sa politique (par exemple Koutcherenko, lié avec Khrouchtchev déjà en Ukraine; Khrounitchev, que Boulganine avait proposé comme ministre de l'Aviation dès 1945, après l'arrestation de son prédécesseur, le « malenkovien » Chakhourine, etc.). Mais cette tentative d'« apprivoiser » une partie des communistes-économistes ne tarda pas à échouer : la politique des technocrates de l'école Malenkov qui exigeaient des fonctionnaires du Parti qu'ils tinssent compte des « lois économiques objectives » dans l'interprétation de ces lois, répondant aux intérêts du développement normal de l'économie soviétique, avait eu pour résultat que les économistes placés aux postes de commande par Khrouchtchev-Boulganine se trouvèrent aussi dans l'orbite d'influence des « malenkoviens ». On le voit par la composition du Presidium de la Commission économique d'Etat tel que l'avait créé le Plenum de décembre : la majorité dans ce Presidium se composait non de représentants du groupe Malenkov mais d'hommes de Khrouchtchev et de Boulganine (Koutcherenko, Matskevitch, Khrounitchev) qui sans aucun doute soutenaient dans son ensemble le plan du Plenum de décembre.

La voie choisie par Khrouchtchev et Boulganine pour lutter contre l'influence de Malenkov sur les communistes-économistes aboutissait ainsi à ce seul résultat que les économistes opposés à Malenkov commencèrent à mettre en œuvre le programme de ce dernier sous une forme plus achevée qu'il n'avait jamais osé le formuler lui-même. C'était l'échec complet de la politique d'« apprivoisement » des économistes par l'appareil du Parti.

**

Le « communiqué » sur le Plenum de décembre ne faisait connaître que les résolutions relatives aux affaires économiques. Or on a toutes les raisons de croire que ce Plenum n'examina pas seulement les questions économiques mais aussi la politique générale et que, sur ces questions, les fonctionnaires du Parti du groupe Khrouchtchev subirent également une défaite. Les faits suivants plaident pour cette conclusion.

On sait qu'après sa destitution de la présidence du Conseil des ministres, Malenkov fut écarté de toute participation aux décisions sur la ligne du gouvernement (1) dans les questions relatives à la politique étrangère. Il est d'autant plus important qu'aussitôt après le Plenum de décembre Malenkov s'envola avec Khrouchtchev pour Budapest afin de prendre part à la conférence des représentants des gouvernements et des partis communistes de l'U.R.S.S., de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie et de Tchécoslovaquie. Comme l'élimination de Malenkov pendant près de deux ans de ce genre de conférence résultait sans aucun doute d'une résolution non publiée d'une instance supérieure, son retour sur la scène de l'activité internationale ne peut pas non plus

avoir lieu sans une décision de la même haute instance, c'est-à-dire soit le Presidium du C.C., soit même le Plenum du C.C. Dans un cas comme dans l'autre, cette décision attestait non seulement un important changement dans le statut personnel de Malenkov, mais aussi un changement dans la position générale des instances supérieures du Parti en matière de politique étrangère.

Une autre circonstance est encore plus importante.

Comme les résolutions du Plenum de décembre exigeaient des actes importants incombant au gouvernement, il fut décidé dès ce moment-là de convoquer pour le 5 février une session du Soviet suprême; à l'ordre du jour de cette session furent inscrits non seulement le rapport de Pervoukhine, nouveau président de la Commission économique d'Etat réorganisée, mais encore un rapport de Chepilov, ministre des Affaires étrangères, sur la situation internationale. Ce dernier rapport ne put être inscrit à l'ordre du jour du Soviet suprême sans que la question eût été discutée au Plenum. Il est fort possible que le Plenum n'ait pas pris de décision définitive sur le fond mais en ait laissé le soin au Presidium du C.C. (cela se pratique apparemment aux Plenums). En tout cas il est certain qu'il y eut un débat à ce sujet au Plenum et que le rapport de Chepilov, tel qu'il fut présenté à la session du Soviet suprême le 12 février 1957, reflétait l'état d'esprit du Plenum aussi bien que la décision du Presidium.

A la lumière de la lutte menée sans aucun doute au sein du Presidium du C.C. sur la politique étrangère en relation avec le conflit du Moyen-Orient, ainsi que des détails révélés plus tard à propos de l'exclusion du Presidium et du C.C. du « groupe antiparti » de Molotov, Malenkov, Kaganovitch et Chepilov, le rapport de Chepilov acquiert un intérêt exceptionnel : à côté des résolutions du Plenum de décembre sur la réorganisation de la Commission économique d'Etat, il devient le document principal de la politique autour de laquelle il y avait lutte au Comité central.

Le présent article s'étant démesurément allongé, je ne puis m'arrêter à analyser ce rapport de Chepilov d'une façon aussi complète qu'il le mérite. J'indiquerai seulement que les observateurs attentifs relevèrent dès ce moment-là la présence dans ce document d'accents assez inhabituels pour la politique soviétique d'alors (je dirai par exemple qu'un porte-parole du Foreign Office à Londres déclara à l'époque que la proposition de Chepilov sur le Moyen-Orient contenait des points proches de la politique occidentale et qui demandaient donc à être examinés attentivement). A la lumière des événements postérieurs, il est clair que ces éléments existaient en effet dans le rapport de Chepilov, bien que cachés, comme il se doit d'après le cérémonial soviétique, sous la vieille phraséologie. Mais si l'on rejette cette phraséologie et que l'on rapproche les déclarations de Chepilov des déclarations et des écrits de Khrouchtchev et des plus proches lieutenants de celui-ci à la même époque, on est obligé d'arriver à la conclusion inattendue que ce rapport de Chepilov, « protégé » et « favori » de Khrouchtchev, était déjà le commencement de sa « trahison » — le commencement de son passage au camp des adversaires de son patron Khrouchtchev.

(1) En sa qualité de membre du Presidium du C.C., Malenkov prenait apparemment part aux décisions sur ces questions en ce qui concerne le Parti, mais il n'appartient plus à aucune délégation du Parti pour relations avec les étrangers.

La principale question au centre de la politique étrangère de l'U.R.S.S. en février 1957 était celle du Moyen-Orient. La guerre pour le canal de Suez était terminée, mais il était évident qu'elle n'avait été qu'un épisode d'une grande lutte, que les éléments d'une crise aiguë subsistaient, et la « doctrine Eisenhower », récemment proclamée, rendait impossible de maintenir la lutte de l'Égypte contre Israël dans les limites d'un conflit local. Dans cette situation, les parties correspondantes du rapport de Chepilov n'étaient objectivement rien d'autre qu'une tentative de l'U.R.S.S. d'affaiblir dans une certaine mesure ses liens avec l'Égypte, de prendre ses distances. Certes, cette proposition de Chepilov revêtait la forme d'un engagement bilatéral — de l'U.R.S.S. et des pays occidentaux — de cesser d'approvisionner en armes les pays du Moyen-Orient, de mettre fin aux tentatives d'entraîner ces pays dans des alliances militaires, etc. On ne pouvait au surplus s'attendre à autre chose de la part du chef de la diplomatie soviétique, surtout en tant que point de départ de grandes conversations. Mais, au fond, il y avait là une allusion à la possibilité pour l'U.R.S.S. de modérer son agression au Moyen-Orient, c'est-à-dire de faire une concession sur ce qui constituait le fond même du grand jeu en politique étrangère de Staline en 1952-53 et de Khrouchtchev en 1955-56.

**

Khrouchtchev subit une sérieuse défaite au Plenum de décembre sur la façon d'organiser la direction de l'industrie et sur la politique étrangère. Cette défaite fut d'autant plus cruelle que ses propres rangs étaient divisés, que ses adversaires avaient été suivis non seulement par ses protégés parmi les communistes-économistes mais aussi par Chepilov, son plus proche adjoint pour l'organisation de l'aventure avec l'Égypte, aventure qui était au centre de toute sa politique étrangère.

A la lumière des événements postérieurs, il est désormais clair qu'en décembre Khrouchtchev avait revêtu le masque de la soumission loyale à la majorité et qu'il joua ce rôle pendant les semaines qui suivirent : il se rendit avec Malenkov à Budapest et laissa le Presidium préparer la session de février du Soviet suprême. Mais en réalité il n'avait pas l'intention de se soumettre aux décisions du Plenum de décembre, de renoncer au programme au nom duquel il avait détruit Béria, brisé Malenkov, écarté Molotov. Jouant en apparence le rôle d'un exécutant loyal des décisions de la majorité, Khrouchtchev, en réalité, dans les coulisses du secrétariat du C.C., préparait une contre-attaque. Et plus cruelle encore que le coup qui lui avait été porté.

Le 6 février, le rapport de Pervoukhine fut lu à la réunion du Soviet suprême; le 12, Chepilov présenta son rapport dont les thèses servaient de base à la note envoyée la veille aux grandes puissances, manifestement avec l'approbation du Presidium du C.C. Et, le 13, s'ouvrit le Plenum du C.C., convoqué d'une façon inhabituelle, et au fond ce Plenum annula tant les rapports de Pervoukhine et de Chepilov que les résolutions du Plenum de décembre en général.

La question fondamentale examinée et résolue par ce Plenum de février fut la réorganisation de la direction de l'industrie, c'est-à-dire la question même dont avait eu à connaître le Plenum de décembre. Mais si en décembre elle avait été tranchée dans le sens souhaité par les technocrates du Parti, en février les triomphateurs furent les fonctionnaires du Parti qui annulèrent toutes les résolutions de décembre et firent un immense pas en avant vers l'instauration de leur dictature sur l'industrie.

La presse soviétique met tout en œuvre pour cacher cette signification fondamentale des résolutions de février, car sa tâche principale est de masquer l'existence d'antagonismes *sociaux* aigus dans la société soviétique et surtout au sein du Parti communiste dirigeant. C'est pour cela qu'elle présente les décisions du Plenum de février comme une victoire du principe de la décentralisation des directions de l'industrie sur le principe de la centralisation et qu'elle souligne avec insistance le désir du groupe dirigeant de Khrouchtchev d'« élargir les droits des républiques fédérées dans le domaine de la construction économique et culturelle » (résolution du Plenum du C.C. de juin). Cette décentralisation, affirme la presse soviétique, est indispensable pour lutter contre le terrible danger de bureaucratisation croissante de tout l'appareil administratif.

Le mal de la bureaucratie est certes immense et la lutte contre lui est un phénomène progressiste. Mais il faut comprendre que dans la société soviétique la principale raison de la bureaucratisation de l'appareil administratif est l'existence de l'énorme appareil du Parti absolument parasitaire, qui ne joue aucun rôle positif dans la vie du pays, mais pénètre avec ses tentacules dans tous les pores de son organisme social et, s'étant emparé du pouvoir dans l'Etat, détourne à son profit une immense part de la plus-value créée par le travail de toutes les couches productives de la population. Il en a été ainsi tout au long de l'époque soviétique, mais jamais encore le rôle de cet appareil parasitaire n'a été aussi immense que maintenant. Après la liquidation de Béria, le Parti prit entièrement en mains tout l'appareil policier; depuis 1953, il s'est emparé de la direction de l'agriculture; tout le travail politique et culturel-éducatif dans le pays était déjà son monopole. L'appareil administratif de l'industrie conserva le plus longtemps une certaine indépendance à l'égard du Parti, mais les résolutions du Plenum de février ont mis fin à cette indépendance aussi. Désormais le pays entre dans une période de subordination maxima de tout l'appareil de la dictature à la dictature illimitée de l'appareil le plus parasitaire, le moins utile au développement du pays.

**

Cette immense victoire ne fut pas acquise facilement par les fonctionnaires du Parti. Les résolutions du Plenum de février et les documents des mois qui suivirent montrent que pour l'obtenir Khrouchtchev dut conclure un accord avec les éléments contre lesquels il menait jusqu'alors une lutte irréconciliable.

La décentralisation de la direction de l'industrie a une immense signification de principe. Il ne peut guère y avoir de doute aujourd'hui que le régime créé par la dictature n'ait contribué à la croissance extrême de forces centrifuges. La terreur policière directe mise à part, il y avait deux facteurs sur lesquels la dictature du Kremlin s'appuyait pour maintenir l'unité de l'Etat : d'une part, un parti dirigeant rigoureusement centralisé et, de l'autre, une organisation de l'industrie elle aussi rigoureusement centralisée et construite d'après le plan général de l'Etat.

Le rôle de ce second facteur fut immense : le pays était un tout économique et en détacher des parties territorialement limitées devenait une opération quasi impossible, en tout cas extrêmement douloureuse et pour l'ensemble et pour chaque partie séparée. *L'économie unifiée de toute l'U.R.S.S. était le principal pivot de l'unité de l'Etat.* L'unité centralisée du parti dirigeant était une machine qui consacrait l'unité d'action au

**

sommet de l'appareil de la dictature. Les forces centrifuges dans le pays et même dans de larges couches de la société soviétique étaient surmontées avant tout et surtout par l'unité de sa vie économique, l'interdépendance de toutes les parties de son organisme économique. Et la couche des communistes-économistes, très nombreuse et influente, qui jouait un rôle dirigeant dans la vie des millions de gens employés dans l'industrie, était la principale couche de la société soviétique qui communiquait aux larges masses de la population le sentiment d'unité de l'Etat..

Khrouchtchev n'avait jamais auparavant montré de sympathie pour la décentralisation, pour un quelconque élargissement des droits d'autonomie locale et surtout d'autonomie des républiques nationales. La politique qu'il menait pendant son règne en Ukraine, si elle se distinguait par quelque chose, c'était par des tendances à une russification brutale.

Khrouchtchev commença à jouer la carte de la décentralisation parce que cela lui était nécessaire pour obtenir l'appui des dirigeants des républiques nationales dans la lutte contre les communistes-économistes. Ces derniers sont pour lui l'ennemi n° 1 et, pour les anéantir, il est prêt à courir même le risque d'affaiblir les liens intérieurs de l'Etat soviétique. Il faut reconnaître que cette carte, il l'a jouée avec un grand succès : c'est l'appui des dirigeants des républiques nationales qui assura sa victoire aux Plenums tant de février que de juin. On en trouve la preuve dans la liste des membres et des suppléants du C.C. des P.C. des républiques nationales. C'est la récompense de leur appui.

Mais pour atteindre son but il ne suffisait pas à Khrouchtchev de réorganiser simplement la direction de l'industrie en déléguant sur place une part considérable des pouvoirs directoriaux. Il lui fallait encore liquider toute la couche des communistes-économistes sur laquelle s'appuyaient les technocrates du Parti de l'école Malenkov qui avaient osé entamer la lutte pour la limitation du pouvoir des fonctionnaires du Parti.

Si en 1955, agissant en alliance avec Boulganine, Khrouchtchev s'était efforcé de ne pas rompre avec les communistes-économistes comme couche distincte formée à l'intérieur de la société soviétique, maintenant, après l'expérience du Plenum du C.C. de décembre, il choisit une tout autre voie qu'on peut le mieux définir comme voie vers la liquidation des communistes-économistes « en tant que classe ». Khrouchtchev n'a pas fait de mystère de ses plans et en a fait part lui-même à Joseph Alsop au cours de l'interview accordée à celui-ci après le Plenum de février :

« Comme Khrouchtchev l'a souligné lui-même au cours de son entretien avec moi, écrit J. Alsop, le plan était et reste une attaque directe contre les intérêts les plus vitaux de « dizaines de milliers » de plus hauts fonctionnaires, techniciens et administrateurs de l'Union soviétique. La majorité de la population bureaucratique actuelle à Moscou se compose d'effectifs pléthoriques des énormes ministères qu'on est en train de détruire, et Khrouchtchev a dit avec un sourire sardonique : « Ces gens-là seront envoyés en province faire un travail plus productif ». (N.Y. Herald Tribune, 8 juillet 1957.)

Les communistes-économistes, comme je l'ai déjà indiqué plus haut, constituaient un groupe numériquement énorme à l'intérieur du parti dirigeant. Ils n'avaient aucune organisation spéciale : le régime soviétique n'admet pas d'organisations de ce genre. Mais dans la pratique ils étaient groupés par spécialité autour des ministères correspondants qui non seulement dirigeaient le travail des entreprises industrielles,

mais étaient aussi chargés de la formation des cadres spéciaux ainsi que de l'organisation du travail de la recherche scientifique. Chacun de ces ministères avait d'autre part dans son ressort les établissements d'enseignement technique supérieur correspondants ainsi que des instituts de recherche scientifique, des laboratoires, etc. Le résultat en était que le représentant de l'intelligentsia technique qui se spécialisait dans un domaine se trouvait depuis ses années d'études dans l'orbite du ministère correspondant et pouvait travailler toute sa vie dans son appareil, élargissant et consolidant ses relations. Tous ces ministères se trouvaient à Moscou, et leur appareil scientifico-technique et administratif, numériquement fort important, en grande partie matériellement privilégié, jouait un rôle immense dans la vie de la capitale, exerçant une très forte influence sur l'état d'esprit des milieux du Parti. C'est lui qu'ont en vue les auteurs soviétiques quand ils parlent de « l'enveloppement » dans lequel se trouvent pris les travailleurs de l'appareil du Parti..

La politique des fonctionnaires du Parti comportait toujours une certaine déconsidération de cette couche. C'est pour cela qu'est si grand le nombre de nouvelles et de romans soviétiques sur de jeunes ingénieurs-inventeurs de talent qui n'arrivent pas à percer à travers le rideau bureaucratique des ministères industriels. A n'en pas douter il y a beaucoup de vrai dans ces descriptions, mais leur esprit tendancieux se manifeste par la glorification des représentants de l'appareil du Parti qui, soi-disant, viennent en aide aux jeunes inventeurs désespérés... Ces dernières années, cette littérature, manifestement dirigée contre les technocrates du Parti, s'est particulièrement répandue. Il ne faut pas en conclure que tous les auteurs de ce genre se font consciemment l'outil des fonctionnaires du Parti; il est certain qu'on compte parmi eux maint protestataire sincère contre le régime, mais objectivement leurs œuvres font le jeu d'une politique avantageuse précisément aux fonctionnaires du Parti.

Après février, la lutte des fonctionnaires du Parti contre les technocrates entra dans une nouvelle phase, prenant presque ouvertement le caractère d'une lutte d'anéantissement. Un des compagnons d'armes de Khrouchtchev parmi les fonctionnaires du Parti, dans un entretien avec un collaborateur du *Monde*, n'a pas caché sa joie devant la situation où se trouvaient les dirigeants des ministères industriels en liquidation :

« Beaucoup de hauts fonctionnaires habitués à Moscou à une vie large, dit-il, devront coucher sous des tentes à Alma-Ata. Leurs épouses ne voudront naturellement pas les suivre. Mais cela ne fait rien, ajouta-t-il non sans cynisme, ils s'arrangeront sur place » (cité d'après *La Pensée russe*, Paris, 13 juillet).

En effet, des expulsions massives de technocrates du Parti se déroulent à Moscou et depuis l'exclusion du Presidium de Malenkov et des autres, elles ont certainement dû se multiplier encore. On perçoit déjà des échos de la situation difficile qui se crée sur place, mais cela n'arrête bien entendu pas les séides de Khrouchtchev... Les technocrates sont en train de perdre leurs positions que les fonctionnaires du Parti s'empresent d'occuper.

Le Plenum du C.C. de février fut le premier acte du coup d'Etat de Khrouchtchev. Le Plenum de juin qui décida de liquider le « groupe antiparti de Malenkov, Kaganovitch, Molotov et de Chepilov rallié à eux » en est l'acte final.

B. NICOLAIEVSKI.

FIN

La foi en U.R.S.S.

C'EST fut la guerre qui révéla à l'Occident que la foi demeurait vivante en U.R.S.S. On pouvait le déduire de l'attitude de Staline rendant à l'Eglise orthodoxe quelques-unes de ses libertés et lui donnant ainsi la possibilité de prendre une part plus grande à l'effort de défense nationale, ce qu'il n'aurait pas eu de raison de faire s'il n'était pas demeuré en Union soviétique de très nombreux croyants. Mais ce sont surtout les contacts que la guerre rendit possible avec les peuples russes qui apportèrent cette révélation.

L'occupation de vastes espaces de l'U.R.S.S. fournit à des personnes d'origines et d'intentions très diverses (militaires et fonctionnaires allemands, exilés russes servant d'interprètes, missionnaires orthodoxes venant des pays baltes et de Pologne) l'occasion d'observer le peuple russe. Puis, vinrent les déportations massives vers l'Ouest, de prisonniers de guerre russes et des « travailleurs de l'Est ». En Allemagne, en France, en Belgique, ces déportés se comptèrent par centaines de milliers, et il fut possible aux réfugiés russes, quelquefois prisonniers comme eux, de prendre contact avec leurs compatriotes dont ils étaient séparés depuis plus de vingt ans.

Voici quelques témoignages, pris parmi des centaines d'autres, qui établissent cette vie de la foi dans la population russe.

Le professeur Chiraïev (actuellement en Italie) a rapporté que beaucoup de soldats soviétiques tués par les Allemands (en 1941) portaient sur eux des scapulaires avec des croix et le texte du 90^e Psaume (voir son article « *Aspiration de l'Âme* », *Notre Pays*, en russe, n° 342, du 9 août 1956, Argentine). Au cours du premier mois d'occupation de l'arrondissement de Stavropol (dans la Russie méridionale), 17 paroisses s'ouvrirent, avec 14 prêtres pour les desservir (id.). Etat d'esprit identique à des milliers de kilomètres de là : Dans une brochure intitulée « *Notes d'un missionnaire* » (publiée à Sea Cliff en 1956), l'archiprêtre A. Ionov (actuellement aux Etats-Unis) a décrit son arrivée à Pskov, en août 1941, avec un groupe de prêtres. Toute la brochure serait à citer : on y apprend que des kolkhoziens, des fonctionnaires, des intellectuels et de nombreux jeunes rivalisaient d'ardeur pour nettoyer, restaurer et orner les églises. Aucun ne ménageait ses efforts et ils faisaient à pied des dizaines de kilomètres pour assister à une cérémonie religieuse.

Dans des souvenirs, « *Jours de Pâques au kolkhoze* », in *Pensée Russe*, n° 895 et 896, T.T. rapporte que dans les régions d'Orel et de Koursk (centre de la Russie) où il ne restait plus une seule église, les kolkhoziens et kolkhoziennes faisaient de nombreux kilomètres pour venir jusqu'à l'unique église, ouverte après l'occupation allemande.

En Extrême-Orient, en Mandchourie, M^{me} Janinova cite le cas des soldats soviétiques donnant à réparer leurs chemises et demandant de faire attention à une icône ou à une croix, cousues dans une doublure. « *C'est la bénédiction de ma mère et vous voyez, je suis resté vivant.* » Soldats et officiers de tout grade venaient assister aux offices religieux (voir M^{me} Janinova, « *Vie des Russes en Mandchourie* », in *Pensée Russe*, n° 872, du 13 mars 1956, Paris).

La littérature soviétique témoigne elle aussi de cette foi vivante malgré vingt-cinq ans de persécution. Ainsi, le poète Simonoff, dans « *Te sou-*

viens-tu, Alecha, des routes de Smolensk », parle des vieux qui prient Dieu pour leurs petits-enfants incroyants. Klenowsky, Chichkova, prient la Mère de Dieu ou consacrent des strophes à Saint-Jean-Baptiste (voir Chiraïev, « *La renaissance de l'Esprit* », in *Notre Pays*, n° 347).

La *Pravda* du 31 décembre 1956 a publié une nouvelle de Cholokoff, « *Le sort de l'Homme* ». C'est le récit d'un combattant, qui fut prisonnier dès le début de la guerre et enfermé, avec de nombreux autres, dans une église désaffectée, avec défense de sortir, sous aucun prétexte. Ce soldat raconte que la nuit, un de ses camarades, pris de besoin, ne voulant pas offenser le caractère sacré du lieu (« *je suis un croyant, mes petits frères...* », disait-il, en pleurant, à ses camarades) ne pouvant plus se retenir, se précipita vers la porte, frappa et demanda à sortir. Une décharge de mitraillette à travers cette porte l'étendit mort. Ce soldat prisonnier savait le risque qu'il prenait en approchant du portail.

En 1942, il nous est arrivé personnellement de faire un séjour au camp de déportés russes « Udet » dans l'île de Jersey. Les déportés pris lors des rafles importantes en Ukraine (de Vinnitza à Poltava) venaient directement d'U.R.S.S. Ils n'avaient pas vu d'autres Russes exilés avant nous. Nous étions prisonnier comme eux, et nous ne parlions pas allemand : nous ne leur étions donc d'aucune utilité. Ils se montraient d'ailleurs francs et ouverts dans leurs conversations. La grande majorité étaient des croyants, et ceux qui ne l'étaient pas se montraient respectueux envers le culte. Lorsqu'au début de l'année 1943, Mgr S... (actuellement évêque) a pu visiter ce camp et y séjourner en qualité d'aumônier, il fut entouré de vénération et de respect. Les jurons et les grossièretés, qui formaient la trame du langage habituel, cessaient dès son apparition. A Saint-Malo, dans un camp de cent vingt détenus, une centaine vint assister à la liturgie, que célébrait l'archiprêtre V.J. (actuellement à Paris). Plusieurs dizaines de ces détenus se présentaient à la confession et communiaient. Tout l'office fut chanté par un chœur improvisé, démuné de partitions et de livres. Quant on connaît la longueur de la liturgie orthodoxe (qui dure une heure et comporte tout le temps soit des chants, soit des réponses chantées) on conviendra que ces détenus, dont l'âge variait de dix-huit à trente-cinq-quarante ans, devaient pratiquer chez eux.

La persécution continue

Les témoignages précédents se rapportent tous à une période particulièrement tragique, et l'on sait que toutes les guerres provoquent une recrudescence de la foi.

Mais il est permis de conclure, de maints témoignages nouveaux, que ce mouvement vers Dieu et vers l'Eglise n'a pas cessé avec la guerre, ni même avec la mort de Staline. Bien que le Parti ait laissé à l'Eglise quelques-unes des libertés qui lui furent reconnues pendant la guerre, il ne se départit pas de sa volonté de lutter contre la foi, et d'extirper toutes traces de religion des esprits et des cœurs.

Si la persécution n'a plus le caractère sanglant qu'elle revêtait avant 1935 (voir, par exemple, *B.E.I.P.I.* n° 96), les prêtres et les fidèles détenus dans les camps de concentration sont toujours nombreux. Le journaliste allemand Claou-

dius (voir son article dans le recueil publié par le Collège Saint-Antoine, de l'Université d'Oxford, extraits reproduits en russe dans *Svoboda*, n° 3, mars 1957), arrêté à Berlin en 1950, sous l'inculpation d'espionnage et déporté en U.R.S.S. où il fut détenu successivement dans cinq camps différents, a dressé un tableau des différentes catégories de détenus. Dans la catégorie « A », comprenant les citoyens soviétiques, les prêtres et les religieuses occupent la troisième place après la vieille garde communiste et les menchéviks.

Des prêtres orthodoxes furent arrêtés et déportés, dans les pays occupés par les soviétiques : Esthonie, Lituanie, Lettonie (voir le tableau dans *Newsweek*, n° 21, novembre 1954).

Margoline, arrêté en Pologne en 1940 et déporté en Sibérie où il a passé six ans, parle, dans son ouvrage « *Voyage au pays de la mort lente* », de prêtres et laïcs détenus pour la foi. Des prêtres catholiques revenus en 1955-1956 des camps soviétiques ont parlé dans leurs articles (voir entre autres *B.E.I.P.I.* n° 124, de février 1955) de prêtres détenus.

Lors d'une visite en Norvège (28 février 1956), le métropolite Nicolas fut amené à dire, au cours d'une conférence de presse, qu'effectivement des prêtres étaient détenus dans des camps, mais comme « *il n'y avait jamais eu de persécutions religieuses, les clercs détenus l'étaient en tant que criminels envers l'Etat, et l'Eglise n'avait pas à s'occuper d'eux. Ils (les prêtres déportés) avaient pour intervenir en leur faveur des parents ou des amis* ».

L'étude systématique (d'après le *Journal du Patriarcat de Moscou*) des mutations et désignations d'évêques en U.R.S.S., montre que certains prélats disparaissent. Quelques-uns reparaissent après plusieurs années d'absence. C'est ainsi qu'en 1955, on a appris que le jeune évêque Michel, ci-devant vicaire à Léninegrad, était désigné évêque diocésain de Smolensk; or, la chaire de Smolensk était occupée par Mgr Serge (Smirnov) et aucune mention n'avait été faite du décès ou de la maladie de ce prélat. Le 31 décembre 1956, le Saint Synode désignait Mgr Manuel (Lemichevsky) comme administrateur provisoire de Tchekboksary. Sacré évêque en 1923, il avait été déporté aux Solovky. En 1925, il était nommé archevêque et désigné à Tchklou et à Bouzoulak. En 1949, un autre évêque était nommé à Tchklou sans que le J.P.M. ait dit quoi que ce soit au sujet de Mgr Manuel. Les agendas publiés par le Patriarcat de Moscou, comportent certaines années les photographies de tous les évêques. Mais durant six ans (1949-1956) ni dans les agendas, ni dans la chronique du J.P.M., il n'a été fait mention de cet archevêque.

Dans le numéro 16-17, d'avril-mai 1953, de la revue orthodoxe en français « *Dans l'Esprit et la Vérité* », nous relevons une liste de huit évêques disparus entre 1948 et 1952.

Il faut, d'autre part, considérer comme une forme de persécution ou de pression sur l'Eglise le fait que la grande majorité des évêques de l'U.R.S.S. passent tout au plus deux ans sur une même chaire. Le jeu des mutations les oblige quelquefois à de longs voyages. Mais on relève des cas où les évêques dont les diocèses se touchent, permutent l'un avec l'autre. Nous expliquons cet état d'instabilité, absolument anticanonique, par la crainte qu'a l'Etat de voir l'Ordinaire du lieu prendre de l'influence sur ses ouailles.

L'Eglise, soi-disant riche et libre ainsi que l'a déclaré Mgr Pitirime à Londres, en juillet 1955, n'imprime et ne publie presque rien. Et pour-

tant, après trente-cinq ans de destructions des livres sacrés, des livres de piété et de spiritualité, après trente-cinq ans de non-impression de quoi que ce soit touchant la religion, combien d'ouvrages ne devrait pas sortir de ses presses une Eglise vraiment riche et surtout vraiment libre ? Une note du Centre Orthodoxe d'Informations dans la *Pensée Russe* (Paris), n° 825, du 24 novembre 1955, dressait la liste des publications en U.R.S.S. et celles de l'Eglise russe hors frontières. En voici quelques exemples :

Pour un périodique mensuel en U.R.S.S., à tirage limité et destiné au clergé, correspondent dans le monde libre, plus de seize publications mensuelles, quatre importantes publications annuelles et plus de vingt périodiques paroissiaux. Tandis qu'aucun livre liturgique n'a paru en U.R.S.S., hors frontières la série complète en quatre volumes des livres nécessaires pour la célébration des divers offices de l'année a connu trois éditions, dont la seconde en pleine guerre. Quant à la troisième, plus récente, elle soutient, par sa présentation et sa typographie, la comparaison avec les meilleures éditions d'avant la révolution.

Enfin, « le Parti » dont on sait la puissance, ne cesse de rappeler qu'il est absolument nécessaire de combattre toutes les formes de religion. Les éditions d'ouvrages athées dits scientifiques se suivent. Le *B.E.I.P.I.* de mars 1954, n° 105, en donne une longue liste rédigée par le R.P. Tyszkiewicz; les *Nouvelles du Monde Orthodoxe* ont donné la liste des parutions postérieures. Des conférences des dirigeants du Parti et de l'Association pan-russe pour la diffusion des connaissances scientifiques et politiques (association qui a pris la succession de l'Association des Sans-Dieu) se tiennent périodiquement et mettent au point les programmes d'activités contre la religion. De par la constitution, l'Eglise ne peut se défendre; en effet, si chacun peut croire, seule la propagande contre la religion est autorisée.

La foi en U.R.S.S. à l'heure Khrouchtchev

On a fait grand bruit autour du décret de Khrouchtchev du 11 novembre 1954. Mais c'était oublier un peu vite que des décrets semblables furent pris à la suite des VII^e, X^e, XII^e, etc., Congrès du Parti où des résolutions rédigées dans les mêmes termes avaient été adoptées (voir *Le Parti communiste en Russie vu à travers ses résolutions*, en russe, Moscou, 1954, vol. I).

La persécution a changé d'aspect, mais ne s'est pas relâchée.

Or, dix ans après la fin de la guerre,

— malgré les possibilités très restreintes de l'Eglise, qui ne peut tenir de réunions missionnaires, ne peut presque rien imprimer, dont la hiérarchie s'est en grande partie compromise aux yeux des masses par son asservissement à l'Etat,

— malgré le fait que l'Etat a poursuivi sans relâche son activité antireligieuse, la foi se développe et se manifeste dans toutes les classes de la société et sur toute la surface de l'U.R.S.S.

Nous n'attacherons pas beaucoup d'importance aux communiqués des agences et aux relations des touristes nous informant que les églises sont pleines lors des offices et qu'à Pâques elles ne pouvaient contenir tout le monde : « *La foule des fidèles envahit toutes les rues adjacentes où la circulation dut être interrompue* » (A.F.P. du 22 septembre 1957). Paris compte seize églises orthodoxes et plus de trente avec la banlieue. Or, toutes étaient pleines à l'office de minuit pascal.

C'est l'étude de la presse soviétique et des comptes rendus de journalistes étrangers qui nous révèlent que la foi se manifeste tous les jours et partout.

La jeunesse.

Le 18 décembre 1953, la *Komsomolskaïa Pravda* annonce l'expulsion de quatre jeunes gens du komsomol du district de Smirnovo pour s'être mariés à l'église (voir *B.E.I.P.I.*, n° 114, p. 21).

« C'est un fait que des jeunes continuent à se marier à l'église, à être baptisés et élevés dans la foi. Ils ont même été souvent capables de réfuter les arguments des propagandistes cherchant à tourner la foi en dérision », écrit le R.P. Bissonnette A.A., dans la *Croix* du 22 mars 1955.

Un groupe d'étudiants français ayant fait un voyage en U.R.S.S., sous l'égide de l'U.N.E.F. (septembre-octobre 1953), constate qu'au monastère Laure de Kievo Petchersk, sur quatre-vingt-sept moines, vingt ont moins de vingt-cinq ans et quinze entre vingt-cinq et trente ans. La *Komsomolskaïa Pravda* du 19 février 1957 raconte des observations faites par son correspondant à Stalino, qui a constaté l'affluence des jeunes à l'église locale : mariages, baptêmes se suivaient (voir extrait en français dans *Visages de la Russie*, n° 26, mars 1957).

Le Comité central du Komsomol de Brest a exclu de ses rangs en 1954 quarante jeunes, et cent trente-huit en 1956 — pour participation et assistance aux offices religieux (voir *Komsomolskaïa Pravda* du 31 mars 1957). Nous relevons dans les *Nouvelles du Monde Orthodoxe*, n° 16-18, une longue liste de périodiques qui au cours des quatre premiers mois de l'année courante ont consacré des articles aux faits démontrant que les jeunes de toutes les régions de l'U.R.S.S. fréquentent le culte et croient en Dieu. *Visages de la Russie*, n° 28 (en français, Paris) a reproduit pour le lecteur français de larges extraits de ces articles. Il serait fastidieux de les reproduire ici. Mais ce que nous pouvons conclure de tout cela c'est que nonobstant « les ennuis avec les autorités » (voir enquête de Hearst dans *l'Aurore* du 8 mars 1955) une grande partie de la jeunesse russe est croyante.

Les paysans et les ouvriers.

Il en est de même des paysans et des ouvriers. Là encore la presse soviétique fournit des preuves abondantes. La *Literatournaïa Gazetta* du 12 juillet 1955 raconte que, malgré une semaine de propagande systématique des activistes et propagandistes communistes, le jour de la patronale (Saint Pierre) à Osinovka, tout travail a cessé en pleine période de moisson. J. Dufy, dans *France-Soir* du 5 novembre 1955, enquêtant sur « La religion au pays du marxisme » cite une longue liste d'articles empruntés aux périodiques soviétiques de 1954-1955 se plaignant des absences irrégulières relevées dans des usines à la veille de Noël et de Pâques : dans un kolkhoze (Victoire, en Moldavie) quinze cents absences ont été dénombrées pour la seule fête de Pâques; des kolkhozes entiers fêtent N.-D. de Tikhvine, Saint-Jean, N.-D. de Kazan, l'Assomption, Saint-Tikhon, le prophète Elie, etc. Une fête patronale ne touche pas seulement le kolkhoze ou la paroisse locale, les voisins y viennent :

« ... A la station de S.M.T. (station de machines-tracteurs) de Belaginsk, pas plus de dix ouvriers sur quarante se présentent au travail. C'est ainsi que les mécaniciens, dont de nombreux jeunes, fêtent Pâques, l'Intercession de la Sainte Vierge, Saint-Michel... »

« ... Dans la région de Riazan, au milieu du kolkhoze « Vie Nouvelle », s'élève une église fraîchement peinte où les offices sont célébrés tous les jours... On constate que la jeunesse après son travail va chanter dans le chœur... »

« ... Les cheminots du réseau de Gorki fréquentent l'église et sont même allés jusqu'à suspendre des icônes dans leurs appartements, dans les guérites de la ligne et même dans certains wagons... »

Les intellectuels.

La *Gazette Littéraire* du 14 octobre 1954 cite dans un article intitulé les « Caméléons » (reproduit en français dans *Informations sur les actualités russes*, n° d'octobre 1954, et dans la *Croix* du 18 janvier 1955) le cas d'un numismate du musée de l'Ermitage, spécialiste émérite, élu président du bureau syndical des savants, qui s'est trouvé être diacre de la cathédrale de Leningrad, et le cas du président du Comité syndical de l'Institut d'obstétrique et gynécologie, qui, chargé de faire une conférence antireligieuse, se recusa parce qu'il était croyant.

L'étude des biographies des nouveaux évêques de l'U.R.S.S., récemment sortis des Académies théologiques, nous apprend que certains sont ingénieurs, professeurs, diplômés des Universités d'Etat.

Un ouvrage publié par la Direction de la Propagande de l'administration supérieure politique au Ministère de la Défense de l'U.R.S.S. : « *Maison des Officiers* » (Moscou, 1955, 1 vol. in-8°, 141 pages) déplore que certains officiers et leurs familles tiennent encore aux préjugés religieux (cf. *Nouvelles du Monde Orthodoxe*, n° 10).

Missi, n° 6, 1954 (Lyon), a publié des photographies prises « en dehors des circuits officiels et dans des conditions de surprise complète ». Nous y voyons dans des églises « beaucoup de femmes, la majorité d'un certain âge, mais aussi des jeunes, des hommes, intellectuels et travailleurs manuels ».

La *Gazette Littéraire*, du 13 novembre 1954, se plaint de ce que des étudiantes adressent des prières à des saints, sollicitant leur intercession lors des examens !

Ci-devant citoyens de l'U.R.S.S. dans le monde libre.

Enfin, dans le monde libre où l'émigration s'est accrue depuis la fin de la guerre de centaines de milliers de Russes, dits « personnes déplacées », venus de tous les milieux et de toutes les régions de l'U.R.S.S., témoignent de cette vie de la foi par leur propre exemple.

Au cours de l'année 1954, il a été dédié dix-neuf églises en Amérique, en Australie et en Afrique, c'est-à-dire autant d'églises qu'il en a été restauré en Union soviétique. Mais en U.R.S.S., ce ne furent que des restaurations, tandis que dans le monde libre ce furent des créations nouvelles. Des paroisses orthodoxes russes se sont créées dans la Terre de Feu et en Patagonie, en Tasmanie, Nouvelle-Zélande, Australie, au Cap Bon, au Cap de Bonne-Espérance. Presque toutes ces églises et chapelles furent créées par ceux qui, après de longues années de détention dans les camps de l'I.R.O. en Allemagne, en Autriche et en Italie, sont arrivés dans des pays nouveaux pour eux, démunis de tout. En s'adaptant à leur nouvelle existence, ils ont su retarder l'heure où ils se procureraient autre chose que le strict nécessaire afin d'acheter en commun un terrain, y élever un temple,

(Suite au verso, en bas de page.)

Les étudiants soviétiques et la liberté de pensée

S'IL est actuellement un secteur critique dans la vie intérieure soviétique, c'est bien celui de la jeunesse; ce problème retient l'attention des tenants directs du pouvoir autant qu'il émeut l'opinion publique si mal formulée qu'elle soit encore. Il semble que le problème agraire lui-même ait été quelque peu éclipsé par celui de la vie des jeunes, de leur état d'esprit, de leur mécontentement avoué. Or, les causes de ce mécontentement sont nombreuses et souvent elles coïncident avec celles des difficultés de l'agriculture, car c'est surtout la jeunesse paysanne qui, désertant la terre, réagit devant la mauvaise situation des kolkhoziens, de sorte qu'un jeune homme, un futur mari est vraiment un oiseau rare dans un village soviétique. Les jeunes filles en arrivent à craindre de ne jamais pouvoir se marier. Dans la littérature soviétique d'aujourd'hui, cet état d'esprit apparaît plus d'une fois (voir, par exemple, *Kroutyé Gory*, de Nicolas Virta, ou *Nasledniki*, d'Alexéev).

Un autre sujet de mécontentement est le chômage de jeunes bacheliers, si nombreux en U.R.S.S. Presque tous rêvent d'accéder aux écoles supérieures. Mais l'entrée en est devenue très difficile, en partie à cause du trop grand nombre des candidats, en partie à cause de la préparation très insuffisante que donnent les écoles secondaires. Il en résulte de véritables drames et la corruption des examinateurs se pratique en grand.

Que font donc les bacheliers qui ne parviennent pas à entrer dans l'enseignement supérieur? Nombreux étaient, jusqu'à ces dernières années, ceux qui restaient chez eux, en essayant de mieux se préparer au concours d'entrée. Or, ces jeunes gens étaient généralement critiqués par la presse qui leur conseillait de chercher du travail dans l'industrie ou dans l'agriculture, en tentant de les persuader que cette carrière était très honorable pour de jeunes « constructeurs du socialisme ». Mais il se trouve aujourd'hui que cette voie est bouchée elle aussi. En effet, en vertu de la loi de juin 1956, les jeunes ouvriers âgés de moins de dix-huit ans doivent bénéficier de la journée de six heures. Mais, dans les conditions de l'arbitraire soviétique, cette loi, qui tend à protéger le travail des jeunes, se retourne contre eux, car les contremaîtres refusent d'em-

baucher les jeunes gens auxquels cette loi peut s'appliquer. C'est là un problème bien actuel, comme le prouve la fréquence avec laquelle il est évoqué dans la presse. En effet, on trouve, en l'espace de quelques jours, quatre articles traitant de cette même question : dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 27 novembre 1956 et du 29 novembre 1956, et dans la *Literatournaïa Gazeta* du 20 novembre et du 2 décembre 1956, cependant que l'éditorial de la *Komsomolskaïa Pravda* du 2 décembre 1956 est consacré au problème du chômage des jeunes qui sortent des écoles techniques et des écoles des Réserves de travail. D'après cet article, le Service central des Réserves du travail n'ignore pas que ce chômage existe, il le considère comme fortuit et provisoire. « Mais — lisons-nous — les faits prouvent le contraire. D'après l'ordre existant tous les élèves qui sortent des écoles techniques et des écoles des Réserves du travail doivent être répartis entre les entreprises dans un délai n'excédant pas huit jours. Or, que se passe-t-il en réalité ? »

En 1952, sont restés sans emploi 7.600 étudiants, en 1953, 14.000, et en 1955, plus de 18.000. Cet événement « fortuit et provisoire » a donc depuis longtemps acquis un caractère chronique. La *Komsomolskaïa Pravda* parle de planification défectueuse dans la préparation des jeunes ouvriers et souligne qu'« on voit clairement pourquoi en dépit d'un énorme besoin de main-d'œuvre les élèves sortant des écoles des Réserves de travail, attendent une place pendant des mois ». Contrairement à ce que pense l'auteur de cet article, cela ne nous semble pas très clair, mais bornons-nous à constater l'existence de ce problème du chômage et des difficultés qu'il y a à trouver du travail, causes certaines de mécontentement chez tous les jeunes soviétiques.

**

Durant presque tout le XIX^e siècle et même au début du XX^e, le comportement politique des étudiants a joué en Russie le rôle d'un baromètre. Ce baromètre continue-t-il à fonctionner ?

A l'heure actuelle, les étudiants proviennent de toutes les classes de la population soviétique, et à côté de leurs pensées propres, ils expriment

(SUITE DE LA PAGE 21)

entretenir un prêtre, procurer livres, mobiliers, ornements et vases sacrés exigés pour le culte. Tout en fréquentant les cours d'adaptation pour devenir métallo, électricien ou maçon, tout en s'exerçant à prononcer des mots nouveaux, ils surent venir aux répétitions où, sous la direction d'un maître de chapelle, ils s'exercèrent à louer Dieu par des chants qui émerveillaient les Occidentaux pieux ou mélomanes.

Conclusion

Un homme particulièrement averti, Grégoire Gafenco, écrivait voici deux ans, en conclusion d'une étude sur la religion en U.R.S.S. (*Jours de France*, n° 12, 1955, p. 30) : « ...dans cet immense pays où seul un parti est toléré, ce sont eux (les fidèles) qui représentent l'opposition... Il n'y a pas là matière à échauffourée, mais il pourrait

il y avoir matière à révolution. Les experts en affaires soviétiques, qui se plaisent à vouloir annoncer des changements, insistent à vouloir opposer l'armée au parti, comme si des deux instruments d'oppression, également dépendant du pouvoir central et des quelques hommes qui en disposent, pouvaient entreprendre des actions divergentes.

« Si l'on s'attend à une poussée libératrice, c'est plutôt au réveil de certaines forces spirituelles qu'il faudrait prêter attention.

« Il ne faut certes pas nourrir de vaines illusions. Mais au point où en est le monde, il est moins vain de croire à l'élan mystique qui rapproche de Dieu une partie de la jeunesse russe, que dans les garanties de « coexistence » offertes par M. Molotov. »

A. TROUBNIKOFF,
Directeur du Centre Orthodoxe
d'Informations.

aussi celles de leur classe d'origine. La *Komsomolskaïa Pravda* du 2 février 1956 a exposé, par exemple, le cas d'un étudiant d'un institut technique de la République des Tchouvaches, Youri Denissov. Ce dernier, lors d'une réunion du komsomol, a osé poser cette question : pourquoi, a-t-il demandé, y a-t-il des difficultés dans le ravitaillement de notre ville ? Il a ajouté que cette question lui avait été déjà posée par un ouvrier et qu'il n'avait pas su quoi lui répondre. En réponse à sa question, Denissov s'est vu accuser par le secrétaire du Comité du komsomol auprès de l'Institut de n'avoir pas confiance en la politique du Parti, et, quelques jours plus tard, le malheureux étudiant a dû subir un véritable interrogatoire; on l'a menacé de supprimer sa bourse d'études. La *Komsomolskaïa Pravda* a tout de même pris la défense de l'étudiant Denissov...

Dans un roman récemment publié par Loubov Cabot dans la revue *Novy Mir* (n° 11 et 12, 1956) et consacré à la vie d'une école secondaire de Moscou, un élève dit à son professeur : « ... pourquoi dans les livres une chose est-elle écrite et pourquoi dans la vie, voit-on tout autre chose ? J'étais cet été chez mon oncle dans un kolkhoze : là-bas, les kolkhoziens ne reçoivent rien, depuis trois ans, pour les trouardiens (1). Vous vous imaginez ? Et cependant, sept années se sont écoulées depuis la fin de la guerre ! Voilà ce qu'il faut dire dans les livres ! Dans le village, la moitié des maisons est vide. Faut-il écrire pourquoi nous en sommes arrivés là ou ne le faut-il pas ? Il le faut ! Et les écrivains, au lieu de le faire, bavardent ou écrivent des niaiseries, cela dégoûte de lire. Non, dites-moi, je vous le demande sérieusement : pourquoi n'écrivent-ils pas la vérité ? »

Dans le même roman l'auteur décrit une discussion organisée dans une école au sujet de l'« esprit petit-bourgeois ». Au cours de cette discussion un élève pose la question suivante : « Pourquoi, dites-moi, a-t-on transformé tous nos manuels ? Pourquoi a-t-on remplacé dans ces manuels tous les savants étrangers par des Russes ? N'est-ce pas là de l'esprit petit-bourgeois ? » A en croire l'auteur de ce roman, ces collégiens ne sont nullement des robots inconscients, obéissant aux ordres venus d'en haut. Ils cherchent la vérité. Ce sont de futurs opposants et on comprend que, par le fait d'une telle jeunesse, l'inquiétude pénètre au Kremlin. Et cet état de choses est bien antérieur aux événements de Hongrie : la *Komsomolskaïa Pravda* du 9 août 1956 citait, par exemple, le cas de deux étudiants de l'Institut Radiotechnique de Taganrog, Pérov et Koniaev. Ils avaient été exclus de l'Institut où ils faisaient pourtant de bonnes études, se trouvant déjà en quatrième année parce qu'au « séminaire » d'économie politique consacré à l'étude des documents du XX^e Congrès du P.C., ces étudiants avaient posé certaines questions à leur professeur. Quelles étaient ces questions ? La *Komsomolskaïa Pravda* nous l'apprend : « ... ils se sont intéressés au problème de l'usure anormale des machines dans les conditions de notre production; ils ont voulu savoir pourquoi le prix de revient du charbon est plus bas dans le bassin de Kouznietzk que dans le Donbass; s'il y aurait de nouveaux barèmes de salaires et ce qui en résulterait; pourquoi à l'heure actuelle on manque encore de certaines marchandises; quelles sont les perspectives du développement de l'industrie dans l'Est du pays, etc. »

Un autre jour, on examinait au séminaire le problème des relations extérieures, celui de la solidarité ouvrière internationale dans les conditions de la coexistence pacifique, celui de la

connexion entre la guerre et la révolution. Quand la jeune Boudagova, qui dirigeait le séminaire, expliqua : « Une révolution, c'est un changement du pouvoir », les deux étudiants la reprirent et elle en fut gênée. Comble d'audace, l'étudiant Pérov demanda à propos du livre de John Reed : « Les dix jours qui ébranlèrent le monde », qu'il venait de lire, quelle était la position des adversaires de la révolution d'octobre. Elle interrompit sèchement l'étudiant et alla se plaindre à la direction de l'Institut. Le directeur retira aux deux jeunes gens leurs cartes d'étudiant et porta contre eux des accusations sévères. On ne leur reprochait pas d'avoir posé des questions, mais d'avoir eu « leurs propres opinions », dit la *Komsomolskaïa Pravda*. L'affaire devait se compliquer par le fait que le séminaire en question était fréquenté par des « étrangers », c'est-à-dire des étudiants de l'Institut, mais appartenant à une autre année d'étude. Cet intérêt abusif pour les problèmes examinés au séminaire parut suspect à la direction de l'Institut qui prit des sanctions contre un des « étrangers » : il s'était permis à son tour de poser une question déplacée; on lui annonça qu'il serait peut-être exclu de l'Institut et, en attendant, on l'expulsa de l'internat.

La curiosité politique des étudiants inquiète les dirigeants

On peut se demander pourquoi les pouvoirs publics sont à ce point alarmés par l'éveil de la curiosité politique chez les étudiants ? Cette inquiétude est-elle vraiment justifiée ? On a parlé bien souvent des étudiants soviétiques comme d'une classe heureuse, privilégiée, devant laquelle s'ouvrent toutes les portes. C'est un fait que le nombre des écoles supérieures s'est accru considérablement depuis 1917. Le nombre des spécialistes formés chaque année fait envie aux pays occidentaux. Il se trouve pourtant que les meilleurs des étudiants sont très peu satisfaits du régime scolaire des écoles supérieures, régime qui ne diffère guère de celui de l'école primaire ou secondaire. En effet, l'étudiant soviétique est astreint à une fréquentation obligatoire des cours qui sont nombreux, d'un niveau scientifique insuffisant, et ne laissent pratiquement pas à l'étudiant la liberté d'étudier intelligemment; en outre, il est obligé de passer ses examens dans des délais fixés, de sorte que le temps se passe plus à préparer hâtivement des examens qu'à étudier. Or, la Russie pré-révolutionnaire connaissait un régime universitaire libre; la fréquentation des cours n'était pas obligatoire, et l'étudiant pouvait se présenter aux examens durant toute l'année et même pendant les vacances. Il n'y avait pas de durée fixe pour les études universitaires, qui pouvaient s'étaler sur de longues années. Les « étudiants éternels » étaient une réalité. Si certains d'entre eux ne travaillaient guère, d'autres faisaient leurs études lentement et profondément, d'autres, enfin, s'occupaient de politique et représentaient un facteur révolutionnaire important dans la Russie tsariste. Il ne venait à personne l'idée de donner à ces étudiants une éducation politique, c'est plutôt à eux-mêmes que revenait le soin d'instruire les autres, alors qu'aujourd'hui il n'est question que de l'insuffisance de l'éducation politique que reçoivent les étudiants de leurs professeurs, des représentants du Parti ou du komsomol. Or, les traditions ne meurent pas toujours. A l'époque du tsarisme, la lutte pour les libertés universitaires était acharnée et ses succès correspondaient

(1) Salaire d'une journée de travail.

chaque fois à une victoire des courants démocratiques dans le pays. Il en est de même aujourd'hui. Cette lutte a progressivement repris depuis la disparition de Staline. C'est ainsi qu'a paru le 2 août 1956 dans la *Literatournaïa Gazeta* un article écrit par un « agrégé des sciences artistiques », B. Brodsky, qui évoque le problème de la fréquentation obligatoire des cours par les étudiants, en se prononçant contre cette obligation; il pose encore d'autres questions au sujet de la démocratisation interne de l'enseignement supérieur. Cet article a pour ainsi dire ouvert la discussion publique sur le problème. Dans la *Literatournaïa Gazeta* du 1^{er} septembre 1956, l'académicien A. Alexandrov, recteur de l'Université de Leningrad, s'est prononcé lui aussi contre la fréquentation obligatoire des cours par les étudiants en affirmant que « la réglementation générale, détaillée et obligatoire de l'enseignement supérieur est contraire à la nature même de cet enseignement ». Le 15 décembre 1956, enfin, l'académicien Stroumiline écrivait dans la *Literatournaïa Gazeta* : « Dans les branches qui ne demandent pas d'expérimentation de laboratoire, les cours, à mon avis, sont moins fructueux que les livres ». Selon lui, l'enseignement supérieur d'avant la révolution n'imposait pas la fréquentation obligatoire des cours. En effet, une enquête effectuée en 1909 prouvait que 2,7 % des étudiants suivaient les cours assidûment. En conclusion, l'académicien Stroumiline conseillait donc d'abroger la réglementation ordonnant la fréquentation obligatoire.

Pour l'amélioration du niveau de l'enseignement

Tous ces articles reflètent sans aucun doute les préoccupations d'une notable partie des étudiants désireux de voir s'améliorer le niveau de l'enseignement. C'est ce que confirme l'éditorial de la *Komsomolskaïa Pravda* du 15 décembre; à l'en croire, la plupart des étudiants sont des gens pratiques, qui veulent « rendre les études plus proches de la vie quotidienne, améliorer l'enseignement, libérer du temps pour des études personnelles ». Ce leitmotiv de l'amélioration de l'enseignement, que les autorités reconnaissent aujourd'hui comme juste, nous le trouvons ailleurs aussi. Par exemple, dans le compte rendu d'une conférence qui a eu lieu à l'Institut de Médecine de Moscou, et qu'a publié le *Meditsinski Rabotnik* du 7 décembre 1956 : « On a vu se développer depuis un certain temps l'esprit d'initiative des étudiants, membres du komsomol. Ils s'insurgent contre la banalité et la routine dans le travail social, exigent l'amélioration de la qualité de l'enseignement et plus d'indépendance. Cependant, aux revendications justes et raisonnables se sont mêlées des interventions malsaines, de petites notes démagogiques. Certains — qui ont oublié leur tâche principale : étudier, se faire une situation — perdent leur temps à des palabres interminables et tentent de présenter tout ce qui les entoure à l'école supérieure sous un aspect négatif. »

A la conférence du Comité urbain du Parti de Moscou, qui a examiné la question de la direction politique des organisations du Komsomol auprès des écoles supérieures, le directeur de l'Institut des métaux non ferreux et de l'or, T.P. Gleck a répliqué à l'article de l'académicien Stroumiline en déclarant : « l'auteur de cet article commet une erreur en intervenant pour la liquidation du système des cours dans l'enseignement supérieur ». Une telle intervention ne contribue pas, selon T. Gleck, à la consolidation de la discipline et à l'amélioration du niveau

des études. A cette conférence, participait aussi le ministre de l'enseignement supérieur V. Elioutine qui a proposé que l'on invite les étudiants à prendre plus souvent part aux discussions sur l'enseignement, afin de consolider leur « discipline consciente ».

Mais ce ne sont pas seulement les problèmes scolaires qui tourmentent les étudiants soviétiques. On a de nombreux témoignages de l'intérêt croissant qu'ils portent aux questions politiques. Le rapport de Khrouchtchev n'y est pas étranger, non plus que les événements des pays satellites. Il existe d'ailleurs des témoignages qui montrent que les étudiants soviétiques se sont avérés assez sensibles aux contacts multiples qu'ils ont eus avec les étudiants des pays satellites, venus assez nombreux dans les universités soviétiques. On en trouve des traces dans la presse soviétique (la revue *Znamia*, n° 1, 1957, dans « Six lettres de M », s'intéresse aux étudiants hongrois). Le « *Courrier socialiste* » a publié, quant à lui, un article de B. Nicolaïevski qui affirme avoir vu une lettre authentique, écrite par un étudiant, et provenant de Moscou, dans laquelle il était question d'un mot d'ordre d'un nouveau parti politique, celui des kolkhoziens.

Que les étudiants s'intéressent aux problèmes politiques, nous l'apprenons par la presse soviétique elle-même. C'est ainsi que la *Komsomolskaïa Pravda* du 10 janvier 1957 publie un compte rendu du Comité urbain du Komsomol de Moscou dans lequel il est dit que « dans son rapport, le secrétaire du Comité urbain de Moscou, le camarade Davydov, écrit qu'il a constaté récemment chez les étudiants un intérêt beaucoup plus vif pour la politique. La jeunesse s'applique à des activités grandes et utiles, elle tâche de consacrer ses forces au bien de la Patrie. »

Les étudiants contre le réalisme socialiste

Mais cette curiosité, qui semble récente, traduit des préoccupations assez graves. L'hostilité des étudiants pour le réalisme socialiste provient sans doute, pour une large part, d'une opposition à la politique stalinienne tout court. Evidemment, la jeunesse soviétique lit beaucoup et cherche dans les livres des réponses aux nombreux problèmes sociaux et moraux qui se posent à elle. Aujourd'hui, comme jadis en Russie, l'absence de presse libre est compensée par le caractère particulièrement social de la littérature. De même que, jadis, le roman de Tchernychevsky, « *Que faire ?* », a contribué à l'éducation politique de la jeunesse du XIX^e siècle, aujourd'hui, un livre comme celui de Doudintzev, « *L'homme ne vit pas seulement de pain* », est lui aussi l'objet de discussions passionnées. La presse signale l'existence de multiples petites revues littéraires ronéotypées que publient les étudiants de différentes grandes écoles. Certaines portent des titres significatifs, c'est ainsi que la revue de l'Institut des Bibliothécaires de Leningrad s'appelle « *Hérésie* ». Quant aux textes écrits par les étudiants, ils expriment parfaitement leur inquiétude. Qu'on en juge par ces vers, composés par l'étudiante Gladkaïa, de l'Institut des Mines de Leningrad :

*Je ne sais pas où je dois vraiment aller,
Quel chemin suivre, à qui le demander.
Ma voix est faible et d'inspiration intime...
Humains, faites traverser la route à un aveugle !*
(cité par la *Komsomolskaïa Pravda* du 28 décembre 1956.)

L'engouement des étudiants pour la littérature apparaît dans cette note provenant de Leningrad et publiée par la *Literatournaïa Gazeta* du 8 jan-

vier 1957 : « Depuis quelque temps, l'intérêt pour la littérature se développe parmi la jeunesse estudiantine. Dans plusieurs établissements supérieurs de Léninegrad se sont créés des cercles et des sociétés littéraires qui éditent des revues, organisent des réunions consacrées à des discussions sur les nouveaux livres. » L'importance de ces cercles est devenue telle que l'organisation du Parti auprès du Syndicat des Écrivains de Léninegrad a décidé de s'intéresser à cette question. Une réunion a été organisée à laquelle ont été invités, outre les écrivains, des représentants des organisations du Parti et du Komsomol de l'Université, de l'Institut des Mines, de l'Institut Electrotechnique, de l'Institut des transports ferroviaires, de l'Institut Polytechnique et d'autres grandes écoles. Au cours de cette réunion, le poète Prokofiev a affirmé qu'« il ne faut pas avoir peur des revues estudiantines, qu'il faut laisser écrire la jeunesse, même des œuvres lyriques ». Les écrivains ont finalement décidé de canaliser en quelque sorte ces cercles en leur donnant une direction littéraire compétente.

Khrouchtchev menace...

Comment réagissent à tout cela les tenants du pouvoir ? D'abord, tout est, pour eux, démagogie. La *Komsomolskaïa Pravda* du 4 décembre écrit à propos de l'état d'esprit qui règne parmi les étudiants : « On ne peut actuellement se plaindre de l'absence de discussions. Elles sont nombreuses parmi la jeunesse et surtout parmi la jeunesse estudiantine. Ces discussions ont lieu sur des sujets très divers. » Mais, selon les auteurs de l'article, Grebenchtchikov et Ivachtchenko, « certaines discussions qui ont eu lieu ces derniers temps ne sont pas à l'abri de toute critique, non en raison de leur violence mais parce qu'elle ont été entachées d'argumentations démagogiques tendant à réduire à zéro toutes les conquêtes indiscutables de notre culture socialiste ».

Le compte rendu d'une conférence à l'Institut de Médecine de Moscou nous apprend qu'« il est douteux qu'on puisse considérer comme fortuites une série de faits regrettables... et notamment certaines interventions démagogiques qui se sont produites récemment » (*Medizinski Rabotnik*, 7 décembre 1956). Dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 22 décembre, mêmes accusations : « Evidemment, dans le milieu étudiant, on rencontre des démagogues, des bavards, des criards qui tentent d'exploiter les difficultés qui se rencontrent encore, à la faveur du jargon pseudo-révolutionnaire. Mais ces démagogues seront d'autant plus vite détrônés et leur pauvreté idéologique d'autant plus vite découverte, que nous expliquerons plus courageusement, plus profondément à la jeunesse la politique du Parti et ses décisions. »

Ainsi donc, les « démagogues » agissent et essaient d'influencer le public étudiant. Comment les combattre ? Cette question se pose chaque jour aux autorités soviétiques. Il faut pour cela évidemment disposer tout d'abord de militants du Parti et du Komsomol suffisamment formés au point de vue idéologique. Au Plenum du Comité urbain du Komsomol de Moscou, Serebrianski, de l'Institut Energétique de Moscou a justement posé la question des connaissances idéologiques des activistes et affirmé « qu'il arrive encore souvent que les chefs du Komsomol ne soient pas en état de répondre aux questions des étudiants, de donner la réplique aux bavards et aux démagogues qui se mettent en avant par leurs discours » (*Komsomolskaïa Pravda*, 10 janvier 1957). Mais Khrouchtchev

semble avoir trouvé une méthode pour combattre les démagogues. Lors du meeting organisé par les jeunes communistes de Moscou lorsqu'elles ont été décorées de l'ordre de Lénine, Khrouchtchev a raconté qu'en Roumanie, certains groupes d'étudiants ayant manifesté leur mécontentement, les dirigeants se sont adressés à eux en ces termes :

« — Vous faites vos études à l'Institut et vous avez une bourse ?

— Oui, répondaient les représentants des étudiants.

— Vous avez une habitation en commun et de bons professeurs.

— Nous les avons.

— Et vous voulez faire des études ?

— Bien entendu.

— Alors, apprenez mieux. Ne perdez pas de vue les problèmes concrets. Si certains ne veulent pas bien étudier, qu'ils aillent travailler, alors ils comprendront mieux la vie du peuple travailleur. »

« Cette conversation a eu une grande importance éducative pour la jeunesse », a dit Khrouchtchev aux étudiants de Moscou.

Ces grossières menaces, à peine déguisées, réussiront-elles à empêcher chez tous les étudiants l'éveil de l'esprit critique ?

I. LAZAREVITCH.

LE RÉARMEMENT EST-ALLEMAND AU 1^{er} SEPTEMBRE 1957

SELON les services de renseignement de l'Allemagne fédérale, la militarisation de l'Allemagne soviétique revêtait les proportions suivantes au 1^{er} septembre 1957 :

Ministère de la Défense nationale (Ministerium für Nationale Verteidigung) :

Ministre : général d'armée Willi Stoph.

Chef des forces aériennes : général de division Heiz Kessler.

Chef des forces maritimes : vice-amiral Waldemar Verner.

Chef des forces terrestres : général de corps d'armée Heinz Hofmann.

Chef d'état-major : général de corps d'armée Vincenz Müller.

Effectifs : 129.800 hommes.

Ministère de l'Intérieur (Ministerium des Innern) :

Ministre : Karl Maron (*).

Chef de la police d'intervention (Deutsche Bereitschaftspolizei) : général de division Pech (**).
24.500 hommes.

Chef de la police des frontières (Deutsche Grenzpolizei) : général de division Garthmann (**).
46.000 hommes.

Chef de la police populaire (Deutsche Volkspolizei) : général de division Seifert.
78.000 hommes.

A ces 148.500 hommes à la disposition du Ministère de l'Intérieur, il faut ajouter 8.000 hommes de la police ferroviaire et 15.000 hommes de la police casernée d'intervention (Kasernierte Bereitschaften).

(*) Depuis le 1^{er} juillet 1957, Karl Maron n'est plus en même temps le chef de la police populaire et ne porte plus le titre de général...

(**) Depuis le 1^{er} janvier 1957, la police d'intervention et la police des frontières ont été détachées avec la police ferroviaire du Ministère de la Sécurité de l'Etat (Ministerium für Staatssicherheit - cf. *Est & Ouest*, n° 178), qui de ce fait ne possède plus d'unités autonomes armées proprement militaires.

Les effectifs des groupes de combat du Parti communiste (Kampfgruppen der SED) n'ont pas changé : ils sont toujours de 215.000 hommes.

"Rattraper et dépasser"

DANS son discours anniversaire du 6 novembre dernier, M. Khrouchtchev a indiqué, pour certains produits essentiels, les chiffres approximatifs que la production soviétique atteindra à la fin de 1957. Bien que provisoires, ces chiffres nous permettent d'ores et déjà de nous rendre compte du comportement de l'économie soviétique pendant le second semestre de l'année en cours. Optimiste comme toujours, M. Khrouchtchev s'est aussi mis en devoir de

communiquer les chiffres qui devront être atteints dans quinze ans. L'année 1972 étant encore assez éloignée, nous nous bornerons pour l'instant à scruter les résultats provisoires de 1957.

Les résultats provisoires de 1957

Nous confrontons ci-dessous les résultats provisoires de 1957 avec ceux des années précédentes et avec les prévisions :

	1955 Réal.	1956 Réal.	1957		
			Réal. prov. (a)	Prévision initiale (b)	Prévision rectifiée (c)
Fonte (d)	33,3	35,8	37,0	40,3	38,1
Acier (d)	45,2	48,6	51,0	54,5	51,5
Charbon (d)	390,1	429,0	462,0	463,6	446,3
Pétrole (d)	70,6	83,8	98,0	91,8	97,0
Electricité (e)	168,8	192,0	210,0	219,3	211,2
Lainages (f)	252,8	268,0	280,0	293,6	277,6
Sucre (g)	3.418	4.354	4.500	4.451	4.768

(a) Khrouchtchev, discours du 6 nov. 1957. — (b) Calculée sur la base des pourcentages d'accroissement du plan adopté en février 1956. — (c) Chiffres communiqués par Pervoukhine en février 1957. — (d) Millions de tonnes. — (e) Milliards de kWh. — (f) Millions de mètres. — (g) 1.000 tonnes.

Voici ce que représentent les résultats de 1957 en % des prévisions, tant initiales que rectifiées :

	Par rapport aux prévisions	
	initiales de 1956	rectifiées de février 1957
Fonte	92 %	97 %
Acier	94 %	99 %
Charbon	99 %	104 %
Pétrole	106 %	101 %
Electricité	96 %	99 %
Lainages	95 %	101 %
Sucre	101 %	96 %

On constate que les résultats de 1957 sont inférieurs aux prévisions initiales du plan, sauf pour le pétrole et le sucre. Ils sont même inférieurs aux prévisions réduites de février dernier quant à la fonte, l'acier et l'électricité. Ils dépassent ces prévisions réduites pour les lainages, et si la production du sucre n'atteint pas l'objectif de Pervoukhine, c'est parce que cet objectif avait été relevé, et non point réduit. Il faut mentionner plus spécialement le pétrole, dont la production dépasse la prévision de février 1957, qui était elle-même supérieure à l'objectif initial. La production du charbon excède le chiffre réduit, fixé par Pervoukhine, et elle atteint presque la prévision initiale, plus élevée.

En chiffres absolus, le ralentissement du rythme d'accroissement devient de plus en plus frappant. Voici de combien la production a augmenté d'une année à l'autre depuis la dernière année du P.Q. de 1951-1955 :

	Moyenne annuelle du 5° P.Q.	1955 sur 1954	1956 sur 1955	1957 sur 1956
Fonte (a)	2,8	3,3	2,5	1,2
Acier (a)	3,6	3,9	3,4	2,4
Charbon (a) ...	26,0	43,9	38,9	36,0
Pétrole (a)	6,7	11,5	13,2	14,2
Electricité (b) ..	15,3	19,5	23,2	18,0
Lainages (c) ...	18,2	7,8	17,0	12,0
Sucre (d)	204	807	936	146

(a) Millions de tonnes. — (b) Milliards de kWh. — (c) Millions de mètres. — (d) 1.000 tonnes.

Les quantités additionnelles produites ont augmenté ou diminué comme suit :

	1957 par rapport		
	1956 par rapport à 1955	à 1956	à la moyenne du précédent P.Q.
Fonte	— 24 %	— 52 %	— 57 %
Acier	— 13 %	— 29 %	— 33 %
Charbon ...	— 11 %	— 7 %	+ 38 %
Pétrole	+ 15 %	+ 8 %	+ 112 %
Electricité ..	+ 19 %	— 22 %	+ 17 %
Lainages ..	+ 118 %	— 30 %	— 34 %
Sucre	+ 16 %	— 84 %	— 28 %

La sidérurgie est en perte de vitesse caractérisée : le ralentissement s'accroît depuis 1954, et les quantités dont la production s'est accrue en 1957 sont inférieures à l'accroissement annuel moyen du quinquennat 1951-1955, de 57 % pour la fonte et de 33 % pour l'acier. Le rythme demeure, par contre, supérieur à la moyenne quinquennale précédente pour les sources d'énergie, notamment le pétrole. Le ralentissement est très sensible quant aux lainages et au sucre.

Tous les observateurs s'attendaient depuis longtemps à un ralentissement du rythme exprimé en pourcentages, un tel ralentissement étant dans la nature des choses, et l'on aurait eu tort de l'interpréter comme un symptôme de crise. Mais ce qui est grave, et ce qu'on est en droit de considérer comme l'indice d'une crise réelle, c'est la diminution des quantités additionnelles produites. Les chiffres qu'on vient de lire montrent que cette diminution, observée pendant trois années consécutives, est une chute verticale précisément dans la sidérurgie, assurée aujourd'hui comme hier de son intangible « priorité ».

Une comparaison internationale

Ce n'est qu'en opérant avec des données quantitatives que l'on peut se faire une idée précise du rythme de développement de l'économie soviétique. Les indices officiels sont tellement sujets à caution que seuls des progressistes invétérés peuvent y trouver matière à satisfaction. Tous les observateurs occidentaux les jugent impudemment exagérés, et s'ils sont en désaccord, celui-ci porte uniquement sur le degré d'exagération. Voici quelques exemples illustrant la discordance entre l'indice soviétique officiel d'une part et les indices construits par quelques spécialistes occidentaux d'autre part (voir tableau ci-contre, haut de la deuxième colonne).

Ainsi, pour 1940, année où nous pouvons confronter trois indices occidentaux avec l'indice soviétique officiel, l'indice occidental le plus optimiste (Hodgman) est de 44 % inférieur à l'indice soviétique et ne dépasse l'indice occidental le plus pessimiste (Colin Clark) que de

	Indice soviétique	Hodgman (1)	Iasny (2)	Colin Clark (3)
1928 ...	100	100	100	100
1932 ...	232	172	165	128
1937 ...	537	371	287	310
1940 ...	771	430	340	339
1950 ...	1.355	646	424	
1953 ...	2.003	891		

(1) Donald R. Hodgman, *Soviet Industrial Production* (1954).

(2) Naoum Iasny, *The Soviet Economy during the Plan Era* (1951).

(3) C. Clark, *The Conditions of Economic Progress* (1951).

27 %. Pour 1950, l'indice Hodgman est de 53 % inférieur à l'indice soviétique, bien que dépassant de 50 % l'indice Iasny. Les estimations occidentales se situent donc pour la dernière période entre 31 % (Iasny) et 47 % (Hodgman) de l'indice officiel du Kremlin.

On conçoit dès lors les difficultés que rencontrent les tentatives entreprises depuis quelques années dans le monde libre en vue d'établir si l'expansion industrielle observée en U.R.S.S. pendant l'ère des plans quinquennaux est vraiment plus rapide que dans les pays industriels plus anciens à l'époque où ceux-ci étaient eux aussi des « pays neufs » abordant les premières phases de leur industrialisation. Une étude publiée au début de 1957 par les soins de la Manchester Statistical Society (4) s'efforce de répondre à cette question.

Si l'on acceptait aveuglément les indices soviétiques, on serait tenté de conclure que l'U.R.S.S. dépasse d'une manière sensationnelle tous les rythmes d'expansion observés précédemment dans les autres pays. M. Seton établit en effet la comparaison suivante (p. 4 de son étude) :

(4) F. Seton, *The Tempo of Soviet Industrial Expansion* (rapport présenté le 9 janvier 1957).

U.R.S.S.			Autres pays		
Période	Accroissement officiel	Années	Période	Pays	Années
1928/1936	401 %	8 ans	1911/1925	Afrique du Sud.....	14 ans
			1893/1908	Japon	15 ans
			1863/1882	Etats-Unis	19 ans
			1873/1895	Suède	22 ans
1936/1940	161 %	4 ans	1895/1900	Suède	5 ans
			1906/1913	Japon	7 ans
			1925/1934	Afrique du Sud.....	9 ans
			1882/1895	Etats-Unis	13 ans
1948/1955	271 %	7 ans	1948/1954	Japon et Allemagne de l'Ouest	6 ans
			1911/1919	Afrique du Sud.....	8 ans
			1926/1943	Etats-Unis	17 ans
			1938/1955	Canada	17 ans
1928/1955	2.065 %	27 ans	1893/1931	Japon	38 ans
			1863/1922	Etats-Unis	59 ans
			1870/1934	Suède	64 ans
			1870/1940	Canada	70 ans

A en croire ce tableau et en envisageant la période 1928-1955, l'U.R.S.S., en multipliant sa production par plus de 20, aurait donc accompli en 27 ans ce que le Japon n'a pu atteindre qu'en 38 ans, les Etats-Unis en 59 ans, la Suède en 64 ans et le Canada en 70 ans. Mais l'indice soviétique ne correspondant pas à la réalité des choses, cette comparaison est de toute évidence fallacieuse. Pour rendre possible une comparaison tant soit peu sûre, M. Seton a tenté d'établir un indice soviétique dépouillé des exagérations officielles en se fondant sur le petit nombre de données quantitatives que le Kremlin a publiées régulièrement même aux époques du *black-out* le plus rigoureux. M. Seton prend en considération essentiellement : 1° le taux de croissance de la consommation totale de combustibles et d'énergie hydro-électrique (en calories); 2° le taux de croissance de la consommation d'acier; 3° le taux de croissance de la consommation d'électricité.

Il établit ainsi un indice de la production industrielle soviétique qui, tout en étant supérieur à ceux calculés par Colin Clark, Iasny et Hodgman, est cependant d'environ 50 % inférieur à l'indice soviétique officiel. Bien que nous ayons l'impression que les calculs du professeur Iasny correspondent davantage à la réalité soviétique, nous ne discuterons pas ici les résultats de M. Seton, ce qui nous entraînerait sur le terrain délicat — et toujours incertain et mouvant — des méthodes de la statistique. Il ressort d'ailleurs du tableau ci-dessous que l'indice de M. Seton est beaucoup plus voisin de ceux de Colin Clark, de Iasny et de Hodgman que de l'indice officiel (*voir tableau ci-contre, 2° colonne*).

Conscientieux à l'extrême, M. Seton a, en outre, pris la peine de recalculer les indices

	Indice soviétique	Seton	Hodgman	Iasny	Colin Clark
1928	100	100	100	100	100
1932	232	182	172	165	128
1937	537	400	371	287	310
1940	771	463	430	340	
1950	1.355	700	646	424	
1953	2.003	926	891		
1955	2.566	1.210			

des pays occidentaux sur la base des composantes qu'il a utilisées pour le calcul de son indice soviétique. Ce travail de Bénédictin lui a permis, non seulement de confronter son indice soviétique avec des indices occidentaux plus comparables parce qu'obtenus par la même méthode, mais encore de vérifier si sa méthode à lui, employée pour l'établissement d'un indice soviétique valable, est susceptible de traduire la réalité industrielle. Or, il ressort des tableaux, riches, denses et détaillés que l'on trouve dans l'étude de M. Seton, que ses indices personnels de la production industrielle occidentale (5) ne s'écartent guère des indices officiels de ces pays : l'écart maximum est de 1,43 % et l'écart moyen de 0,5 %. Ce qui veut dire que les résultats du travail de M. Seton méritent la considération la plus sérieuse.

En se fondant sur ces indices recalculés, M. Seton établit une nouvelle comparaison des rythmes de croissance, qui se distingue très sensiblement de celle que nous reproduisons tout à l'heure (p. 31 de son étude) :

U.R.S.S.			Autres pays		
Période	Accroissement	Années	Période	Pays	Années
1928/1936	363 %	8 ans	1893/1905	Japon	12 ans
			1911/1924	Afrique du Sud.....	13 ans
			1863/1880	Etats-Unis	17 ans
			1883/1903	Russie	20 ans
1936/1940	128 %	4 ans	1924/1927	Afrique du Sud.....	3 ans
			1904/1908	Russie	4 ans
			1905/1910	Japon	5 ans
			1880/1886	Etats-Unis	6 ans
1948/1955	196 %	7 ans	1950/1953	Japon	3 ans
			1949/53-54	Allemagne de l'Ouest.....	4,5 ans
			1948/1955	Italie	7 ans
			1940/1953	Canada	13 ans
1928/1955	1.210 %	27 ans	1911/1940	Afrique du Sud.....	29 ans
			1893/1922	Japon	29 ans
			1870/1913	Suède	43 ans
			1863/1906	Etats-Unis	43 ans
			1870/1945	Canada	54 ans

Un coup d'œil sur ce tableau permet de se rendre compte que le rythme de croissance de l'industrie soviétique n'a rien d'extraordinaire et que d'autres pays en ont fait autant, voire mieux. Cela ressort tout particulièrement des périodes 1936/1940 et 1948/1955. Le résultat d'ensemble (1928/1955) est faussé par la première période

(1928/1936), pour laquelle l'indice soviétique de M. Seton — comme d'ailleurs l'indice Hodgman

(5) Sa vérification porte sur l'Autriche, l'Union belge-luxembourgeoise, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Hollande, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni, le Canada et les Etats-Unis, pour les périodes 1929/37, 1937/50 et 1950/53.

— est surévalué (6). Ce n'est pas la méthode de M. Seton qui est ici en cause; la surévaluation de l'indice pendant la période 1928/1936 provient du pourcentage exceptionnel des malfaçons enregistrées au cours des deux premiers plans quinquennaux, pourcentage qui ne s'est abaissé que par la suite tout en restant jusqu'à aujourd'hui — les plaintes incessantes de la presse soviétique en témoignent — de beaucoup supérieur à celui constaté en Occident.

L'expansion ultérieure et les pays satellites

Il est donc permis de conclure que le développement industriel réel de l'U.R.S.S. depuis la mise en œuvre des plans quinquennaux ne fut pas plus rapide que celui des autres pays, et cela malgré un effort d'investissement infiniment plus ample et plus onéreux pour la population et en dépit du fait que pendant la dernière période envisagée (1948/1955), l'Etat soviétique a pu financer son expansion par le pillage des territoires annexés et des pays satellites, donc par un apport extérieur gratuit, tandis que les pays occidentaux, dont le rythme de croissance fut plus ou aussi rapide, ont trouvé les capitaux nécessaires grâce aux crédits (voire aux dons) de « l'impérialisme » américain.

Depuis les événements de Pologne et de Hongrie, l'U.R.S.S. a dû renverser sa politique économique à l'égard des pays satellites. A bien des points de vue, ces pays sont aujourd'hui une charge après avoir subi une spoliation quasi

illimitée. Nous en avons traité ici dans nos deux derniers articles (n° 182/183 et 184) et, d'une manière plus détaillée, dans notre n° 165. Nous croyons devoir signaler à nos lecteurs une étude bien documentée et solidement charpentée de M. B. Apremont : « La colonisation soviétique de l'Europe de l'Est » (7). Après avoir brossé un tableau quasi exhaustif des différents procédés de spoliation appliqués par le Kremlin à l'égard des pays du bloc « socialiste », l'auteur examine les conséquences de la défection polonaise et hongroise ainsi que du relâchement de la pression sur les autres satellites, auquel Moscou dut se résigner pour y éviter des explosions semblables à celles de Pologne et de Hongrie.

Bien que l'étude de M. Apremont n'aille pas au-delà du 1^{er} trimestre 1957, elle apporte des précisions chiffrées du plus grand intérêt. Signalons tout d'abord que M. Apremont estime comme nous-même (cf. *Est et Ouest*, n° 178) que la révision du P.Q. au début de 1957 n'est pas une conséquence de la crise du bloc satellite, mais qu'elle est due à des « facteurs internes ». Il nous paraît, par contre, très vraisemblable que les événements postérieurs, et notamment l'abandon officiel du P.Q. en septembre dernier, sont déjà imputables dans une très large mesure à l'impossibilité où se trouve désormais le Kremlin d'exploiter les satellites autant que par le passé.

Nous croyons utile de résumer ci-dessous les principales données fournies par M. Apremont, relatives aux concessions accordées par l'U.R.S.S. à ses vassaux depuis les événements de Poznan à la fin de juin 1956.

ACCORDS CONCLUS PAR L'U.R.S.S.

Date	Pays contractant	Crédits soviétiques		Annulation de créances	
		Millions de roubles	Equivalent en millions de dollars	Millions en monnaie nationale	Equivalent en millions de dollars
17 juillet 1956	Allemagne satellite	1.045	418	DM 800	363
6 octobre 1956	Hongrie	100	25		
20 novembre 1956	Pologne	1.100	275	Roubles 2.100	525
3 décembre 1956	Roumanie	270	67,5	Lei 4.300	717
Décembre 1956	Hongrie	200	50		
8 janvier 1957	Allemagne satellite	340	85		
20 février 1957	Bulgarie	200	50		
28 mars 1957	Hongrie	750	187	Forint 1.000	85
		4.005	1.157,5		1.690

Habités jusqu'ici à puiser à pleines mains dans le réservoir de leurs satellites, les hommes du Kremlin ont dû renverser la vapeur. En plus des crédits qu'ils furent contraints d'accorder à leurs vassaux, ils ont été forcés d'annuler des « créances » obtenues au cours des années précédentes par des procédés d'extorsion. Il s'agit au total de près de 3 milliards de dollars, soit de plus de 11 milliards de roubles.

M. Apremont estime que les accords signés — il y en a eu d'autres depuis le 1^{er} trimestre 1957 et qu'il faudra examiner de près! — représentent pour l'U.R.S.S. une charge supplémentaire, et cela pour trois raisons :

a) du fait des modifications intervenues dans les *terms of trade*, l'U.R.S.S. ne pourra plus obtenir le même volume d'importations qu'autrefois, notamment dans ses échanges avec la Pologne;

b) du fait de l'amenuisement des disponibilités exportables en Pologne et en Hongrie;

c) du fait des livraisons accrues que l'U.R.S.S. s'est engagée à effectuer en 1957 à destination de ses vassaux.

Tout cela pèse évidemment sur le rythme de l'expansion industrielle soviétique, dont le ralentissement, que nous avons illustré au début de cet article, dément le slogan : « rattraper et dépasser les pays capitalistes ».

LUCIEN LAURAT.

(6) M. Seton convient d'ailleurs lui-même (p. 32) que pour cette première période, sa comparaison est moins sûre que pour les suivantes.

(7) *Politique étrangère*, n° 2, 1957, reproduite par *Problèmes économiques*, n° 514 (5 novembre 1957).

La campagne électorale clandestine du Parti Communiste Allemand

DÉPOURVU à présent d'existence légale en Allemagne occidentale, le Parti communiste allemand (K.P.D.) en éprouve une gêne considérable. Aussi a-t-il cherché à profiter des élections du 15 septembre pour prendre part à nouveau à la vie politique de la République fédérale.

Les consignes venaient, bien entendu, de Moscou où une délégation du P.C.A., menée par Reimann, s'était rendue au début du mois de mai. Les partis-frères devaient apporter leur appui, mais l'atout principal du P.C.A. est évidemment l'Etat communiste est-allemand, où les clandestins de l'Ouest tinrent un Congrès à cette occasion.

Le Parti avait envisagé de présenter ses propres candidats sous une étiquette camouflée, au moins dans certaines circonscriptions. Mais la consigne fut finalement de voter et faire voter socialiste : un appel en ce sens fut lancé le 20 juillet.

La propagande radiophonique.

L'émetteur communiste « 904 » à destination de l'Allemagne occidentale accrut son horaire d'émission : de deux émissions d'une heure le soir, il passe, le 24 août, à une grande émission de trois heures chaque soir, à laquelle s'ajoute la dernière semaine avant le scrutin une émission d'une heure le matin.

Le niveau de cette propagande était extrêmement bas ; les principaux ministres de la coalition y faisaient l'objet de diffamations ordurières au cours de l'émission périodique « *Objectif : Bonn* ». Mais l'essentiel des attaques était réservé au chancelier Adenauer, bête noire des communistes.

L'émetteur invitait également, pour compromettre les socialistes, à saboter les réunions électorales C.D.U. (*Union chrétienne démocrate* du chancelier Adenauer) et à protéger celles de la S.P.D. (Parti socialiste allemand).

Affiches, tracts et papillons.

Le P.C.A. accomplit aussi un très gros effort pour l'édition et la diffusion de matériel imprimé, dont on peut évaluer le total à plusieurs millions d'exemplaires, représentant 220 textes différents. A Stuttgart, un seul tract fut tiré à 20.000 exemplaires.

Mais à côté des brochures et textes de fonds, la campagne du P.C. a marqué une prédilection pour les papillons et particulièrement leur usage dans le sarcasme ou l'injure. Principales cibles, les affiches du chancelier étaient surchargées de : « *A bas le chancelier à la bombe atomique ! Votez S.P.D.* », ou « *Voter pour moi, c'est voter pour la mort atomique et la guerre civile* », « *Voter Adenauer, c'est voter Hiroshima* », etc. Les affiches constituées d'un slogan signé du nom du candidat (« *bien-être pour tous — Ehrhard* ») étaient ridiculisées par un papillon blanc sur l'avant-dernier mot (« *bien-être pour ... Ehrhard* »). Enfin, d'autres papillons réclamaient plus franchement « *le P.C. vit ! Liberté pour le P.C. !* » ou « *le P.C. vit ! Cette fois, votez socialiste !* ». Il y eut même des tracts dont l'une des faces reproduisait un billet de 10 marks, l'autre affirmant que la politique gouvernementale en

réduirait bientôt la valeur à 5 marks ; d'ingénieux faussaires donnèrent du travail à la police en les collant deux à deux.

Des milliers de communistes d'Allemagne orientale avaient clandestinement franchi la frontière pour diffuser cette propagande. Une partie de la littérature électorale communiste était envoyée directement par la poste depuis l'Allemagne orientale, dont l'*Union chrétienne démocrate* satellisée lançait ses propres attaques contre la C.D.U. occidentale.

Les efforts pour l'unité d'action.

Les tentatives d'unité à la base avec la S.P.D. donnèrent quelques résultats pendant la campagne électorale : lettres aux dirigeants de la S.P.D. à Dusseldorf ; pourparlers avec des militants socialistes à Stuttgart et en Bavière ; rapports officiels avec la direction de la S.P.D. en Westphalie ; rédaction d'une affiche commune à Kiel, affichage en commun dans la Hesse.

Ces succès locaux ont permis au P.C. d'affirmer que la campagne avait été positive pour lui, ayant démontré sa vitalité et la fidélité de ses militants, ainsi que la possibilité d'actions unies avec les socialistes. Mais selon la tactique communiste constante, il exploite ces faits contre la direction de la S.P.D., qu'il cherche à opposer à ses troupes en l'accusant d'avoir rendu possible la victoire d'Adenauer par le refus de l'alliance du P.C. (en réalité, c'est le soutien du P.C. qui a coûté des voix à la S.P.D.).

Le 16 septembre, Gertrud Klaus, au micro de Radio-904, exhorte « les neuf millions d'Allemands qui ont voté contre Adenauer » à des « actions de masse » sans attendre les initiatives parlementaires. Le 18, Max Reimann appelle à la constitution d'un « *rassemblement de tous les adversaires d'Adenauer* », notamment par l'unité d'action entre ouvriers socialistes et communistes, appel repris le 5 octobre dans le communiqué final de la VII^e Session du Comité central du P.C.A., et diffusé par Moscou le 7 octobre.

Le travail des crypto-communistes.

Le danger le plus sérieux dont le P.C. menace actuellement la République fédérale est la présence, généralement au sein du Parti socialiste, de personnalités crypto-communistes qui font systématiquement le jeu du Parti, selon une tactique bien connue en France. Ainsi, le professeur d'Université Bechert, membre de l'aile gauche de la S.P.D. (dirigée par MM. Wehner et Birkelbach), fondateur et animateur du « *Groupe de combat contre la destruction atomique* », élu au Bundestag par le pays de Hesse. Le « *Cercle franconien* » progressiste a même vu ses déclarations reproduites par Radio-Sarrebruck, tandis que le journal *Die Andere Zeitung*, déjà cité, invite par un article du docteur Hans-Werner Bartsch (30 octobre) la S.P.D. à changer de politique extérieure, et fait remarquer le même jour, sous la plume de Ludwig Paul, que C.D.H. Cole avait déjà conclu en 1945 qu'aucun parti socialiste ne pouvait parvenir au pouvoir par la seule voie parlementaire... Le même Paul, soutenu par le docteur Gleissberg, appelle la S.P.D. à jeter par-dessus bord la méfiance anticommuniste pour s'orienter vers le « *socialisme scientifique* » de l'Est.

Nouvelles discordes à l'intérieur du P.C. Français

LES événements de Hongrie ont cessé d'intéresser l'opinion occidentale. Certes, les journaux publient, de temps à autre, une information sur le régime Kadar. On apprend alors que le ministre de l'Intérieur Marosan menace les étudiants de sanctions sévères, que Tibor Dery, jugé à huis-clos, a été condamné à neuf ans de prison, que le vol dans les entreprises d'Etat est devenu un phénomène endémique. Les journaux de la presse « bourgeoise » accordent à ces événements quelques lignes de commentaires dénués de passion. Puis le silence retombe. Il est clair que la tragédie hongroise ne tourmente plus beaucoup de consciences.

Un secteur de l'opinion échappe pourtant aux torpeurs béates de l'indifférence : celui des militants communistes. Affirmation qui, à première vue, peut paraître paradoxale. La crise provoquée, dans les rangs communistes, par la répression en Hongrie, n'est-elle pas jugulée depuis des mois ?

Il est vrai que « l'appareil » a réagi : il a tancé les intellectuels, avec d'ailleurs une certaine prudence, distribuant aux uns quelques sanctions, circonvenant les autres. Dans les cellules, il a étouffé toute discussion. Enfin, dans les organisations annexes (C.G.T., Mouvement de la Paix), sérieusement secouées par les répercussions du drame hongrois, les états-majors semblent avoir repris en mains le gros de leurs troupes. Si on s'en remet aux apparences, les tentatives de révolte ont été promptement étouffées et les staliniens ont colmaté les brèches sans trop de peine.

**

Mais, à vrai dire, sous un monolithisme apparent, des lézardes subsistent. Si le Parti communiste a résisté à la scission, son unité a été considérablement affaiblie. Les révélations contenues dans le rapport Khrouchtchev, la répression soviétique en Hongrie, ont provoqué chez les militants des bouleversements profonds, que les ukases de « l'appareil » peuvent encore réprimer, mais ne sauraient guérir. Le malaise ne se révèle pas toujours par des signes publics, il n'en pour- suit pas moins son cours souterrain.

De tous les secteurs, le plus touché est assurément celui des intellectuels. C'est dans ce milieu que la crise hongroise atteignit le maximum d'acuité. Rappelons ici brièvement les principales manifestations des « rebelles » :

— Claude Roy, Roger Vailland, J.-F. Rolland, Claude Morgan signent en compagnie d'intellectuels progressistes une protestation contre l'intervention soviétique en Hongrie. Gérard Lyon-Caen se déclara solidaire de ce texte.

— Dix intellectuels communistes (Picasso, Marcel Cornu, Francis Jourdain, Hélène Parmelin, Edouard Pignon, Henri Wallon, Paul Tillard, le docteur Harel, René Zazzo, Georges Besson) signent une motion remise par Hélène Parmelin à tous les membres du Comité central.

— Soixante-huit médecins sur soixante-dix de *Nouvelle Médecine* votent une résolution contre la direction du Parti.

A ces manifestations principales, il faut rattacher un certain nombre de cas qui tous, sous un aspect ou un autre, ressortissent à la crise des intellectuels communistes.

— La mise à l'écart de Jean Baby, qui, rédacteur en chef de la revue *Economie et Politique*, dut quitter ce poste en août 1956.

— L'exclusion de Dominique Desanti de la rédaction de *l'Humanité*.

— La semi-opposition de Victor Leduc.

— La publication, avant la répression hongroise, d'un texte de Tristan Tzara, diffusé par le bureau de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris alors que les journaux du Parti avaient refusé de le publier.

— Contre ces infractions, le Parti a réagi en évitant dans la mesure du possible les mesures trop brutales.

Seul, J.-F. Rolland a été exclu à vie.

Gérard Lyon-Caen a été exclu pour six mois et Claude Roy pour un an.

Roger Vailland et Claude Morgan ont été l'objet d'un blâme.

Le manifeste des dix a été considéré comme une tentative de former une fraction. Mais « l'appareil » a évité de prendre des sanctions, préférant dépêcher auprès des principaux coupables des *missi dominici* chargés de les ramener à la raison, tel Georges Cogniot auprès du professeur Wallon.

Rappelons enfin qu'Aimé Césaire avait donné sa démission du P.C. en octobre 1956.

La tactique de « l'appareil » consistait manifestement à diviser les opposants en utilisant contre eux toute une gamme de moyens, appropriés à chaque cas (exclusion temporaire ou définitive, blâme public, avertissements officieux ou simple admonestation « fraternelle »). C'était là une ligne de conduite assez habile, car l'opposition était loin de former un bloc cohérent, solidement rassemblé autour d'une plate-forme. Au vrai, il n'y avait pas d'opposition du tout, mais seulement des opposants, divisés par des jalouses personnelles — fréquentes chez les intellectuels — sensibles, selon les cas, à tel ou tel aspect du rapport Khrouchtchev ou de l'événement hongrois. Les uns apparemment avant tout soucieux de « libérer leur conscience ». Ce fut le cas de Claude Roy, de Roger Vailland, etc. Les autres, au contraire, reprochant aux premiers de céder à un exhibitionnisme petit-bourgeois prétendirent travailler au redressement du Parti en évitant toute manifestation publique qui pourrait être exploitée par l'ennemi de classe (manifeste des dix). Le Parti pouvait donc jouer de ces divergences.

On peut penser que cette tactique a, pendant plusieurs mois, porté ses fruits, et que les dégâts ont été somme toute limités. Mais ce fut là un succès de surface, qui évitait les éclats publics sans atteindre aux racines du mal. La crise, qui couvait sourdement, vient à nouveau d'éclater.

Eclatement de la « Nouvelle critique »

L'initiative en revient à la direction du Parti. Celle-ci a sans doute jugé qu'il serait dangereux, à la longue de laisser s'éterniser des critiques qui minaient l'autorité de la bureaucratie. L'opération la plus importante a été menée au comité de rédaction de la *Nouvelle critique* où, sous l'autorité de Casanova, Annie Kriegel, Victor

Leduc, Henri Lefebvre et Pierre Merren ont été éliminés du comité de rédaction. Se solidarisant avec les exclus, J.-T. Desanti et Emile Bottigelli ont donné leur démission du comité.

Qui sont les exclus ? Le principal d'entre eux est le philosophe Henri Lefebvre, dont l'ambition au Parti était de faire du marxisme autre chose que la répétition de formules stéréotypées, ce qui lui valut depuis longtemps d'être suspect. Peu de temps après les événements de Hongrie, Lefebvre confia ses réflexions à un journal polonais. Il y indiquait en termes sévères l'esprit de caserne qui étouffait, du temps de Staline, toute activité intellectuelle et y prenait à partie en termes assez vifs le stupide Garaudy. Cet article fut, par la suite, reproduit dans *Les Temps Modernes*.

Victor Leduc, ancien directeur de l'hebdomadaire *Action*, et vieil ami de Pierre Hervé, était pourtant autrefois considéré comme un élément sûr puisqu'il appartenait à la section idéologique auprès du Comité central. Mais il est aussi de ceux que le rapport Khrouchtchev a ébranlés. Au cours de la discussion qui précéda le XIV^e Congrès, il fut accusé de « remettre en cause les principes marxistes-léninistes du Parti ».

Annie Kriegel fut, sous le nom d'Annie Besse, une des dirigeantes de la fédération de la Seine du P.C. Divorcée de Guy Besse, elle a épousé le docteur Kriegel, frère de Kriegel-Valrimont.

Bottigelli et Desanti appartiennent aux milieux universitaires. Le premier s'était consacré à la traduction de l'œuvre de Marx et d'Engels; le second a publié divers ouvrages philosophiques. Il est le mari de Dominique Desanti qui, comme nous le rappelons plus haut, fut éliminée de la rédaction de *l'Humanité*.

Après ces départs, l'équipe rédactionnelle de la *Nouvelle critique* est réduite à son directeur, Jean Kanapa, à Suret-Canale et à Francis Cohen, c'est-à-dire aux pires fruits secs de l'orthodoxie stalinienne et à quelques autres obscurs folliculaires.

L'épuration à la *Nouvelle critique* a été accompagnée d'une offensive contre Claude Morgan, qui, on s'en souvient, eut maille à partir avec Servin lors de la préparation du XIV^e Congrès.

Morgan est rédacteur en chef de la revue *Horizons*, organe officieux du Mouvement de la Paix. Il y a quelques mois, les dirigeants du Parti décidèrent de se débarrasser de lui. A cet effet, ils chargèrent Pierre Cot, directeur d'*Horizons*, d'une mission assez délicate puisqu'il devait obtenir de Morgan qu'il démissionnât sans scandale. On prétend qu'à un Pierre Cot assez gêné, Morgan aurait affirmé sa surprise de voir un homme qui n'appartient pas au Parti lui demander, au nom du Bureau politique, de bien vouloir prendre congé. En tous cas, Morgan refusa de démissionner, ce qui contraignit le Parti, s'il veut se débarrasser de lui, à le mettre à la porte. Jusqu'à présent, il ne s'y est pas résolu.

Le mécontentement subsiste

L'affaire Morgan comme celle de la *Nouvelle critique* démontrent que le Parti continue à connaître les plus grandes difficultés avec ses intellectuels. En fait, la plupart de ceux-ci sont en état de dissidence ou refusent de collaborer. Parmi les exclus, Roger Vailland, depuis *La Loi*, a pris ses distances. Il ne semble pas que Claude Roy et Gérard Lyon-Caen envisagent de faire amende honorable. Le premier collabore d'ailleurs d'une façon assez régulière à *France-Observateur*, où il vient d'être rejoint par Lefebvre. J.-F. Rolland, de son côté, signe parfois à

l'Express. Et si les signataires du manifeste des dix n'ont pas poursuivi, semble-t-il, leur projet de rénovation du Parti par l'intérieur, ils ne sont guère disposés à jouer à nouveau pour le compte de la bureaucratie le rôle de mannequins.

La génération des vieux intellectuels qui étaient groupés autour de la revue *La Pensée* (Prenant, Labérenne, Wallon) n'est certes pas disposée à rompre; trop de liens la rattachent au Parti. Mais elle remâche de vieilles rancunes et n'éprouve aucune sympathie pour les jeunes turcs de style Kanapa.

L'intelligentsia communiste n'est pas en mesure de se séparer en bloc du Parti communiste ni même d'y organiser une opposition cohérente. Mais elle ne répond plus aux commandes de l'appareil bureaucratique. Elle a perdu la foi. Aucune mesure disciplinaire n'est susceptible de la lui faire retrouver.

Les dirigeants communistes sont d'autant plus inquiets que les dissidents du communisme national, animés par Lecœur et Hervé, viennent de lancer une revue, *La nouvelle réforme*, qui est susceptible d'être une tribune pour quelques intellectuels communistes. En tout cas, la publication de cette revue contribuera à encourager un esprit de révision et de critique que l'état-major du Parti a toujours redouté.

L'opposition à l'intérieur du Parti

Débordant les milieux intellectuels, l'opposition a tenté de s'organiser. Deux bulletins ont commencé à circuler, *l'Étincelle* et la *Tribune de discussion*. Ces deux organes ont fusionné, puis ont décidé de se saborder. Un nouveau bulletin paraît actuellement : le *Bulletin de l'opposition communiste*.

L'existence du mouvement communiste national de Lecœur et d'Hervé, les premiers contacts pris pour la constitution d'une Internationale des mouvements communistes nationaux, contribuent à gêner la bureaucratie et encouragent le courant d'opposition. L'avenir montrera dans quelle mesure les dissidents peuvent influencer de l'extérieur sur l'évolution du Parti.

On ne doit pas cependant s'attendre à des résultats spectaculaires. L'analyse révèle que, si les mécontents sont nombreux et divers à l'intérieur du Parti communiste, les bases pour l'organisation d'une opposition réelle font toujours défaut. Il n'en reste pas moins que le Parti, dans sa masse, a été durement secoué par le rapport Khrouchtchev et les événements de Hongrie et que les effets de cette crise continuent à se faire sentir. Le doute, la lassitude, l'irritation ont exercé leurs ravages dans tous les milieux. Le militant communiste est un homme qui a été atteint dans sa foi; aucune mesure disciplinaire n'est capable de guérir ces blessures.

La crise dans les organisations annexes

Les événements de Hongrie n'ont pas seulement atteint le Parti; ils ont eu des répercussions graves sur les mouvements annexes, principalement au Mouvement de la Paix et la C.G.T., à tel point que ces organisations ont dû prendre — au moins dans les termes — des positions différentes sur ce problème de celles du Parti.

La crise a particulièrement affecté la C.G.T. qui a perdu des voix dans les élections syndicales après la répression de Hongrie. Mais il apparaît aujourd'hui que les militants de base n'ont pas été les seuls touchés et que jusqu'au sommet de l'appareil des dissensions ont éclaté.

Le signe le plus évident de ces discordes est la démission récente de Le Léap de son poste

En Italie

I. — La fin de la réunification socialiste

Le 5 novembre, le Comité central du Parti socialiste italien, réuni à Rome, a brusquement et à la quasi-unanimité, rayé de son ordre du jour le problème de la réunification socialiste en invoquant pour le faire les résultats du Congrès du Parti social-démocratique.

Or, rappelons que ce congrès, dont se dégagait finalement une orientation politique de centre-droite, s'était simplement limité à renouveler ses positions connues depuis plus d'un an : réunification sur la base des principes de l'Internationale socialiste. Si le P.S.I. a rompu les ponts avec le P.S.D.I., la raison n'en peut donc être celle qu'il invoque.

Il faut tout d'abord rendre cette justice à Pietro Nenni qu'il n'a jamais cherché à créer des illusions — s'il y en eut chez ceux qui souhaitaient la rupture entre P.S.I. et P.C.I., qu'ils relisent les centaines de pages et déclarations de Nenni sur ce sujet. La position de Nenni a été toujours précise : autonomie par rapport au P.C.I., mais pas d'anticommunisme. Quant à cette « autonomie », conçue à l'intérieur de l'unité ouvrière, elle signifiait uniquement : absence de pactes déclenchant automatiquement l'unité d'action sur toutes les questions sans exception.

Ainsi, dans le déploiement solidaire des « forces

La crise des effectifs du P. C. italien

Le compte rendu publié du rapport du chef du bureau d'organisation du P.C.I., Giorgio Amendola, présenté le 26 septembre devant le Comité central, contient une importante précision sur la crise actuelle des effectifs du parti.

Amendola avait admis que le P.C.I. avait perdu en 1956-1957 « plus de 200.000 inscrits » ; or, le chiffre des inscrits au 1^{er} septembre 1957, rendu maintenant public, est de 1.817.229. Il doit être rapproché du chiffre donné en juillet à Moscou pour 1956 : 2.094.000. En fait, donc, le P.C.I. a perdu, dans l'espace d'une année, 276.771 membres, soit 13,2 %.

Comparé aux chiffres de 1955 (les derniers officiellement connus), 2.200.000, les pertes sont encore plus sensibles ; elles sont — en chiffres ronds — de 383.000, soit 17,4 %.

ouvrières en face du capitalisme italien », le P.S.I. cherchait à s'approcher de la D.C. pour une politique autonome, mais absolument pas anti-communiste et pour briser la coalition centriste à seule fin d'y substituer un gouvernement monocolore démo-chrétien dépendant de l'appui du P.S.I. Cette orientation du P.S.I. était strictement limitée au jeu parlementaire et pré-électoral de la législature actuelle, et elle était en outre renforcée par la nécessité de neutraliser les conséquences désastreuses de la contre-révolution hongroise. Cette neutralisation pouvait être obtenue par un éloignement temporaire entre P.S.I. et P.C.I. Partant, la manœuvre du P.S.I. convenait — quoi qu'ils en disent — aux communistes qui virent ainsi le P.S.I. former une tranchée d'arrêt pour les communistes défaillants, les empêchant de rejoindre par exemple le P.S.D.I. (voir le comportement de Giolitti). Somme toute les contingences du moment permirent de faire passer au second plan l'élément essentiel : l'unité stratégique entre P.S.I. et P.C.I.

L'opération Nenni réussit : la coalition centriste s'écroula. L'écho de Budapest s'éteignit vite. La préoccupation primordiale devint la préparation des élections de 1958. L'effet des succès soviétiques sur les foules italiennes étant très grand, Nenni, avec son sens de l'opportunité, coupa court à la tactique de la réunification socialiste. Et, sans plus attendre, déclara que toute la campagne électorale du P.S.I. serait axée sur la lutte sans merci contre les « cléricaux » (mettant ainsi brutalement un terme au « flirt » de la gauche de la D.C. avec le P.S.I.). Parallèlement (et forcément) il s'approcha de nouveau du P.C.I. (citons à ce sujet la circulaire du P.S.I. du 3 novembre prescrivant aux fédérations de participer aux manifestations du quarantième anniversaire du coup d'Etat de Moscou « en s'efforçant de ne pas mettre en relief les divergences entre P.C.I. et P.S.I. qui se sont manifestées lors du Congrès de Venise »)... C'est en invoquant l'année 1920 (!) que Nenni insista sur l'unité de vue entre socialistes maximalistes et bolcheviks.

Du coup il se refit une virginité en face des accusations de néo-réformisme qui lui viennent de sa gauche.

Etant donné cette réorientation de la tactique du P.S.I., la « réunification » était un élément de gêne qui devait être renvoyé aux vieilles lunes — ce que Nenni fit, suivi par le C.C. du P.S.I.

(Suite au verso.)

A. DORMONT.

de secrétaire général « ex-æquo » de la C.G.T. Sans doute Le Léap invoque-t-il des raisons de santé qui ne sont pas contestables. Mais ses familiers n'ignorent pas que l'affaire hongroise a provoqué chez lui une grave crise morale qui, d'ailleurs, n'est sans doute pas étrangère à la maladie d'origine nerveuse dont il est actuellement victime.

Quant au Mouvement de la Paix, il semble aussi avoir perdu beaucoup de son efficacité. Son rôle dans la campagne défaitiste organisée par le Parti communiste contre la guerre d'Algérie a été presque nul.

Qu'il s'agisse des organisations annexes ou du Parti proprement dit, les entreprises communistes ont été sérieusement gênées. C'est ce qui explique, pour une part, les échecs répétés du Parti communiste sur l'affaire algérienne. Mise à part la période du départ des rappelés, chaque fois que l'appareil a voulu faire appel à ses militants pour des manifestations importantes, ceux-ci se sont dérobés.

Le Parti conserve dans l'ensemble sa clientèle électorale, mais son élan révolutionnaire est pratiquement anéanti.

ROLAND VARAIGNE.

II. — Les élections partielles des 27 et 28 octobre

De nombreuses élections *comunales* se déroulèrent dans toute l'Italie les 27 et 28 octobre 1957. Selon le mode de scrutin, il convient de distinguer :

a) les élections dans les communes de plus de dix mille habitants où le scrutin est proportionnel (11 communes);

b) les élections dans les communes de moins de dix mille habitants où le scrutin est majoritaire (53 communes).

En voici les résultats :

Communes de plus de 10.000 habitants.

	1953	1957	Variation absolue	Variation relative %
P.C.I.	57.699	60.491	+ 2.792	+ 4,8
P.S.I.	18.379	16.441	- 1.938	- 10,5
P.S.D.I.	4.552	5.042	+ 490	+ 10,7
P.R.I.	408	454	+ 46	+ 11,3
D.C.	60.783	66.542	+ 5.759	+ 9,5
P.L.I.	1.394	1.675	+ 281	+ 21,6
P.N.M.+P.M.P. + M.S.I. ...	22.698	18.206	- 4.492	- 19,9
Divers	3.814	4.483	+ 669	+ 17,5
	169.727	173.334	+ 3.607	+ 2,1

Communes de moins de 10.000 habitants.

	1953	1957	Variation absolue	Variation relative %
P.C.I.+P.S.I. .	17.525	17.495	- 30	- 0,2
Centre	37.372	41.070	+ 3.698	+ 9,9
Monarcho-fascistes ...	3.934	3.605	- 329	- 8,3
Divers	8.075	4.586	- 3.489	- 43,2
	66.906	66.756	- 150	- 0,2

Ensemble des communes.

	1953	1957	Variation absolue	Variation relative %
P.C.I.+P.S.I. .	93.603	94.427	+ 824	+ 0,9
Centre	104.509	114.783	+10.274	+ 9,8
Droite	26.632	21.811	- 4.821	- 18,1
Divers	11.889	9.069	- 2.820	- 23,7
	236.633	240.090	+ 3.457	+ 1,0

Ces mêmes 27 et 28 octobre 1957, d'importantes élections se déroulèrent au Piémont : plus de 295.000 électeurs étaient appelés à renouveler le conseil général de la province de Vercelli — province fort industrialisée, voisine de Turin. Les événements hongrois avaient eu un sensible retentissement dans la province : le sénateur communiste Carlo Cerutti abandonna toute activité publique; le conseiller général et secrétaire de la chambre du travail de Vercelli, Ugo Ferrero, quitta la C.G.I.L. et rejoignit la C.I.S.L.; le secrétaire socialiste de la Fédération agraire vercelloise, Raffaele Ferraris, rejoignit également la C.I.S.L.

Les défaites socialo-communistes syndicales à Turin, ces défections, etc., avaient laissé prévoir une défaite socialo-communiste. Or, il n'en fut rien.

Deux bloc s'affrontaient : le « trèfle » (trifoglio), liste commune de la Démocratie chrétienne, des sociaux-démocrates et des libéraux qui, en 1953, s'étaient présentés isolément; le « front populaire » (fronte popolare), liste commune des communistes et des socialistes. Une nouvelle formation politique se présentait pour la première fois :

le M.A.R.P. (Mouvement autonomiste régional piémontais), sorte d'organisation poujadiste d'orientation centre-droit qui reprenait *grosso modo* le programme du mouvement Comunità orienté un peu plus à gauche. Voici les chiffres :

	1953	1957	Variation absolue	Variation relative %
P.C.I.+P.S.I. .	102.432	99.287	- 3.145	- 3,1
P.S.D.I.	22.362	104.369	-26.276	- 20,1
D.C.	91.342			
P.L.I.	16.941			
P.N.M.	7.701	10.866	+ 3.165	+ 41,1
M.S.I.	6.485	5.927	- 558	- 8,6
Comunità	3.637	8.830	+ 5.193	+142,7
M.A.R.P.	—	10.539	+10.539	
	250.900	239.818	-11.082	- 4,4

Ce résultat, que nous interpréterons plus loin, est d'autant plus surprenant que, le 27 octobre 1957, les élections municipales de Vercelli-ville fournirent un tableau radicalement différent :

	1953	1957	Variation absolue	Variation relative %
P.C.I.	10.149	9.098	- 1.051	- 10,3
P.S.I.	3.166	3.377	+ 211	+ 6,7
P.S.D.I.	1.852	2.236	+ 384	+ 20,7
D.C.	10.768	9.238	- 1.530	- 14,2
P.L.I.	1.291	989	- 302	- 23,4
P.N.M.	1.033	1.543	+ 510	+ 49,3
M.S.I.	935	962	+ 27	+ 2,9
M.A.R.P.	—	2.283	+ 2.283	
	29.194	29.726	+ 532	+ 1,8

Ce qui rend les élections provinciales encore plus intéressantes, c'est que, pour la première fois — sans qu'autorités ou partis ne l'eussent prévu — *il y eut 16.995 bulletins blancs*, soit sensiblement autant que l'ensemble des voix de droite... alors que la participation électorale était considérable (256.813 votants, soit 87,4 % des inscrits). Compte tenu de ce phénomène qui explique le recul de 4,4 % des voix exprimées, force est de constater :

a) une étonnante stabilité de l'électorat socialo-communiste;

b) une grosse défaite de la coalition centriste;

c) un renforcement de la droite;

d) une manifestation très considérable de mécontentement de l'ensemble des électeurs, mécontentement ne favorisant aucun des partis existants (bulletins blancs + M.A.R.P. + Comunità = 36.364 voix) et formant pour ainsi dire un troisième bloc compact, hostile tant aux socialo-communistes qu'aux partis du centre et de la droite...

Il est instructif de comparer ces deux séries de résultats. Il en ressort que les élections régionales *parce que* politiques, marquèrent un désintéressement et un mécontentement politique bien plus grands que les élections communales où chaque parti représente une clientèle réelle et bien tangible :

	Elections communales		Elections régionales	
	1953	1957	1953	1957
	%	%	%	%
P.C.I. + P.S.I.	39,5	39,1	40,6	41,2
Centre démocratique	44,1	47,9	52,2	43,3
Droite	11,2	9,1	5,6	7,4
Divers (M.A.R.P.) ..	5,2	3,9	1,6	8,1
	100	100	100	100

Octobre 1956

vu par un ouvrier de Varsovie

ON a célébré en Pologne ce qu'on l'on appelait voici un an « l'octobre polonais ». Mais de la part du gouvernement comme de sa presse fidèle, la célébration s'est accomplie sans excès d'enthousiasme, et certains quotidiens de Varsovie — tel Trybuna Ludu — se sont employés à attribuer au seul Parti ouvrier tous les mérites du renouveau imposé alors par l'émotion populaire.

Toutefois, un hebdomadaire autour duquel se sont groupés les « révisionnistes », Nowa Kultura (La Culture Nouvelle), a publié sur les événements d'octobre 1956 une série de témoignages directs pour en fixer les traits principaux. La rédaction, en septembre dernier, réunit diverses personnes qui avaient pris part aux quatre journées fameuses. Chacune rapporta ses souvenirs. Des militaires, des professeurs à l'Académie technique, un militant de la jeunesse, des militants du Parti et des militants ouvriers firent ainsi le récit de ce qu'ils avaient fait, vu, pensé, ressenti.

Parmi ces témoignages, relevons celui de l'ouvrier L. Gozdzik, secrétaire de la cellule communiste de l'usine d'automobiles Zeran, de Varsovie, qui fut l'un des principaux animateurs des conseils ouvriers.

On se souvient du rôle que joua cette entreprise de plus de cinq mille ouvriers lors de l'arrivée de Gomulka au pouvoir : elle fit alors figure de forteresse du mouvement de renouveau. Or, Gozdzik fut à la tête de la lutte, et son récit est sans doute le premier témoignage apporté publiquement par un ouvrier — militant de base du P.O.P.U. — sur les journées d'octobre. Nowa Kultura en a respecté le style, plus peut-être que nous n'avons pu le faire dans notre traduction. On remarquera que l'auteur évoque très rapidement, trop rapidement pour notre curiosité, des événements décisifs. Peut-être ces silences ont-ils pour cause les exigences de la censure (1).

L. R.

GOZDZIK. — Personnellement, je vois autrement le mouvement qui s'est déclenché après le troisième Plenum (2). Ce fut en quelque sorte une détente générale dans l'état d'esprit de toute la population; mais seulement dans la phase initiale. En réalité, les effets de ce troisième Plenum ont été compromis avant qu'ils ne soient parvenus à la conscience collective et à celle du Parti. Aussi, nous avons remarqué d'abord un long temps d'arrêt, une attente : on se demandait ce que ça donnerait, ce qui résulterait de ce troisième Plenum.

Ici, un fait caractéristique. En automne 1955, dans un appel adressé aux entreprises industrielles et aux organisations du Parti, le Comité central demanda au personnel des usines de rechercher les réserves existant dans l'industrie et d'élaborer un plan quinquennal pour chaque établissement. Cela s'appelait la nouvelle étape qui devait permettre d'assainir la République populaire de Pologne et de sortir de l'impasse où nous nous sommes tous ensemble embourbés. Il y a eu alors un élan d'enthousiasme, peut-être le dernier, de la part de notre organisation du Parti à l'usine, où nous avons réussi, partielle-

ment, à attirer le personnel à nous, à l'entraîner avec nous.

Plus tard, lors des discussions avec la direction du Parti, lorsque nous demandions qu'on nous donne la possibilité de mettre en œuvre les directives du Comité central relatives à l'utilisation des réserves, nous nous sommes aperçus de pas mal de choses : d'où provenaient ces réserves, comment avait été conçu le plan sexennal, combien il nous a coûté et quelles perspectives nous attendaient.

Au début, nos discussions intérieures se sont limitées à des sujets d'économie. Puis, nous sommes passés sur la plate-forme politique. (...) Nous nous sommes mis à regarder la vie autour de nous, telle qu'elle se présentait alors. C'était à l'automne 1955.

Vint le XX^e Congrès. Le grand débat commença. D'abord, ce fut la panique dans les rangs du Parti. Les uns parlaient de contre-révolution. D'autres affirmaient que c'était bien ainsi. D'autres encore attendaient ce qui en résulterait et ne disaient rien.

Puis, après avoir pris connaissance des faits (relevés dans le rapport Khrouchtchev), nous avons compris ce qui en avait été du P.C. de Pologne et de nos militants et, plus tard, de l'affaire yougoslave. Nos yeux s'ouvrirent sur « la déviation nationaliste de droite » et sur les raisons qui l'avaient fait naître. Nous nous sommes mis à rechercher les voies de réparation. C'est alors que nous avons eu chez nous la première discussion au Comité restreint (cellule de l'usine Zeran), où nous avons discuté toute la journée et toute la nuit. C'était à la veille de la conférence d'avril des activistes de Varsovie. Nous y sommes allés directement, le lendemain matin. Là, au nom de notre comité et du personnel de Zeran, nous avons pris pour la première fois position et nous avons dit tout ce que nous pensions. Cette conférence fut très orageuse. Il y eut beaucoup de répliques et beaucoup de grincements. Mais ce fut la première discussion véritable après la période du silence et du mensonge, car les gens commencèrent à parler davantage, à parler franchement de ce qui se passait au Parti et dans le pays. Et à un tel point que de nombreuses personnes dans la salle furent épouvantées, jusqu'à en devenir bleues. C'est pourquoi sans doute à la réunion suivante des activistes (août 1956) il y a eu beaucoup d'hommes nouveaux.

Cette conférence d'avril fut suivie chez nous d'un vaste débat. Nous avons essayé de trouver une solution, selon nos moyens, pour aplanir les difficultés qui s'amoncelaient devant nous. Il y a eu une réunion du comité d'entreprise. Pendant trois jours, on a discuté comment se sortir de la difficile situation économique dans laquelle se trouvait le pays, comment remettre à l'honneur les mots d'ordre qui furent galvau-

(1) Nowa Kultura, 20 octobre 1957. Fragments des récits faits lors de la rencontre de septembre 1957, publiés sous le titre : « Dites la vérité ! C'est ainsi que tout a commencé ».

(2) La 3^e session plénière du Comité central du Parti ouvrier polonais unifié, tenue en janvier 1955, où fut proclamée la démocratisation.

dés par différents hommes, après la Révolution d'Octobre. Nous avons examiné les moyens qui permettraient à la classe ouvrière de se sentir le véritable gestionnaire de l'entreprise. Différentes conceptions s'affrontèrent, nombre de divergences apparurent. Timidement, nous avons proposé de créer un Conseil technique capable de coordonner nos efforts d'ordre économique et de supprimer les absurdités existant dans l'établissement. Finalement, nous avons conclu qu'un tel Conseil n'aboutirait à rien et nous ne l'avons pas créé. (...)

Puis, nous avons pensé que ce ne serait pas mal s'il y avait à l'usine un conseil ouvrier qui dirigerait l'entreprise, qui déterminerait sa gestion économique et son organisation, qui à la fois la conduirait et soumettrait ses recommandations à la direction pour les exécuter. Nous avons examiné ce projet, d'abord au Comité du Parti, ensuite dans les réunions qui étaient fréquentes à cette époque-là. La discussion fut souvent houleuse. C'est alors qu'une délégation fut envoyée au Comité central. Bientôt, il y a eu une autre discussion, après les événements de Poznan. Ceux-ci firent beaucoup de peine aux camarades. Des camarades sont partis à Poznan pour examiner cette affaire sur place. Nous avons essayé de rechercher les causes qui avaient fait que les ouvriers de Poznan, connus pour leur esprit de discipline, étaient sortis dans la rue.

Au cours de la conférence d'août des activistes du Parti, qui eut lieu peu après le septième Plenum (3), nous avons dit tout ce qui se passait. La discussion nous ouvrit un peu les yeux sur la situation à l'intérieur du Comité central. Nous apprîmes qu'il y avait à la direction du Parti des divergences qui n'avaient pas existé au sixième Plenum. Il m'est difficile d'en indiquer les raisons: peut-être, les conditions politiques n'avaient-elles pas été auparavant suffisamment mûries. Or, à ce moment, ces choses apparurent avec toute leur acuité.

Pourquoi l'organisation du Parti de l'usine et le personnel de Zeran furent-ils aussi actifs au cours de cette période et pendant les journées d'octobre? Parce que nous avons franchement informé le personnel et que nous lui avons demandé son avis; parce que les gars ont été mis au courant de la situation au jour le jour, parce qu'ils pouvaient exprimer librement leurs opinions. De nombreux camarades furent alors effrayés d'entendre certaines déclarations des membres du Parti.

Eh bien, tout cela ne nous a pas fait de tort, bien au contraire, cela nous a aidés. Ensuite, nous nous sommes demandé, vu la situation, s'il fallait rester passifs et nous limiter aux seules discussions sur le lieu du travail. Nous avons estimé que si la discussion ne touchait que nos ouvriers, nous n'en profiterions guère. Du coup, nous sommes entrés en rapport avec les autres entreprises pour échanger nos opinions. Je me suis rendu dans différentes usines. Nous sommes également allés à l'Université de Varsovie où nous avons contacté différents milieux. Nous avons constaté que cette situation existait non seulement chez les ouvriers, mais aussi dans les autres classes sociales.

En octobre, pendant que se réunissait le huitième Plenum (4), nous avons été mis au courant de la situation qui s'était créée au Comité central et des changements survenus au Bureau politique, et notamment de ce que le camarade Wieslaw (Gomulka) était proposé au poste de premier secrétaire du Comité central. C'est alors qu'il y a eu chez nous, dans l'usine, le premier meeting où nous avons été informés que les tra-

voux du huitième Plenum avaient été interrompus. Nous avons aussitôt compris de quoi il retournait.

A ce premier meeting, le personnel de Zeran se prononça pour la nouvelle direction du Parti et il promit son appui au Bureau politique tel qu'il venait d'être proposé.

Mais bientôt nous comprîmes que les propositions et l'appui du personnel, à eux seuls, n'allaient pas suffire. Ce qui est sûr, c'est que nous avons eu du pain sur la planche en fait de besogne. Il a fallu contacter très rapidement les autres entreprises, non seulement à Varsovie, mais aussi celles de province. Très rapidement, les établissements de la Basse-Silésie, de Lodz et de Cracovie vinrent à la rescousse, surtout les chantiers navals de Dantzig, de Gdynia, de Szczecin, etc.

D'autre part, nous connaissions l'état d'esprit de l'armée et de la jeunesse. Des délégations venaient dans notre entreprise et nous envoyions les nôtres dans les autres usines. Des meetings se suivaient. Toutefois, ce n'est pas partout que les copains étaient au courant de la situation. Parfois, nous devions attendre que les ouvriers fussent sortis de l'usine et convoquions le meeting devant la porte cochère. Cela n'allait pas toujours tout seul.

Nous nous sommes fait pas mal de soucis au sujet de l'armée. Mais la prise de position de l'Académie technique militaire nous fut d'un grand réconfort, et nous avons été rassurés car son orientation était bonne et le nouveau Bureau politique pourrait compter sur son appui.

Ce qui fut d'une grande importance, c'est l'attitude de la population. Pendant ces journées d'octobre, notre personnel au complet est resté à l'usine en permanence. Seuls les femmes et les vieillards sortaient, mais les hommes ne l'ont pas quittée d'une semelle aussi longtemps que le Plenum délibérait. Nous avons particulièrement insisté pour que les femmes rentrent chez elles et que le personnel masculin reste dans l'entreprise. On travaillait quatorze à seize heures par jour. Nous arrivions tout juste à faire bouillir la soupe et les familles nous apportaient le reste.

On a eu de nombreux meetings. Il y a eu des meetings à l'usine et dans les facultés; celui de l'École Polytechnique fut le plus orageux. Lorsqu'un de ces meetings se déroulait, c'était tout un problème de le dominer pour empêcher toute provocation, pour empêcher que quelqu'un ne réussisse à entraîner les gens dans la rue. Car il ne faut pas perdre de vue qu'il y avait des gars qui voulaient descendre dans la rue. Nous, on savait ce qui se serait produit si on l'avait fait. Ce huitième Plenum se serait terminé tout autrement. (...)

Il est certain que ce qui s'est passé en octobre fut l'effet d'un long travail des activistes du Parti, que sans ces discussions de l'année passée notre personnel n'aurait pas été aussi discipliné. Les ouvriers sont très courageux. Mais lorsqu'ils décident de prendre une voie, c'est après avoir réfléchi si elle est juste ou non. Il n'est pas facile d'entraîner les hommes s'ils ne savent pas bien pour quoi ils doivent combattre. Une longue période s'est passée avant que les hommes aient connu toute la vérité et qu'ils aient pris la position qu'il fallait.

(Traduction de Lucienne Rey.)

(3) La 7^e session plénière du Comité central du P.O.P.U. de juillet 1956.

(4) La fameuse session plénière du Comité central, réunie du 19 au 21 octobre 1956.

Chronologie du monde communiste

Novembre 1957

MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

14. Moscou : Conférence, du 14 au 16, des représentants des partis communistes et ouvriers des pays socialistes (Albanie, Allemagne Orientale, Bulgarie, Chine, Corée, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S. et Viet-Nam). Adoption à l'unanimité d'une déclaration : « Les partis frères qui n'ont pas participé à la conférence décideront eux-mêmes de leur attitude envers les considérations exprimées dans cette déclaration. »
16. Moscou : « Rencontre amicale », du 16 au 19, des représentants de 64 partis communistes et ouvriers (Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Corée, Costa-Rica, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Espagne, Equateur, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Guetemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Mexique, Mongolie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République Démocratique Allemande, République Fédérale Allemande, Roumanie, Saint-Marin, Suisse, Suède, Syrie et Liban, Thaïlande, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, U.R.S.S., Uruguay, Venezuela, Viet-Nam, Yougoslavie).
Adoption d'un *Manifeste pour la paix*.
19. PRAGUE : Conférence (19-25) des commissions et instituts d'étude de l'histoire des partis communistes et ouvriers. 15 partis représentés, dont le P.C.F. « Les Instituts et Commissions de l'histoire des partis communistes et ouvriers luttent contre une falsification révisionniste de l'histoire du mouvement ouvrier et doivent apporter toute leur attention à l'élaboration des livres et brochures historiques. »
- 28-30. PARIS : Rencontre de délégations du P.C. marocain (Ali Yata, secrétaire; Abdallah Layachi et Amran El Maleh, membres du Bureau politique) et du P.C.F. (R. Guyot, Léon Feix et Léo Figuières). Déclaration commune (voir *France et Maroc*) : « Les deux délégations tiennent à souligner le rôle décisif de l'Union soviétique, Etat multinational de nations et de peuples libres et égaux en droits, appui sûr et désintéressé de tous les peuples luttant pour consolider leur indépendance ou pour conquérir leur libération nationale. »

U. R. S. S.

2. Publication : 1° d'un communiqué sur la séance plénière du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., tenue « à la fin du mois d'octobre » : « Le C.C. a exclu du Presidium et du C.C. du P.C. de l'Union soviétique le camarade Joukov » ; 2° d'une résolution du C.C. sur l'amélioration du travail dans l'armée et la flotte soviétiques : « La principale source de la puissance de notre armée et de notre flotte réside dans le fait que leur organisation, leur dirigeant et leur instructeur est le Parti communiste qui est à la tête de la société et sa force dirigeante... Le C.C. remarque que, ces derniers temps, l'ancien ministre de la Défense, le camarade G. Joukov, a violé... les principes du parti en ce qui concerne la direction des forces armées, qu'il a suivi une ligne personnelle visant à réduire le travail des organisations du parti, des organes politiques et des conseils militaires, à abolir la direction et le contrôle de l'armée et de la flotte par le parti, le C.C. et le gouvernement.

« Le C.C. a établi qu'avec la participation personnelle du camarade Joukov, le culte de sa personnalité a commencé à se répandre dans l'armée soviétique. Ainsi, on s'est mis à fausser la véritable histoire de la guerre, à déformer le véritable état de choses, à minimiser les efforts énormes du peuple soviétique, l'héroïsme de toutes nos

forces armées, le rôle des commandants et des instructeurs politiques, l'art militaire des commandants de front d'armées, d'escadres, le rôle dirigeant du P.C. de l'U.R.S.S.... Le parti et le gouvernement ont hautement apprécié les mérites du camarade Joukov... Mais, étant donné son esprit de parti insuffisant, [il] a perdu la modestie d'un communiste..., il a violé grossièrement les principes du parti..., il n'a pas répondu à la confiance que lui accordait le parti. Il ne s'est pas montré à la hauteur de ses tâches politiques, il avait des tendances à l'aventurisme, aussi bien dans sa conception des tâches de la politique étrangère que dans la direction du Ministère de la Défense.

« Le C.C. ... a décidé d'exclure le camarade Joukov, et il a chargé le Secrétariat du C.C. de trouver un autre poste pour le camarade Joukov. »

— Editorial de la *Pravda*. A la réunion du C.C., Joukov a fait son autocritique : « Je reconnais comme fondamentalement justes les critiques faites ici à mon adresse, et je considère qu'elles constituent pour moi, de la part du parti, une aide qui me permettra à moi et à d'autres dirigeants de l'armée de mieux comprendre la ligne du parti... Certains camarades ont rappelé que j'avais déjà été exclu du C.C. du vivant de Staline, en 1946, et que je n'avais pas compris la nécessité de corriger les fautes qu'on me reprochait. A l'époque, je ne pouvais pas reconnaître comme juste, et je ne l'ai pas fait, mon exclusion du C.C. Maintenant, c'est autre chose et je m'engage devant le C.C. à me corriger des insuffisances qui m'ont été reprochées. »

3. Lancement du second satellite artificiel.
4. O.N.U. Kouznetsov annonce à la Commission politique de l'O.N.U. que l'U.R.S.S. ne participera plus aux débats de la Commission de désarmement.
6. Réunion du Soviet suprême au Grand Palais des Sports de Loujniki. Rapport de Khrouchtchev. Discours de Mao Tsé-toung, Gomulka, Ulbricht, Kadar, Novotny (Tchécoslovaquie), Chivu Stoica (Roumanie), Enver Hodja (Albanie), Dashin Damba (Mongolie), Kim Ir Sen (Corée).
8. Meeting au Grand Palais des Sports de Loujniki. Discours de M. Thorez, Togliatti, Soong-Ching-ling (veuve de Sun Yat Sen), B. Frachon (F.S.M.), d'Astier de la Vigerie (Conseil mondial de la Paix), M^{me} Cotton (Fédération démocratique internationale des Femmes), Vecchietti (P.S.I.), Pollitt (Grande-Bretagne), Burnel (Belgique), De Groot (Pays-Bas).
13. Moscou : Réception à l'ambassade égyptienne. Déclaration de Khrouchtchev : « Si les dirigeants du Pacte atlantique sont prêts à détruire leurs fusées, nous accepterons volontiers de détruire les nôtres. »
15. Interview de Khrouchtchev à *United Press* : « Il n'y aura pas de conférence au sommet dans un avenir proche. Pourquoi est-ce que j'en parle ? Parce qu'il n'y a strictement pas d'autre voie. Une telle conférence est préférable au recours à l'O.N.U. parce que l'O.N.U. est contrôlée par les Etats-Unis... Seul un gouvernement stable pouvait effectuer des opérations chirurgicales aussi radicales que celle qui consista, par exemple, à écarter Molotov qui, pendant tant d'années, fut le second de Staline... Le Comité central dirige le parti et le Presidium n'est qu'un organe exécutif. »
17. Déclaration de Zverev, ministre des Finances : « Le Spoutnik a coûté considérablement moins cher que la bombe A (= 2 milliards de dollars). Je m'y serais opposé si les dépenses avaient dépassé ce chiffre. »
25. Message de Boulganine au président du Conseil turc : « L'U.R.S.S. apprécie l'amitié de la Turquie mais refuse de l'acquiescer au prix de l'abandon du

soutien qu'elle apporte aux pays arabes aspirant à leur indépendance.»

26. Déclaration de Khrouchtchev au journal égyptien *Abram* : « Pour atteindre leur but, les Américains ont une politique coloniale plus camouflée que celle des colonialistes anglais et français... C'est la même politique que les Etats-Unis mènent à l'égard de l'Algérie où ils prennent des mesures énergiques pour chasser les Français afin de prendre leur place. »
28. Le maréchal Malinovsky, ministre de la Défense, déclare que le maréchal Andreï Gretchko, ancien commandant des forces soviétiques stationnées en R.D.A., a été nommé vice-ministre de la Défense et commandant des forces terrestres soviétiques.

CHINE

3. Moscou : Déclaration de Mao Tsé-toung à son arrivée : « Le camp socialiste, conduit par la grande Union soviétique, est un rempart solide de la paix... Dans toutes ses actions, le peuple chinois rencontre la grande sympathie du peuple soviétique dont il reçoit l'aide généreuse. Les peuples de nos deux pays se sont unis en une alliance fraternelle dans leur lutte commune. Aucune force au monde ne peut nous séparer. »
6. Moscou : Au Soviet suprême, Mao Tsé-toung prend la parole après Khrouchtchev : « La révolution chinoise a ses propres particularités nationales. Il est absolument nécessaire de prendre en considération ces points particuliers... Aucun révolutionnaire prolétarien ne peut résoudre les problèmes de la révolution et de la construction dans son propre pays sans avoir étudié soigneusement l'expérience de la dictature du prolétariat et de la construction socialiste en U.R.S.S., ni sans appliquer cette expérience de façon créatrice, aux conditions concrètes bien analysées de son pays. »
7. NEW-DELHI : Fin de la 19^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, après la sortie en masse des délégations de 18 pays (Chine, Inde, U.R.S.S., Ukraine, Biélorussie, Albanie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Yougoslavie, Viet-Nam Nord, Allemagne Orientale, Corée, Syrie, Indonésie, Egypte), à la suite de l'adoption d'une résolution américaine reconnaissant les délégués de Formose comme les représentants légitimes de la République de Chine.
21. Mao Tsé-toung arrive à Pékin retour de Moscou.

POLOGNE

5. *Trybuna Ludu* publie les clauses de l'accord commercial soviéto-polonais du 18 octobre. La Pologne fournira à l'U.R.S.S., à destination de l'Ukraine, de 1958 à 1960, quatre sucreries complètes (94 millions de roubles).
6. Moscou : Au Soviet suprême, Gomulka parle après Khrouchtchev et Mao Tsé-toung. La Pologne a dû deux fois sa libération à la révolution soviétique : en 1918 et en 1944. Importance des particularités nationales dans la marche vers le socialisme.
- 9-10. BYDGOSZCZ : Premier Congrès de l'Association des Athées et Libres-penseurs.
10. Zemajtis, retour de Suède, annonce l'extension des échanges commerciaux polono-suédois. Une délégation de l'Académie royale des Sciences de Suède séjourne en Pologne.
11. Verdict dans le procès des anciens hauts fonctionnaires de l'ex-Ministère de la Sécurité publique : R. Romkowski, ancien vice-ministre, 15 ans de prison; J. Rozanski, ancien directeur du Département de l'Instruction, 14 ans; A. Fajgin, ancien directeur du 10^e Département, 12 ans.
12. Signature à Versovie d'un accord économique polono-yougoslave.
24. Départ d'une délégation parlementaire pour la Grande-Bretagne, où elle est invitée par la Chambre des Communes.
24. Départ pour Moscou d'une délégation gouvernementale pour signer un accord commercial polono-soviétique de trois ans (1958-1960).

28. Gomulka commente pour les cadres du P.O.P.U. les résultats de la Conférence des P.C. à Moscou. « Tout en menant une politique de coexistence pacifique, les pays socialistes doivent... lutter contre tout ce qui mène au relâchement de l'unité du camp socialiste, notamment dans les rapports avec les pays capitalistes. La Pologne en est un exemple. Ainsi certains cercles capitalistes ont essayé de mettre à profit l'accord de crédit par les Etats-Unis, accord qui a pourtant été donné sans condition politique... Les thèses... dénonçant les dangers du dogmatisme et du révisionnisme correspondent complètement à la situation existant dans le P.O.P.U. où il faut considérer le révisionnisme comme le danger principal... Dans la grande communauté des pays socialistes égaux et souverains, l'Union soviétique, le pays socialiste le plus puissant, occupe la première place. »

HONGRIE

5. La délégation yougoslave se rendant à Moscou fait escale à Budapest : premier contact entre communistes hongrois et yougoslaves depuis l'insurrection de 1956.
7. Moscou : Au Soviet suprême, Kadar remercie l'U.R.S.S. de l'aide qu'elle a donnée à la Hongrie pour « écraser le putsch contre-révolutionnaire inspiré par les impérialistes ».
14. Publication des verdicts prononcés par le tribunal populaire contre Tibor Dery (9 ans de prison, il a 63 ans), Gyula Hay (6 ans), Zoltan Zelk (3 ans) et Tibor Tardos (18 mois). *Magyarország* : « Le métier d'écrivain ne donne pas le droit d'inciter à la révolte, ni de tirer des coups de revolver. Il est normal que le peuple mette ces fous en un lieu où ils n'auront pas de contacts avec les gens sains. »
18. Décret remplaçant les conseils d'ouvriers abolis par des conseils d'usine.
21. Inauguration de la ligne aérienne régulière Moscou-Budapest par TU-104.
25. Une statue de Lénine remplacera la statue de Staline abattue le 25 octobre 1956. — On annonce officiellement la condamnation à mort et l'exécution de Istvan Szörcsey, l'un des chefs de la défense de la caserne Kilian.

TCHÉCOSLOVAQUIE

4. PARIS : Arrivée d'une délégation parlementaire tchécoslovaque (voir France).
13. Décès d'Antonin Zatopocky, président de la République tchécoslovaque, âgé de 72 ans.
19. A. Novotny, premier secrétaire du P.C., est élu président de la République. Discours de Siroky, président du Conseil : « Le C.C. du P.C. de Tchécoslovaquie et le C.C. du Front national sont d'avis que le P.C. jouant logiquement son rôle dirigeant dans tous les domaines de la vie de notre pays de démocratie populaire, il est politiquement rationnel de cumuler la fonction de président de la République avec celle de premier secrétaire du P.C. »
20. La Tchécoslovaquie commence à livrer à la Syrie le matériel nécessaire à la construction d'une raffinerie de pétrole près de Homs.

ALLEMAGNE ORIENTALE

1. Ernst Wollweber, ministre de la Sécurité d'Etat, a été relevé de ses fonctions, sur sa demande, pour raison de santé et remplacé par son adjoint, le général Erich Mielke.
28. Réunion du C.C. du S.E.D. La résolution réclame la constitution d'une « zone atomique neutre, ainsi que le retrait des troupes étrangères d'Allemagne et des pays d'Europe... Comme ces revendications sont conformes à celles des social-démocrates et des membres des syndicats en Allemagne Occidentale, il doit être possible de réaliser l'unité d'action entre social-démocrates, communistes et ouvriers chrétiens, et d'obtenir l'accord des organisations du parti social-démocrate et des syndicats d'Allemagne Occidentale pour la coopération avec

le S.E.D. et la R.D.A. afin de faire triompher ces revendications vitales pour le peuple allemand.» Rapport de F. Ebert sur les travaux de la conférence des P.C. communistes à Moscou.

ALBANIE

24. L'U.R.S.S. accorde à l'Albanie un prêt de 160 millions de roubles = 17 milliards de francs.

BULGARIE

1. Ouverture de la session ordinaire du Sobranié (Parlement). A l'ordre du jour : amendement du Code du Travail et nouvelle loi sur les retraites.
2. Départ de la délégation du P.C. bulgare aux fêtes du 40^e anniversaire : T. Jivkov, A. Yougov, G. Traikov (agriculteur communiste), G. Tzankov, I. Mikhailov et T. Dragotchéva.
4. Interview de D. Ganev, secrétaire du C.C. du P.C., aux journaux syriens *Al Sarha* et *Al Ouatan* : « Le gouvernement bulgare apportera son appui à la juste cause du peuple syrien. »
27. La Commission centrale du suffrage universel publie la liste des candidats aux élections du 22 décembre : 195 communistes, 50 agrariens communistes, 6 progressistes (ex-groupe Zveno), 2 extrêmes, un sans parti.
30. Article du *Rabotnichésko Délo* : « Dans les circonstances actuelles, la création d'une organisation internationale pareille à la III^e Internationale ou au Kominform ne s'impose pas. L'unité des partis communistes et ouvriers peut être réalisée à présent sans qu'existent de telles organisations. »

ROUMANIE

5. Mort de Preoteasa, membre du B.P., dans un accident d'avion à Moscou.

FRANCE

1. Départ pour Moscou d'une première délégation du P.C.F. (Thorez, R. Guyot, J. Vermeersch, G. Cogniot).
— Radio-Belgrade diffuse une interview de Maurice Thorez : « Les bonnes relations entre les deux partis et les deux classes ouvrières ont été affectées à un moment donné, en 1948, des erreurs et des accusations injustifiées ayant créé une situation difficile pour les camarades yougoslaves, pour l'ensemble du camp socialiste et pour tout le mouvement ouvrier international. Ayant renoué des rapports normaux avec la Ligue des Communistes yougoslaves, nous sommes heureux d'être entrés ainsi dans une phase nouvelle. »
4. Editorial de J. Duclos dans *l'Humanité*, à propos de l'élimination de Joukov : « Une décision juste... Les communistes français, sûrs d'interpréter les sentiments de la classe ouvrière, approuvent ces mesures qui mettent fin aux violations des principes léninistes dans la direction des forces armées de l'U.R.S.S. »
— Arrivée d'une délégation parlementaire tchécoslovaque de 17 députés, conduits par le professeur Stoll, invitée par le groupe parlementaire français d'amitié tchécoslovaque. Elle restera en France jusqu'au 13.
— L'U.J.C.F. propose à la Jeunesse socialiste, à la Jeunesse radicale et radicale-socialiste, à la J.O.C. et à la J.A.C. une action commune pour la paix en Algérie.
6. Départ d'une deuxième délégation du P.C.F. pour Moscou (J. Duclos, Letoquart, Védrières, A. Boisz), accompagnée d'une délégation des vétérans du parti (Marane, Barel, Musmaux, Marcel Tondou, Fr. Basset, ces deux derniers anciens de la mer Noire) et d'une délégation de la C.G.T. invitée par les syndicats soviétiques (B. Frachon, Monmousseau, Gatignon, Kerhoas, Berody, Paulette Lagrange).
8. Le Bureau confédéral de la C.G.T. rend publique la démission d'A. Le Léap, secrétaire général.

9. Georges Arnaud et Jacques Vergès publient aux Editions de Minuit : *Pour Djamilia Bouhired*.

9-10. Congrès des Fédérations nationales des Officiers et Sous-officiers républicains, sous la présidence du général Petit et de l'amiral Moulic.

— Réunion du Comité national de l'U.J.C.F. Décision sur l'organisation de manifestations unitaires pour la paix en Algérie avec la participation des grandes organisations représentatives de la jeunesse.

15. Le gouvernement interdit une émission de Joliot-Curie à la R.T.F.
17. LA RÉUNION : Elections législatives. Hinglo, candidat progressiste, soutenu par le P.C., recueille 24.830 voix (contre : 68.071 à M. Cerneau, élu). Le 2 janvier 1956, la liste communiste avait obtenu 36.522 voix, contre 33.144 aux trois listes adverses.
21. Mort de Jean Cristofol, député communiste des Bouches-du-Rhône.
— Départ pour la Hongrie d'une délégation d'étude du P.C.F., conduite par Gaston Viens, secrétaire du C.C.
— Appel du Bureau politique pour la campagne de remise des cartes : « Il est possible de faire grandir considérablement les forces organisées du parti. Le témoignage en est dans les 20.000 adhésions nouvelles faites en 1957. »
25. La *Pravda* annonce que le Prix Lénine international de la Paix a été attribué à Louis Aragon.
26. Raymonde Peschard, militante du P.C.A. disparue, dont on avait prétendu qu'elle avait succombé sous les tortures, a été abattue au cours d'un combat entre les troupes françaises et les rebelles.
28. PARIS : Entretiens, jusqu'au 30, entre P.C.F. et P.C. marocain (voir *Mouv. com. int.*). Déclaration commune (voir *Mouv. com. int. et Maroc*) : « Les deux partis continueront à s'opposer aux projets « eurafricains », sous le couvert desquels les impérialistes français, allemands, américains et autres voudraient accaparer, notamment au Sahara, des richesses appartenant aux pays d'Afrique intéressés, dont le Maroc. Ces pays doivent au contraire pouvoir en disposer librement. »
« La délégation du P.C.M. se félicite du soutien que le P.C.F. n'a cessé d'apporter à la lutte libératrice du peuple marocain... de 1925 à nos jours... Il apprécie la lutte courageuse et persévérante que le P.C.F. mène à la tête de la classe ouvrière et des forces nationales et démocratiques françaises, contre la guerre d'Algérie, pour la reconnaissance de l'indépendance nationale de l'Algérie. Elle s'est traduite notamment par de larges actions dans la journée du 17 octobre. »

ITALIE

3. Mort de Di Vittorio, secrétaire général de la C.G.I.L., président de la F.S.M., membre du Bureau politique du P.C. italien, député. Il était né le 11 août 1892.
8. Moscou : Discours de Togliatti : « Ce 40^e anniversaire marque le moment crucial de la lutte que nous menons contre les leaders de la social-démocratie qui ont brisé l'unité de la classe ouvrière. Ces leaders ont profité de l'unité tant que l'ensemble de cette classe a été entre leurs mains. Puis, voyant qu'elle leur échappait, ils se sont mis sous la coupe du capitalisme. »

MAROC

- 12-13. Débat de politique étrangère à l'Assemblée consultative. Certains députés demandent l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine et l'U.R.S.S.
14. Le ministre des Affaires étrangères annonce l'ouverture au Maroc de consulats polonais, tchécoslovaque et yougoslave.
- 28-30. PARIS : Entretiens entre le P.C.F. et le P.C. marocain (voir *Mouv. com. int.*). Déclaration commune (voir *Mouv. com. int. et France*) : *Le P.C.F. soutient la lutte que mène le P.C.M. ainsi que les autres forces du mouvement national, pour sur-*

monter les obstacles que les colonialistes et les gouvernants français dressent sur le chemin qui conduit à une indépendance pleine et entière... pour empêcher que d'autres impérialistes ne compromettent la souveraineté marocaine, pour obtenir que l'aide économique extérieure ne soit assortie d'aucune condition politique, pour que le Maroc établisse des relations diplomatiques aussi bien avec les pays de l'Est qu'avec ceux de l'Ouest.

« La présence des troupes françaises au Maroc est une source d'insécurité... L'existence de bases américaines au Maroc porte atteinte à la souveraineté du pays et l'expose à la destruction en cas de conflit... Vouloir subordonner les relations entre les deux pays à un abandon par le peuple marocain de la solidarité qui l'unit au peuple algérien et aux peuples du Proche et du Moyen-Orient, c'est saper les fondements de la coopération... »

« La revendication du peuple algérien à l'indépendance nationale est parfaitement fondée... Par sa juste politique, qui tend à resserrer l'union nationale et à développer la lutte libératrice, par les sacrifices de ses militants, sans distinction d'origine, le P.C. algérien contribue, aux côtés du F.L.N., à l'édification d'une Algérie nouvelle, libre et indépendante... Le P.C.F. et le P.C.M. estiment positives les initiatives comme celles des chefs d'Etat marocain et tunisien, qui visent à la solution du conflit par voie de négociations. »

TUNISIE

16. Communiqué du P.C. tunisien sur les livraisons d'armes britanniques et américaines à la Tunisie : « La fourniture d'armes, comme l'aide économique, doit être traitée dans le cadre des relations normales avec tout pays, sans autre considération que celle de l'intérêt national... Le gouvernement tunisien a eu raison de ne pas se plier au chantage et aux exigences du gouvernement français. Notre peuple... ne saurait accepter que l'aide qui lui est fournie soit assortie de conditions politiques incompatibles avec son indépendance. Il ne saurait davantage accepter de payer le geste symbolique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne par une politique extérieure exclusivement occidentale, faite d'hostilité à l'égard d'autres forces mondiales et de participation à la croisade anticommuniste. »

CAMEROUN

10. Emeutes provoquées par l'Union des Populations camerounaises.

BELGIQUE

20. Camille Huysmans, président de la Chambre des Députés (socialiste), parlant à l'Agence tchécoslovaque C.T.K., s'est prononcé en faveur d'une

rencontre Eisenhower-Khrouchtchev et de l'union des partis communistes et socialistes.

PORTUGAL

11. On annonce que le P.C. portugais vient de tenir clandestinement son 5^e Congrès. Rapport du C.C. présenté par Ramiro. Déclaration en faveur de la libre détermination des peuples des colonies portugaises. Résolution : « Il est possible de chasser Salazar et sa clique sans guerre civile, si tous les Portugais qui désirent un changement de régime savent coordonner leur action. » Message du P.C.F.

ÉGYPTE

1. Moscou : Arrivée du général Abdel Hakim Amer, ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée égyptienne, à la tête d'une délégation invitée aux fêtes du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre.
21. Moscou : Arrivée d'une délégation culturelle égyptienne conduite par Fathi Radouan, ministre de l'Orient national.

SYRIE

7. L'Assemblée syrienne ratifie à mains levées l'accord soviéto-syrien du 28 octobre.

IRAK

11. On annonce que depuis le retour du Festival de Moscou, 97 des délégués irakiens (sur 100) ont été arrêtés soit pour usage de faux passeport soit pour participation à une manifestation subversive.

INDONÉSIE

15. On annonce la victoire électorale des communistes aux élections régionales de Djokjakarta (centre de Java).

CAMBODGE

1. PNOM-PENH : Accord entre le Cambodge et la République démocratique du Viet-Nam sur les échanges économiques et culturels. La République démocratique du Viet-Nam appelle les ressortissants vietnamiens vivants au Cambodge à soutenir la politique de paix et de neutralité du gouvernement royal Khmer.

LAOS

19. L'Assemblée nationale accorde à l'unanimité sa confiance au gouverneur en de coalition présidé par le Prince Souvanna Phouma. Parmi les ministres figurent deux dirigeants du mouvement patriotique de Pathet-Lao, le prince Souphanon Vong, ministre du Plan, et Phounir Vong Vichit, ministre de la Culture.

Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales

86, Boulevard Haussmann — PARIS 8^e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 2.000 francs pour six mois et 4.000 francs pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs pour un an et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Le numéro : 150 Francs

REDACTION DU LIVRE
C.G.T. P.O.

Le Directeur de la Publication : M. COQUET, 86, boulevard Haussmann (8^e).
L'EMANCIPATRICE, Imp. Coop., 3, rue de Pondichéry, Paris-15^e. — 28339-1257